

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT FRANÇAIS

LES

INFRACTIONS POSTALES

THÈSE DE DOCTORAT

Soutenue le 20 février 1899, à 2 heures 1/2

PAR

GABRIEL HAYES

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur

Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur
PILLET, agrégé

NANCY

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}

18, RUE DES GLACIS, 18

1899

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT FRANÇAIS

LES

INFRACTIONS POSTALES

THÈSE DE DOCTORAT

Soutenue le 20 février 1899, à 2 heures 1/2

PAR

GABRIEL HAYES

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur

Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur
PILLET, agrégé



NANCY

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}

18, RUE DES GLACIS, 18

1899

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les Thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ABRÉVIATIONS

C. civ.	Code civil.
C. pr. civ.	Code de procédure civile.
C. com.	Code de commerce.
C. f.	Code forestier.
C. pén.	Code pénal.
I. cr.	Code d'instruction criminelle.
Cass.	Arrêt de la Cour de cassation.
Décis. min. fin.	Décision du ministre des finances.
D. P. 70. 1. 137	Recueil périodique de Dalloz, année 1870, première partie, page 137.
D. R. ou Rép., v ^o <i>Postes</i> , n ^o 15 .	Répertoire alphabétique de Dalloz, au mot <i>Postes</i> , numéro 15.
D. R. supp.	Supplément au répertoire alphabétique de Dalloz.
S. ou Sir. 73. 2. 240	Recueil périodique de Sirey, année 1873, deuxième partie, p. 240.
B. P. T. 1890, p. 215.	Bulletin mensuel des postes et des télé- graphes, année 1890, page 215.
Bul. cr.	Bulletin de la Cour de cassation (chambre criminelle).
Gaz. des Trib.	Gazette des Tribunaux.
J. O.	Journal Officiel.
Arg.	Argument tiré de.....
Art.	Article.
Conf.	Conférez.
Comp.	Comparez.
Cbn.	Combiné.
<i>op. cit.</i>	ouvrage cité.
<i>loc. cit.</i>	passage cité.
s.	et suivants.
t. ou tome	tome.
V.	Voyez.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Aussi longtemps qu'en sa période d'essai, un mode de communications est exposé à subir de perpétuels changements, la législation doit se borner à faciliter son développement en supprimant les obstacles qui entravent ou arrêtent son fonctionnement. Mais vienne le jour où ce moyen de communications atteint un degré suffisant de sécurité, de stabilité et de régularité, alors le législateur et le jurisconsulte doivent intervenir pour résoudre, d'une manière précise et complète, toutes les questions juridiques qui s'imposent à leur examen.

C'est ce qui s'est produit pour la poste, et nous nous proposons d'étudier les nombreux textes (lois, décrets et arrêtés) qui forment aujourd'hui une sorte de droit pénal postal, ainsi que la jurisprudence qui les a appliqués et interprétés.

Notre étude, précédée des notions historiques indispensables, est divisée en deux parties. La première, de beaucoup la plus importante, est consacrée aux infractions qui résultent du seul fait matériel de la désobéis-

sance aux prescriptions légales édictées en vue de faire respecter le monopole de l'État et les tarifs postaux : ce sont les contraventions postales proprement dites. La seconde partie s'occupe des infractions qui constituent de véritables délits ou crimes selon les distinctions établies par le Code pénal, et qui sont, dès lors, régies par les principes généraux du droit criminel : ce sont les infractions résultant de fausses déclarations de valeurs confiées à la poste ou d'atteintes portées aux timbres-poste et bons de poste.



LES INFRACTIONS POSTALES

INTRODUCTION

NOTIONS HISTORIQUES SUR LA POSTE

1. — La poste peut être mise au nombre des institutions sociales qui ont le plus contribué au développement intellectuel des peuples. Par elle, les pensées du philosophe et du savant, les progrès et les découvertes de la science sont répandus dans tous les coins de l'univers.

L'imprimerie est, il est vrai, la base de notre civilisation moderne, mais elle a trouvé dans la poste un de ses meilleurs et plus puissants auxiliaires.

Tout le monde reconnaît si bien l'utilité de la poste, elle semble à chacun une institution si indispensable, qu'on en retrouve les traces aux époques les plus reculées de l'antiquité.

Il paraît certain, en effet, qu'une organisation postale a existé chez les Perses. Des courriers avaient été établis par Cyrus dans des stations distantes les unes des autres d'une journée de marche, pour porter les ordres et transmettre les nouvelles¹.

1. HÉRODOTE, *Urania*, liv. VIII. — XÉNOPHON, *Cyropédie*, VIII, 6.

Cette organisation, connue sous le nom d'*angaries*¹, fonctionnait exclusivement pour le service de l'État, qui imposait d'ailleurs le rôle de courrier à titre de corvée².

2. — Le besoin d'une pareille institution, comme moyen de gouvernement, ne dut pas se faire sentir en Grèce, dont le territoire était divisé en républiques nombreuses et de peu d'étendue; du moins, nous n'avons trouvé chez les Grecs aucune trace d'organisation analogue à celle des Perses³.

3. — Au contraire, la poste devint nécessaire à Rome dès l'époque où celle-ci étendit son action sur toute l'Italie. Son établissement se relie étroitement à celui des grandes voies militaires qui partaient toutes du *milliaire doré*, situé au milieu du Forum, près du temple de Saturne, pour aller vers les frontières⁴.

Il est permis d'induire d'un passage de Tite-Live que l'usage de postes remonterait au temps de la République⁵. Cependant, c'est à Auguste qu'on attribue généralement l'organisation de la *course publique* (*cursus publicus*), ainsi que s'appelait la poste romaine⁶. Il est certain, dans tous les cas, que les empereurs furent amenés par la force des choses à donner une grande extension à cette institution, qui devint, pour le gouvernement impérial, le moyen normal de transport non seulement des correspondances, mais encore des équipages et bagages des armées, des deniers

1. ἀγγαρίον, service de courriers; ἄγγαρος, courrier.

2. ἀγγαρεύειν, requérir pour une corvée, contraindre.

3. NICOLAS DE LA MARE, *Traité de la Police*, p. 552 (Paris, 1738).

4. SUÉTONE, *Othon*, ch. VI. — TACITE, *Ann.*, liv. II.

5. Tit.-Liv., liv. II, 5.

6. On désignait sous le nom de *angariæ* les réquisitions et corvées de toute sorte imposées pour le service de la *course publique*. (Just. Cod. liv. XII, tit. LI, *De cursu publico et angariis*.)

publics, et de tout ce qu'il était nécessaire de faire venir des provinces ou d'y envoyer.

4. — La *course publique* des Romains est mieux connue que les *angaries* persanes. Voici quel en était le fonctionnement.

Sur toutes les grandes voies s'échelonnaient des constructions appelées *stationes* ou *positiones*¹. Elles se divisaient en trois catégories : 1° *civitates*, où il y avait toujours 40 chevaux et des magasins de fourrages ; 2° *mutationes*, où étaient entretenus 20 chevaux ; 3° *mansiones*, où se trouvaient des magasins d'effets d'équipement et de vivres pour les troupes en marche, et qui constituaient, par conséquent, de véritables gîtes d'étapes².

Les chevaux entretenus dans les *stationes* ne servaient qu'aux courriers munis d'une autorisation spéciale, appelée *litteræ evectionis*³. Ces autorisations, qui ne pouvaient être délivrées que par l'empereur ou le préfet du prétoire, indiquaient le nombre de chevaux accordés et le temps pendant lequel on pouvait s'en servir. En principe, les courriers de l'empereur seuls pouvaient utiliser les chevaux de la *course publique*⁴, et le soin que Pline, dans une lettre à Trajan, prend de s'excuser d'avoir délivré une autorisation à sa femme pour se faire transporter auprès d'une parente malade, prouve que la règle était sévèrement observée⁵.

La *course publique*, placée sous la haute direction du préfet du prétoire, comportait un personnel nombreux et un

1. Origine du mot *postes*.

2. Just. Cod. liv. XII, tit. LI, *De cursu publico*, 12. — CAMDEN, *Romani in Britannia*, p. 45.

3. De *evehere*, se faire porter.

4. Just. Cod. *loc.*, 4, 9, 11.

5. PLINIE J., *Epist.*

matériel considérable. Mais cette institution n'était qu'un instrument de gouvernement, et s'il était parfois possible à des particuliers de l'utiliser, c'était dans des limites si restreintes, qu'on ne peut lui attribuer le caractère d'un service à l'usage du public.

5. — Dans le bouleversement général amené par l'invasion des barbares, l'institution de la *course publique* se désorganisa et disparut, comme disparurent les institutions romaines partout où l'Empire périclita lui-même.

Il faut arriver à Charlemagne pour trouver les traces de réorganisation d'un service de postes. Le grand empereur qui, dans toutes ses institutions, s'attachait à renouer les fils de la constitution de l'empire romain, établit en 807 des relais analogues à ceux de la *course publique* sur les trois routes allant d'Auxerre vers l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne¹.

6. — Sous les successeurs de Charlemagne, tout disparut encore. Un service postal, même considéré comme instrument de gouvernement, est, en effet, intimement lié à la sécurité des routes, et on comprend parfaitement l'impossibilité d'un établissement de courriers pendant la période troublée du moyen âge et de la féodalité, à une époque où le roi de France lui-même ne pouvait aller de Paris à Orléans sans livrer bataille aux sires de Montlhéry ou de Corbeil.

7. — Ce n'est qu'au xii^e siècle que la messagerie donne de nouveau signe de vie, mais, cette fois, avec les attribu-

1. François ILWOF, *Les Postes depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours* (Grätz, 1880).

tions bien caractérisées d'un service postal tel que nous le comprenons aujourd'hui.

L'Université de Paris, où affluaient les étudiants de tout pays, dut songer à procurer à ces étudiants les moyens de correspondre avec leurs familles. Elle se fit concéder, à cet effet, par les rois de France le droit d'instituer des messagers particuliers pour porter les lettres que les étudiants avaient à expédier dans leur pays natal, et pour rapporter les réponses, l'argent, les hardes et autres objets que les parents avaient à faire parvenir à Paris.

Ces messagers, appelés *petits messagers* ou *messagers ambulants* (*nuncii volantes*), étaient nommés directement par les étudiants de chaque *nation*. Ils devaient avoir leur domicile à Paris, d'où ils partaient à certaines époques fixes de l'année. Les rois de France les prirent officiellement sous leur protection (ordonnances de Philippe le Bel de 1297 et de Louis X le Hutin de 1315)¹.

A côté des *petits messagers*, il y avait les *grands messagers*, nommés par l'Université. Ces derniers, sédentaires, n'étaient en réalité que de simples correspondants des étudiants, dont ils recevaient les lettres en dépôt et auxquels ils avançaient de l'argent. Le titre de *grand messenger* était recherché à cause des privilèges et exemptions qui y étaient attachés.

8. — Les messagers de l'Université, investis d'un monopole lucratif, tendirent de bonne heure à élargir le cercle de leurs opérations, en se chargeant des messages autres que ceux qui leur étaient remis par ou pour les étudiants ou professeurs, car on voit, à partir de Louis XI, la royauté prendre des mesures pour restreindre le privilège de l'Uni-

1. DUBOULAYE, *Histoire de l'Université*. — CREVIER, *Histoire de l'Université*.

versité. C'est ainsi que le nombre des grands messagers, devenu considérable, fut réduit à un par chaque diocèse qui avait des étudiants à Paris (ordonnance du 3 mars 1489)¹, et que les petits messagers durent faire enregistrer leurs brevets au Châtelet de Paris. En fait, les messagers de l'Université avaient fini par constituer un véritable service occulte de poste publique. Leur importance diminua avec les postes et messageries royales, mais ce ne fut qu'en 1720 qu'on supprima le privilège de l'Université. Elle reçut, en compensation des bénéfices provenant de la concession des charges de messagers, une indemnité payée par la ferme des postes².

9. — Louis XI inaugure l'ère moderne avec l'ordonnance du 19 juin 1464, qui créa un service régulier de postes gouvernementales. Cette organisation est une œuvre caractéristique importante au point de vue de la philosophie de l'histoire de la poste, parce qu'elle participe à la fois de l'esprit de l'antiquité, représenté par la *course publique*, et de l'esprit moderne, représenté par les messagers de l'Université.

10. — Le but que se proposait Louis XI était de « sçavoir diligemment nouvelles de tous côtés et y faire quand bon lui sembleroit sçavoir des siennes »³. Il était établi à cette fin sur les grandes routes, de quatre en quatre lieues, des stations pourvues de 4 à 5 chevaux⁴. A la tête du service était placé un *conseiller grand maître des coureurs de France*⁵. A chaque station, il y avait un *maître-coureur*

1. DUBOULAYE, *op. cit.* — CREVIER, *op. cit.*

2. *Précis historique sur les messagers universitaires*, publié par l'Union postale (Berne, 1884).

3. Préambule de l'ordonnance du 19 juin 1464.

4. Art. 2.

5. Art. 3.

(maître de poste), chargé d'entretenir les chevaux, de conduire les courriers royaux ou de porter lui-même les dépêches du roi adressées aux gouverneurs des provinces et celles destinées au roi ¹. L'ordonnance interdit sous peine de mort aux *maîtres-coureurs* de délivrer des chevaux « à qui que ce soit et de quelque qualité qu'il puisse être, sans le mandement du roi, ledit établissement n'étant pour autre que pour le service du roi » ². L'analogie avec la *course publique* est ici frappante. Il était fait exception, cependant, en faveur du pape et des princes étrangers amis ou alliés de la France ³. Les maîtres des stations devaient surveiller avec soin l'entrée en France des courriers étrangers et saisir, pour être envoyés au grand maître des coureurs, les lettres et paquets préjudiciables aux intérêts du roi, dont ces courriers pouvaient être porteurs ⁴. Enfin, les maîtres-coureurs recevaient un traitement et avaient de nombreux privilèges et exemptions ⁵.

On voit que Louis XI n'organisa un service postal que pour son service personnel, et qu'il se préoccupa moins de créer des ressources pour sa couronne que de constituer un rouage destiné à aider sa sombre et habile politique ⁶.

11. — Pendant longtemps, les postes vont rester officiellement un service fonctionnant exclusivement pour les affaires du roi ; mais, de même que les messagers universitaires s'étaient vite mis à la disposition du public, de même les courriers royaux durent rapidement se charger des

1. Art. 5, 6 et 7.

2. Art. 9.

3. Art. 10.

4. Art. 17.

5. Art. 24, 25, 26 et 27.

6. VARILLAS, *Histoire de Louis XI*. -- PH. DE COMMINES, *Mémoires*, liv. V. ch. x.

lettres et paquets qui leur étaient confiés par les particuliers. Cela se fit sans doute avec l'assentiment tacite du roi, puisqu'un édit de 1495 vint défendre « sous peine de la hart » aux courriers d'apporter des lettres contre la Pragmatique Sanction et les décrets de Bâle¹. N'est-ce point là une preuve que les courriers pouvaient se charger des correspondances privées?

12. — Les particuliers ont donc à cette époque deux moyens à leur disposition pour le transport de leurs lettres, les messagers de l'Université et les courriers royaux; mais ni l'un ni l'autre de ces moyens n'ont d'existence légale, en tant du moins que service postal public.

La création de « un ou deux messagers royaux dans chacune des villes où il y avait bailliage, sénéchaussée, élection et autres sièges ressortissant aux cours de parlements et des aides », leur en offrit un troisième (édit de novembre 1576). Ces messagers avaient le monopole du transport des pièces judiciaires, entre les villes où se trouvait leur établissement et les sièges des cours auxquelles ressortissaient lesdites villes, et ils pouvaient, dans les mêmes limites, se charger des lettres-missives et autres papiers des particuliers².

Il y eut sans doute peu d'empressement à acheter les charges créées par l'édit de 1576, car Henri III ordonna par une déclaration du 20 mai 1582 que tout messenger devrait prendre des lettres de messenger royal, et cette mesure fut étendue aux messagers universitaires³.

1. BELLOC, *Les Postes françaises* (Paris, 1886).

2. Ces messagers existaient en fait depuis longtemps, mais leur fonctionnement n'avait rien de régulier ni de définitif. (V. édits d'octobre 1525 et de janvier 1573.)

3. BELLOC, *Les Postes françaises*.

13. — A côté du service des postes, Henri IV créa, par l'édit de mai 1597, un service de relais, différents de ceux des postes, pour le louage des chevaux à toutes personnes. Le préambule de l'édit explique le but et le motif de cette institution : « Considérant la pauvreté et la nécessité à laquelle tous nos sujets sont réduits à l'accroissement des troubles passés, que la plupart d'iceux sont destitués de chevaux, non seulement pour le labourage, mais aussi pour voyager et vaquer à leurs négoes accoutumés, n'ayant moyen d'en acheter, ni de supporter la dépense nécessaire pour la nourriture et entretenement d'iceux....¹. » Mais cette institution n'eut pas longtemps son autonomie et, sur les observations du *contrôleur général des postes*², que depuis l'établissement des chevaux de relais, les postes étaient démontées, que les lettres et paquets étaient retardés, que les courriers étrangers ne prenaient plus la voie ordinaire des postes, qu'ils passaient, à l'aide de chevaux de relais, par des chemins détournés et entraient ainsi en France à l'insu des gouverneurs des provinces, l'édit de 1597 fut révoqué et le service des relais uni et incorporé au service des postes sous l'autorité du *général des postes et relais de France*, titre qui avait remplacé en 1603 celui de *contrôleur général* (édit d'août 1602³).

14. — Le *contrôleur général* et, après lui, le *général des postes* avaient la possession entière et la pleine juridiction du service, nommant, révoquant les agents et connaissant, à l'exclusion de tous autres juges, de toutes les difficultés

1. LEQUIEN DE LA NEUFVILLE, *Usages des postes*, p. 107 (Paris, 1730).

2. Ce titre avait remplacé celui de grand maître des coureurs (lettres patentes de Charles VIII, du 27 janvier 1487; LEQUIEN DE LA NEUFVILLE, *op. cit.*, p. 67).

3. LEQUIEN DE LA NEUFVILLE, *op. cit.*, p. 116 et s.

avec les maîtres de poste ainsi que des questions d'abus ou de malversation (lettres patentes du 26 novembre 1565, du 28 novembre 1581, du 8 mai 1595, de janvier 1603 et du 25 février 1622¹). C'était de plus un véritable entrepreneur, car il achetait sa charge, percevait les droits utiles qui y étaient attachés et en supportait les frais².

15. — Jusqu'alors, il semble bien que la poste aux chevaux ait seule une existence officielle. En tant que servant au transport des correspondances, elle n'est guère encore qu'un rouage purement gouvernemental. Les particuliers ont pris, il est vrai, l'habitude de confier leurs lettres aux maîtres de poste, mais le transport en est effectué moyennant un prix arbitrairement fixé par chaque expéditeur, prix qui a plutôt l'apparence d'une gratification amiable que celle d'une taxe obligatoire.

Avec Richelieu, la poste aux lettres va véritablement apparaître avec ses règlements, son personnel spécial, ses tarifs.

Avant 1622, les courriers partaient irrégulièrement, selon les besoins de la cour. En 1622, Pierre d'Alméras, général des postes, organisa, pour la première fois, un service régulier de courriers partant et arrivant à certains jours fixes. Il en résulta que les particuliers, comptant sur des départs réguliers, écrivirent davantage et qu'écrivant davantage, ils taxèrent moins leurs lettres qu'autrefois, ne tenant ainsi aucun compte des dépenses que la nouvelle organisation avait occasionnées au général des postes, dont les agents se mirent alors à imposer des surtaxes. Soit que les taxes offertes par les particuliers fussent réellement trop

1. LEQUIEN DE LA NEUFVILLE, *op. cit.*, p. 73, 87 et s., 95, 121 et 133.

2. CAILLET, *Administration en France sous le cardinal de Richelieu*, ch. X, p. 286.

faibles, soit que les surtaxes imposées par les officiers des postes fussent excessives, des plaintes s'élevèrent de tous côtés et, pour y mettre fin, le général des postes, agissant en vertu des attributions de sa charge, fit le règlement du 16 octobre 1627, fixant les taxes des lettres et paquets, taxes calculées d'après les distances¹.

16. — La poste, comme tenant au service du roi, semblait être à l'abri des tentatives les plus coupables. La sécurité que le public avait trouvée à correspondre par cette voie l'avait porté à en étendre l'usage à l'expédition de l'argent, des bijoux et autres objets précieux, en les insérant dans des lettres. Comme ces agissements tendaient à compromettre la vie des courriers et la sûreté des dépêches, en servant d'appât aux malfaiteurs, il fut défendu, par le même règlement de 1627, de rien introduire de semblable dans les missives. L'argent monnayé fut seul excepté de cette mesure, soit qu'on voulût en faciliter la circulation, soit qu'on désirât soustraire le public à la dépendance d'individus qui se chargeaient de ces transports à un taux usuraire. Toutefois, on ne permit de recevoir l'argent qu'à découvert et jusqu'à concurrence de 100 livres par expéditeur, moyennant un prix calculé d'après la distance². C'est l'origine des articles d'argent ou mandats-poste.

17. — L'expérience avait assez fait connaître la confiance que devait inspirer la poste. L'époque était venue de faire cesser les expéditions extraordinaires de courriers, que multipliaient les gouverneurs de provinces et autres hauts fonctionnaires pour correspondre avec la cour. L'édit de janvier 1629 obligea ces derniers à remettre dorénavant

1. LEQUIEN DE LA NEUFVILLE, *op. cit.*, p. 149 et s.

2. LEQUIEN DE LA NEUFVILLE, *op. cit.*, p. 151.

leurs dépêches aux maîtres de poste, qui durent les inscrire sur un registre spécial, en marquant sur les enveloppes le jour et l'heure du départ des courriers auxquels ces dépêches étaient confiées¹. C'est l'origine de la formalité qui deviendra plus tard le *chargement*, et tous les particuliers pourront un jour en réclamer l'application à leurs propres correspondances.

18. — Cependant, le public continuait, malgré toutes les défenses, d'introduire des objets précieux dans ses lettres. On décida alors que les envois de cette nature pourraient avoir lieu dans la même forme que les envois d'argent, c'est-à-dire à découvert, et non autrement, « *à peine de punition exemplaire et de confiscation des effets* » (ordonnance du 23 mars 1632²). C'est l'origine du service des *valeurs cotées*, ainsi désigné parce que le prix du transport était perçu d'après l'estimation faite par l'expéditeur.

19. — Il ne rentre pas dans le cadre de ce résumé historique de suivre pas à pas les modifications et transformations des différents services postaux, que tout le monde connaît et utilise aujourd'hui, mais nous devons indiquer les premières applications qui en furent faites, pour montrer que si c'est à Louis XI qu'il faut attribuer la création des postes, c'est sous Louis XIII et par Richelieu que fut réellement organisée la poste aux lettres.

20. — En 1630, la charge de général des postes, tenue en simple commission, fut supprimée et remplacée par trois offices (anciens, alternatifs et triennaux) de surinten-

1. LEQUIEN DE LA NEUFVILLE, *op. cit.*, p. 152.

2. LEQUIEN DE LA NEUFVILLE, p. 172.

dants généraux des postes. Ces trois offices pouvaient être possédés par une seule personne et ils le furent en fait jusqu'à leur suppression (arrêt du Conseil d'État du 31 décembre 1629 et édit de janvier 1630¹).

La même année fut faite une première tentative de décentralisation par la création d'offices de contrôleurs provinciaux dans toutes les généralités de France. Ces officiers étaient chargés, sous la responsabilité du surintendant général, de recevoir et d'expédier les dépêches du gouvernement, ainsi que les lettres et paquets des particuliers; tous les droits et émoluments provenant du port de ces lettres et paquets leur étaient attribués. Ces contrôleurs provinciaux avaient pleins pouvoirs pour organiser le service dans l'étendue des généralités où ils étaient établis.

Cette tentative de décentralisation n'eut pas les heureux résultats qu'on en attendait et, dès le mois de mai 1632, un édit vint rendre au surintendant général l'autorité qu'il avait perdue, en lui restituant tous les pouvoirs et revenus attachés aux charges des contrôleurs provinciaux. Le surintendant général eut toutefois la faculté de conserver pour son propre compte le fractionnement du service des dépêches, en maintenant et en établissant lui-même des offices de contrôleurs provinciaux².

21. — Sous le règne de Louis XIV, l'institution de la poste va grandir, se régulariser et devenir non seulement un précieux moyen de communication pour les particuliers, mais encore une source de revenus importants pour l'État. Avec Louvois, investi en 1668 de la surintendance générale, commence, en effet, l'ère de la ferme des postes, qui

1. LEQUIEN DE LA NEUFVILLE, *op. cit.*, p. 154 et s.

2. LEQUIEN DE LA NEUFVILLE, *op. cit.*, p. 162 à 180. — BARON ENOUF, *L'Administration des postes en France*, Revue contemporaine, avril 1863.

durera jusqu'à la Révolution (déclaration des 15 et 19 mars 1672¹).

Le premier fermier, Lazare Patin, « fut en réalité la cheville ouvrière du grand travail de régularisation dont Louvois avait officiellement tout l'honneur, et il fit, à ses risques et périls, les affaires du roi et celles du public² ». Ce fut surtout un travail d'unification consistant à rallier et à discipliner tous les agents locaux qui pouvaient être utilisés pour le nouveau système de centralisation, et à désintéresser les autres. Lazare Patin fut, en effet, autorisé à faire disparaître tous les messagers royaux et de l'Université, soit en leur remboursant la finance de leurs offices, soit en se faisant subroger aux baux consentis par eux (arrêts du Conseil d'État du 6 décembre 1673, des 12 avril, 17 octobre 1676, et 30 janvier 1677; règlement du 25 juin 1678, art. 7³).

Il provoqua, d'autre part, les premières dispositions pénales destinées à faire respecter le monopole dont il était investi et auquel des atteintes étaient portées sans cesse par des personnes étrangères au service des postes et même par les messagers qui, bien qu'ayant été remboursés de la finance de leurs offices, continuaient néanmoins à effectuer le transport des correspondances. Ce sont d'abord les arrêts du Conseil d'État du 7 décembre 1673 et du 25 juin 1678, ensuite ceux du 18 juin et du 29 novembre 1681. Ces deux derniers arrêts, plusieurs fois rappelés et confirmés (arrêtés du 2 nivôse et du 7 fructidor an VI, du 26 ventôse an VII et du 27 prairial an IX), sont encore la base légale du monopole postal.

Après la mort de Louvois (16 juillet 1691), la charge de

1. BELLOC, *Les Postes françaises*, p. 116.

2. BARON ENOUF, *op. cit.*

3. LEQUIEN DE LA NEUFVILLE, *op. cit.*, p. 290 et s. — BELLOC, *op. cit.*, p. 117.

surintendant général des postes fut supprimée, par ce motif que Louvois avait établi « un si grand ordre dans toutes les postes du royaume et une si exacte discipline, qu'on pouvait espérer que dorénavant ce même ordre se pourrait maintenir par la seule inspection des commissaires (intendants) départis dans les provinces », investis à cet effet de toutes les attributions contentieuses qui appartenaient au surintendant général (édit de janvier 1692¹).

22. — Nous sommes arrivés à une époque où la poste est devenue ce qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire un service public monopolisé, opérant le transport des correspondances aussi bien pour les affaires des particuliers que pour celles de l'État. Sans doute le mode d'exploitation, l'organisation et les rouages de ce service subiront encore bien des changements, et il s'écoulera encore bien du temps avant que les moyens de transport et de distribution acquièrent la rapidité et la sécurité qu'ils ont de nos jours, mais ce serait nous éloigner de notre sujet que de faire une étude détaillée de ces modifications et de ces perfectionnements. Nous nous bornerons donc maintenant à indiquer les faits les plus importants de l'histoire de la poste depuis l'établissement du monopole.

23. — Jusqu'alors Paris communiquait bien avec la province et même l'étranger, mais il n'existait aucun service postal dans l'intérieur de la capitale. Un premier essai d'organisation de *petite poste*, pour le transport des lettres de et pour Paris, avait été fait en 1653 par un maître des

1. LEQUIEN DE LA NEUFVILLE, *op. cit.*, p. 343. — DARESTE, *La Justice administrative en France*, ch. V, les Intendants.

requêtes, M. de Vélayer, qui avait obtenu un privilège du roi, mais cet essai n'avait pas abouti¹.

L'idée fut reprise en 1758 par M. de Chamousset, conseiller à la Chambre des comptes, qui demanda et obtint l'autorisation d'organiser pour son compte, dans l'intérieur de Paris, une *petite poste* analogue à celle qui fonctionnait à Londres depuis longtemps et avec succès (lettres patentes du 5 mars 1758 et déclaration du 8 juillet 1759). Cette fois, l'institution réussit pleinement, et des établissements analogues se créèrent dans plusieurs autres grandes villes, notamment à Bordeaux, Lille, Lyon, Nancy, Marseille et Rouen. Toutes ces petites postes particulières furent réunies à l'Administration générale des postes à partir du 1^{er} juillet 1780 (arrêt du Conseil d'État du 28 juin 1780²).

24. — L'histoire de la poste pendant la Révolution présente le grand fait de la proclamation du principe de l'inviolabilité des correspondances (décret des 10 août 1790 et 10-20 juillet 1791), qu'on sanctionna non seulement par l'obligation imposée à tous les agents des postes de prêter le serment « de garder et d'observer fidèlement la foi due au secret des lettres », mais encore par des dispositions pénales sévères (Code pénal des 25 septembre-6 octobre 1791, 2^e partie, titre I, sect. III, art. 23; Code du 3 brumaire an IV, art. 638), qui sont devenues l'article 187 de notre Code pénal.

25. — Pendant la période qui va de la Révolution à la fin du premier Empire, la poste fut successivement organisée en régie nationale (décret des 23-24-30 juillet 1793),

1. BELLOC, *op. cit.*, p. 86 et s.

2. BELLOC, *op. cit.*, p. 240.

rétablie en ferme (loi de finances du 9 vendémiaire an VI), administrée par une régie intéressée (loi du 25 frimaire an VIII) et érigée en direction générale relevant du ministre des finances (arrêté du 28 ventôse an XII). A cette période se rattachent les arrêtés du Directoire des 2 nivôse et 7 fructidor an VI, du 26 ventôse an VII et l'arrêté consulaire du 27 prairial an IX, rappelant et confirmant les arrêts de 1681 qui avaient établi le monopole postal.

26. — La poste fut administrée en régie jusqu'en 1878¹. Au cours de cette longue période, elle augmenta dans de larges proportions les facilités qu'elle offrait au public et multiplia les services qu'elle lui rendait, en même temps qu'elle perfectionna ses moyens d'exploitation. C'est, en effet, dans cette période que se placent :

La création du mandat-poste qui substitue, pour les envois d'argent, au transport matériel des espèces entre bureaux, le transport d'une reconnaissance de versement remboursable dans les formes simples de la banque (règlement du 24 février 1817);

La mise en correspondance quotidienne de tous les bureaux (1827);

L'établissement d'un service de distribution dans les communes dépourvues de bureau de poste, service fonctionnant d'abord de deux jours l'un, puis quotidiennement (loi des 3-10 juin 1829);

La réglementation des franchises (ordonnance du 17 novembre 1844);

L'utilisation des voies ferrées pour le transport des correspondances et l'organisation des bureaux ambulants;

1. L'ordonnance du 21 mai 1817, en supprimant les remises attribuées au directeur général et aux administrateurs, avait substitué la régie pure et simple à la régie intéressée établie par la loi du 25 frimaire an VIII.

L'unification de la taxe des lettres circulant en France et en Algérie et la création du timbre-poste (décret du 24 août 1848);

La réglementation du transport des imprimés, des échantillons et des papiers de commerce ou d'affaires (loi du 25 juin 1856);

L'admission des valeurs payables au porteur, sous la condition de les déclarer et de faire charger les lettres qui les contiennent (loi du 4 juin 1859);

La réglementation du régime de la *recommandation* et du transport des valeurs cotées (loi du 25 janvier 1873)¹;

La création de la carte postale (loi du 20 décembre 1872);

Enfin, le premier congrès postal international, tenu à Berne le 9 octobre 1874, d'où est sortie l'Union postale universelle et où ont été jetées les premières bases de l'unification des tarifs postaux internationaux, unification qui s'est poursuivie dans les congrès postérieurs² avec un tel succès et une telle rapidité, qu'on peut dire maintenant que le territoire de l'Union postale, c'est le monde entier.

27. — Le fait saillant de la période qui s'étend de 1878 à nos jours, c'est la fusion des postes et des télégraphes en une seule administration, rattachée pendant un an au ministère des finances, sous l'autorité d'un sous-secrétaire d'État (décrets des 27 décembre 1877-28 janvier 1878, 27 février-17 avril 1878 et 31 mars-1^{er} avril 1878), puis érigée en ministère (décret des 5-6 février 1879).

Ce ministère a subsisté jusqu'en 1887, époque où l'administration des postes et des télégraphes a été de nouveau constituée en direction générale, fonctionnant d'abord sous

1. A rapprocher l'ordonnance des 11-30 janvier 1829 et la loi du 20 mai 1854, art. 3.

2. Le dernier a été tenu en 1897 à Washington (États-Unis).

les ordres du ministre des finances, d'après les règlements en usage pour les régies financières (décrets des 30-31 mai et 15-16 janvier 1887), pour être rattachée quelque temps après au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies (décret du 6 janvier 1889).

Elle constitue actuellement un sous-secrétariat d'État, dont le titulaire exerce, sous l'autorité du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes¹, les attributions antérieurement données au directeur général, dont l'emploi a été supprimé par le décret du 23 mai 1896.

Les principaux progrès réalisés depuis la fusion sont :

La réforme postale de 1878 (loi du 6 avril 1878), qui a fait cesser, au point de vue de la taxe, la distinction entre les correspondances circulant dans la circonscription d'un même bureau et celles circulant entre deux bureaux différents²;

La réduction et la simplification de toutes les taxes en général (lois du 6 avril 1878, du 13 avril 1892, du 16 avril 1895, du 21 décembre 1897 et du 8 avril 1898);

L'organisation d'un service de recouvrement des valeurs commerciales ou autres, considéré comme le complément du service des envois d'argent (lois du 7 avril 1879, du 17 juillet 1880, du 26 janvier 1892);

La création des bons de poste de sommes fixes (loi du 29 juin 1882);

L'admission des envois contre remboursement jusqu'à concurrence de 2,000 fr. (loi du 20 juillet 1892);

1. La loi du 20 mars 1894 a détaché du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, l'administration des colonies, qui a formé un département ministériel distinct.

2. Cette distinction conservée en 1848 provenait de l'ancien système des zones. Il en reste encore une trace dans la loi du 16 avril 1895, art. 25, en matière de journaux. La taxe d'un journal circulant dans le département où ce journal est publié ou dans les départements limitrophes est, en effet, la moitié de la taxe normale.

La réception des abonnements aux journaux, revues et recueils périodiques (lois du 7 avril 1879 et du 17 juillet 1880);

La création du service des colis postaux qui, bien qu'exécuté par les compagnies de chemins de fer et de navigation, constitue un véritable service postal (conventions des 2 novembre 1880 et 15 janvier 1892 et lois des 3 mars 1881 et 12 avril 1892);

La transformation des bureaux de poste en bureaux d'épargne par l'institution de la Caisse nationale d'épargne (lois du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1895).

Telles sont les étapes qu'a parcourues la poste pour atteindre les proportions considérables qu'elle présente aujourd'hui. Il n'était pas inutile d'en faire connaître l'histoire, au moins sommairement, avant d'entrer dans l'examen des dispositions pénales, actuellement en vigueur, intervenues pour réprimer les actes coupables qui peuvent être commis à son préjudice.

PREMIÈRE PARTIE

CONTRAVENTIONS

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

§ 1^{er}. — CLASSIFICATION DES CONTRAVENTIONS

28. — Les contraventions postales peuvent rentrer dans les quatre catégories suivantes :

1° Atteintes portées au monopole postal (arrêts du Conseil d'État des 18 juin et 29 novembre 1681; déclaration du 8 juillet 1759, art. 7; lois des 26-29 août 1791 et 21 septembre 1792; arrêtés des 2 nivôse et 7 fructidor an VI, 26 ventôse an VII et 27 prairial an IX; décret du 2 messidor an XII; loi du 25 juin 1856, art. 2; décret du 16 octobre 1870; loi du 6 avril 1878, art. 8);

2° Abus de franchise (ordonnance du 17 novembre 1844 et décret du 24 août 1848, art. 6 et 8);

3° Insertion de lettres ou de notes ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ou pouvant en tenir lieu, dans des objets admis au bénéfice d'un tarif d'exception, ou inscription sur ces mêmes objets d'annotations non autorisées (lois des 25 juin 1856, art. 9 et 10; 12 avril 1892, art. 4, 1°; 25 janvier 1873, art. 9);

4° Expédition de valeurs non admises à circuler par la

poste, ou admises à y circuler sous certaines conditions (lois des 4 juin 1859, art. 1 et 9; 25 janvier 1873, art. 9; 28 juin 1882, art. 3; 12 avril 1892, art. 4, 2°).

§ 2. — NATURE JURIDIQUE DES CONTRAVENTIONS

29. — Les contraventions postales, de même que les infractions aux lois fiscales, forestières, de la pêche et de la chasse, à la police rurale et aux lois réglementaires de certaines industries, participent à la fois des délits et des contraventions. Elles sont, en effet, des délits par la peine correctionnelle qui les frappe (art. 1^{er}, C. pén.), mais elles se rapprochent des contraventions en ce que le seul fait matériel les constitue, sans que le juge ait à se préoccuper de la bonne ou de la mauvaise foi de ceux qui les commettent (Cass., 10 novembre 1851, D. P. 51. 5. 400; Dijon, 22 novembre 1876, D. P. 77. 5. 337; Alger, 26 janvier 1895, *Revue algérienne*, 1895).

C'est à l'occasion de cette sorte d'infractions qu'est née la théorie des *délits contraventionnels*, d'après laquelle la définition de l'article 1^{er} du Code pénal, exacte pour les infractions prévues par ce code, comporte des exceptions pour certaines infractions que des lois spéciales punissent de peines correctionnelles. Autrement dit, l'article 1^{er} du Code pénal a eu pour but unique d'indiquer la compétence d'après la nature de la peine encourue : toute infraction punie de peine correctionnelle est de la compétence des tribunaux correctionnels¹. Quant aux infractions punissables à raison de leur seule existence, elles présentent le carac-

1. FAUSTIN HÉLIE, *Pratique criminelle des cours et tribunaux*, t. 2, n° 2. — BERTAULD, *Cours de Code pénal et leçons de législation criminelle*, p. 116. — BLANCHE, *Étude sur le Code pénal*, t. 1, n° 4. — GARRAUD, *Traité théorique et pratique du Droit criminel français*, t. 1, nos 84 et s. — TRÉBUTIEN, t. 1, nos 173 et s.

tère de contraventions et doivent être traitées comme telles, même si elles sont frappées de peines correctionnelles. Dans ce système, il y a donc une quatrième catégorie d'infractions, non prévue par l'article 1^{er} du Code pénal, celle des *délits contraventionnels*, qu'on a nommés aussi *délits-contraventions* ou *contraventions correctionnelles*.

Dans un autre système, on reste ferme sur le terrain de l'article 1^{er} du Code pénal, et on décide que la qualification de *délits* appartient à toute infraction punie de peine correctionnelle, sans qu'on ait à s'inquiéter de la nature de l'infraction, ni du nom qui lui est donné par la loi ; les délits contraventionnels punis de peines correctionnelles doivent donc être traités comme des délits. « Lorsque, par exception, soit dans le Code pénal, soit dans les lois spéciales, le fait à réprimer a reçu une qualification qui n'est pas déduite de la peine, ou a été réprimé par une peine qui n'est pas en rapport avec la nature de l'infraction, l'article 1^{er} du Code pénal est, en l'absence de texte explicite, la seule règle à appliquer pour déterminer le caractère de l'infraction. » (GARRAUD, *op. et loc. cit.*) Ce système, plus conforme aux principes, paraît aujourd'hui triompher dans la doctrine et la jurisprudence¹.

Cependant ni le système spécial des délits contraventionnels, ni le système général de l'article 1^{er} du Code pénal, ne nous paraissent pouvoir s'adapter aux contraventions postales. Ce qui distingue et caractérise réellement ces infractions, ce sont des règles absolument déroatoires aux principes du droit commun, et d'où il résulte que l'action qu'elles engendrent participe de l'action publique et de l'action civile. Ces règles, que nous devons maintenant étudier,

1. VILLEY, *Fin des délits correctionnels*, France judiciaire, 1886, t. 10, p. 365 à 370. — CARPENTIER et FRÈREJOUAN DU SAINT, *Rép. du Droit français*, v^o Crimes, délits et contraventions, nos 63 et 64.

peuvent se résumer dans les trois propositions suivantes, qui découlent d'ailleurs les unes des autres, en ce sens que chacune d'elles renferme en germe les deux autres :

1^{re} proposition. — L'administration des postes a la faculté de transiger, avant comme après jugement.

2^e proposition. — Elle est, de droit, partie civile dans les poursuites.

3^e proposition. — L'amende est moins une peine qu'une réparation civile.

§ 3. — DROIT DE TRANSACTION DE L'ADMINISTRATION

30. — Ce droit a été conféré à l'administration par l'ordonnance du 19 février 1843, ainsi conçue : « L'administration des postes est autorisée à transiger, avant
« comme après jugement (sauf l'approbation du ministre
« des finances), dans les affaires contentieuses qui concer-
« nent son service. »

La faculté de transiger ne visait, à l'époque où est intervenue l'ordonnance, que les infractions résultant de faits d'immixtion dans le transport des correspondances, les seules qui étaient alors sanctionnées par des peines (arrêté du 27 prairial an IX, art. 5). Elle s'est appliquée de plein droit et sans qu'il fût besoin d'une nouvelle disposition, aux infractions prévues par l'article 6 du décret du 24 août 1848 (abus de franchise) et par les articles 9 de la loi du 25 juin 1856 et 9 *in fine* de la loi du 25 janvier 1873 (insertion de lettres ou notes dans des objets affranchis à prix réduit ou dans des boîtes de valeurs déclarées), ces infractions étant punies des peines prévues par l'arrêté du 27 prairial an IX.

Enfin, elle a été expressément étendue : 1^o aux infractions résultant de l'expédition de valeurs prohibées, par la loi du 4 juin 1859, l'article 9 de cette loi disposant que « la pour

« suite est exercée à la requête de l'administration des postes, qui a le droit de transiger », et 2° aux infractions en matière de colis postaux prévues par l'article 4 *in fine* de la loi du 12 avril 1892, cet article portant que « l'administration des postes et des télégraphes est autorisée à transiger avant comme après jugement ».

Ainsi l'administration est libre, soit de ne pas saisir les tribunaux des contraventions légalement constatées, soit d'arrêter les poursuites commencées, soit de réduire les amendes prononcées et même de les supprimer entièrement (arg. des mots : *avant comme après jugement*). Vues sous cet aspect, il est incontestable que les contraventions postales perdent singulièrement de leur caractère pénal et que le droit de transaction de l'administration est la preuve la plus frappante de la nature mixte de l'amende.

§ 4. — QUALITÉ DE PARTIE CIVILE DE L'ADMINISTRATION

31. — L'administration des postes est, dans les instances suivies en matière de contraventions postales, considérée comme partie civile de droit, et comme suffisamment représentée en cette qualité par le ministère public. Ceci résulte d'abord des dispositions générales de l'article 158 du décret du 18 juin 1811 : « Sont assimilées aux parties civiles :
« 1° toute régie ou administration publique, relativement
« aux procès suivis, soit à sa requête, soit même d'office et
« dans son intérêt..... »

L'intérêt dont il s'agit au décret de 1811 n'est pas un intérêt moral¹, mais un intérêt matériel et pécuniaire. Qu'est-

1. Celui que peut avoir, par exemple, une administration à connaître si un de ses préposés, poursuivi d'office par le ministère public pour violences et blessures, est digne ou indigne d'être maintenu dans ses fonctions (Cass., 19 mars 1830, S. 30. 1. 269 et D. P. 30. 1. 175).

ce à dire, sinon que les administrations publiques lésées dans les intérêts dont elles ont la gestion, figurent comme parties civiles dans toute instance criminelle qui les concerne, sans être tenues de constituer avoué et de suivre la procédure imposée aux simples particuliers pour se porter parties civiles devant les tribunaux de répression? Elles se trouvent, à raison de la nature même des poursuites, représentées par le ministère public qui, par une sorte de dédoublement de sa personnalité, peut conclure à l'acquiescement du contrevenant, tout en requérant au nom de l'administration en cause l'application de l'amende.

32. — Mais si l'action civile est inséparable de l'action publique, quand il s'agit d'un fait attentatoire aux intérêts que les administrations publiques ont mission de sauvegarder et de défendre, l'action publique n'est pas toujours mise en mouvement de la même manière.

En matière de contributions indirectes et d'octroi, la régie et les maires ont seuls, à l'exclusion du ministère public, le droit de poursuivre les contraventions qui sont punies d'une simple peine d'amende et non d'emprisonnement (Cass., 10 juin 1882, *Dupeyrat*, D. P. 82. 1. 481; — DALLOZ, tables de 1877 à 1887, v^o *Contributions indirectes*, n^{os} 171 et s.).

En matière de douanes, s'il s'agit d'une simple contravention de la compétence des juges de paix, la poursuite ne peut être dirigée que par l'administration seule, qui demeure entièrement maîtresse de l'action; s'il s'agit d'un délit de la compétence des tribunaux correctionnels, l'administration a le droit de poursuivre, mais son droit n'est pas exclusif de celui du ministère public (D. Rép. supp., v^o *Douanes*, n^{os} 603 et s., 608 et s.).

Enfin, l'administration des forêts peut seule poursuivre devant les tribunaux correctionnels la réparation des dom-

mages résultant des contraventions ou délits forestiers, mais elle ne peut exercer l'action civile divisément de l'action publique elle-même (art. 159, C. for.; Cass., 9 mai 1879, *Mariani*, D. P. 83. 1. 183-184, — D. Rép., v° *Instruction criminelle*, n°s 48 et 49).

En matière postale, la situation est régie, et très nettement, par l'article 5 de l'arrêté du 27 prairial an IX, d'après lequel les procès-verbaux constatant des faits de transport frauduleux de correspondances, « seront de suite adressés
« au commissaire du gouvernement (procureur de la Ré-
« publique) près le tribunal civil et correctionnel de l'arron-
« dissement, pour poursuivre contre les contrevenants la
« condamnation à l'amende ». Le ministère public est dès lors tenu de poursuivre; il a seulement la faculté de procéder soit par voie d'information préalable, soit par voie de citation directe (Cass., 24 avril 1828, *Lacaze*, D. Rép., v° *Postes*, n° 124).

La même procédure a été établie pour les procès-verbaux constatant des abus de franchise. L'article 14 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 1848 dispose en effet : « Les poursuites judiciaires sont exercées à la diligence de
« l'administration, qui transmettra directement aux procu-
« reurs de la République les procès-verbaux qui pourraient
« y donner lieu. »

Pour les procès-verbaux relatant la saisie de lettres ou notes insérées dans des objets affranchis à prix réduit, l'article 9 de la loi du 25 juin 1856 renvoie lui-même aux dispositions de l'arrêté de prairial an IX.

Pour ceux dressés à l'occasion d'envois de valeurs payables au porteur, d'argent ou d'objets précieux dans des lettres non chargées, la situation est réglée par l'article 9 *in fine* de la loi du 4 juin 1859, ainsi conçu : « La poursuite est exer-
« cée à la requête de l'administration. »

Enfin les contraventions prévues par les lois du 25 janvier 1873 (art. 9, insertion de lettres ou notes de correspondances dans les boîtes contenant des bijoux ou objets précieux) et du 12 avril 1892 (art. 4, insertion de lettres ou notes de correspondance dans les colis postaux), étant identiques à celles prévues par les lois du 25 juin 1856 (art. 9) et du 4 juin 1859 (art. 9), et punies des mêmes peines, les poursuites doivent s'exercer dans les mêmes conditions.

Faut-il conclure que, par suite de l'indivisibilité de l'action publique et de l'action civile, l'administration a seule le droit de provoquer les poursuites ? On pourrait le soutenir, et cette opinion trouverait un appui très sérieux dans le droit de transaction dont l'administration est investie. Évidemment, l'administration peut éteindre indirectement l'action publique par un arrangement transactionnel, mais si elle reste inactive par ignorance de l'infraction ou pour toute autre cause, rien, selon nous, ne s'oppose à ce que le ministère public prenne l'initiative des poursuites et agisse d'office dans l'intérêt pécuniaire de l'administration, à laquelle l'amende sera attribuée à titre de réparation (*infra*, n° 35).

33. — Le droit de l'administration n'est donc pas exclusif de celui du ministère public ; mais la plainte de l'administration, quand elle se traduit par la transmission des procès-verbaux dans les conditions prévues par la loi, oblige le ministère public à mettre en mouvement l'action publique, et lui retire la faculté qu'il a, d'après les principes généraux, d'exercer ou non la poursuite correctionnelle. Toutefois, l'effet de la plainte administrative ne va pas plus loin. Au point de vue de la réquisition de la peine, le ministère public conserve la plénitude de son indépendance et il peut conclure contrairement aux prétentions de l'admini-

nistration, sans enlever à celle-ci les moyens de se pourvoir contre toute décision rendue.

Ainsi, l'administration doit figurer dans les instances comme partie civile, sans avoir besoin du secours d'un avoué pour établir sa qualité. Elle se trouve, en raison même des poursuites, représentée par les parquets (procureurs de la République ou procureurs généraux), sa présence étant motivée principalement par la liquidation et le recouvrement des frais et l'attribution à son profit des amendes qui peuvent être prononcées. (Conf. Montpellier, 27 mars 1890, D. P. 91. 1. 141; — Orléans, 17 novembre 1891, D. P. 92. 2. 461; — Besançon, 10 février 1893, *Gaz. des trib.* du 13 avril 1893; — Trib. corr. de la Seine, 26 février 1891, *La Loi* du 4 mars 1891.)

34. — De ce que l'administration des postes est partie civile de droit dans toutes les instances suivies en matière de contraventions, il résulte : 1° qu'elle est tenue des frais de justice et qu'elle a seule le droit d'en poursuivre le recouvrement sur la partie condamnée (décret du 18 juin 1811, art. 157; — I. cr., art. 368, § 2; — Circulaires de la chancellerie des 3 oct. 1842, 19 mars 1856 et 28 juin 1877); 2° qu'elle peut appeler des jugements et se pourvoir en cassation contre les décisions rendues contrairement à ses prétentions, soit directement, soit par l'intermédiaire des procureurs de la République ou des procureurs généraux, agissant tant en leur propre nom qu'au nom et dans l'intérêt de l'administration (I. cr., art. 202 et 216; — Besançon, arrêt précité). Ces conséquences ne sont d'ailleurs que l'application du droit commun.

§ 5. — NATURE DE L'AMENDE

35. — L'amende postale a le caractère mixte que présentent toutes les amendes fiscales.

En effet, si, d'une part, cette amende ne peut être requise que par le ministère public, et éveille à cet égard une idée de répression, d'autre part, elle doit être attribuée à l'administration à titre de réparation pécuniaire, et participe dès lors de l'indemnité civile (Orléans et Besançon, arrêts précités). Cependant, on ne peut pas dire qu'elle soit une restitution proprement dite, ou des dommages-intérêts dans le sens des articles 1382 et suivants du Code civil, car, invariable dans les limites du maximum et du minimum édictées par le législateur, elle est sans proportionnalité avec le préjudice effectivement causé à l'État, préjudice qu'elle dépasse dans certains cas, et auquel elle est inférieure dans certains autres. On ne peut pas davantage dire qu'elle soit une peine dans le sens de l'article 9 du Code pénal, car, à la différence des amendes ordinaires qui doivent être prononcées contre chaque co-auteur ou complice d'un même délit, l'amende postale est unique, plutôt réelle que personnelle, et frappe le fait matériel sans considération du nombre des personnes qui ont pu y coopérer. (V. Cass., 19 août 1836, S. 36. 1. 762; — 4 décembre 1863, S. 64. 1. 197; — 11 septembre 1846, D. P. 46. 1. 361; — Douai, 28 novembre 1854, D. P. 55. 2. 98; — Paris, 10 janvier 1896, S. 1898. 2. 57 et s. et la note.) Enfin elle dépend de la volonté de l'administration toujours autorisée à transiger, soit avant, soit après poursuites.

L'article 8 du décret du 24 août 1848, qui a accordé aux tribunaux la faculté de « modérer la peine et de réduire « l'amende à 16 francs », a eu pour objet, non de modifier

le caractère de l'amende postale, mais seulement de permettre aux tribunaux de la réduire au-dessous du minimum fixé par la loi, au même titre que l'administration peut le faire par la voie gracieuse de la transaction, en vertu de l'ordonnance du 19 février 1843, lorsque les contraventions « présentent des circonstances atténuantes ».

L'article 8 du décret du 24 août 1848 est ainsi conçu : « Dans tous les cas de contraventions prévus par le présent « décret ou par les lois antérieures, dont les dispositions « restent en vigueur, les tribunaux pourront, suivant les « circonstances, modérer, etc. » Malgré les termes restrictifs de cet article, il a été décidé qu'il vise également les contraventions à l'article 9 de la loi du 25 juin 1856 (insertion de lettres ou notes de correspondance dans des objets affranchis à prix réduit), à l'article 9 *in fine* de la loi du 25 janvier 1873 (insertion de lettres ou notes de correspondance dans des boîtes contenant des bijoux ou objets précieux) et à l'article 4, 1^o, de la loi du 12 avril 1892 (insertion de lettres ou notes de correspondance dans des colis postaux), bien que ces lois soient *postérieures*, parce que les peines sont celles édictées par l'article 5 de l'arrêté du 27 prairial an IX, lesquelles ne peuvent plus être isolées des dispositions précitées du décret de 1848 (Trib. corr. de la Seine, 1^{re} ch., 28 juillet 1892, *La Loi* du 16 novembre 1892).

36. — Du caractère civil de l'amende découlent les conséquences suivantes :

1^o Concours d'infractions.

La règle du non-cumul des peines de l'article 365 I. cr. ne s'applique pas aux contraventions postales, et il doit être prononcé autant d'amendes qu'il y a d'infractions

relevées et établies, parce que pour chaque contravention il y a un dommage à réparer. L'article 5 de l'arrêté du 27 prairial an IX le dit expressément en disposant que « les « procès-verbaux seront de suite adressés au commissaire « du gouvernement près le tribunal civil et correctionnel de « l'arrondissement par les préposés des postes, pour pour- « suivre contre les contrevenants la condamnation à l'amende « de 150 fr. au moins et de 300 fr. au plus *par chaque con- « travention* ». (Cf. Limoges, 22 mars 1888, D. P. 89. 2. 211.)

2° Responsabilité civile.

37. — La responsabilité civile de l'amende postale s'étend aux personnes qui, d'après le droit commun (art. 1384, C. civ.), répondent du fait d'autrui. C'est ainsi qu'un père est tenu civilement de l'amende encourue pour une contravention commise par son fils, mineur de 16 ans, et alors même que ce mineur a été acquitté comme ayant agi sans discernement. (Comp. Cass., 18 mars 1842, D. Rép., v° *Peine*, n° 452; — 14 mai 1842, Bull. cr., n° 121; — 13 mars 1844, D. Rép., *eod.* v°, n° 455, et v° *Douanes*, n° 976.)

3° Complicité.

38. — Quel que soit le nombre des personnes ayant participé à la même contravention, une seule amende doit être prononcée, parce qu'il n'y a qu'un dommage à réparer. (Comp. Cass., 19 août 1836, D. Rép., v° *Impôts indirects*, n° 513; — 4 décembre 1863, D. P. 64. 1. 196; — 3 juin 1880, D. P. 80. 1. 493.)

4° Sursis.

39. — La question de savoir quel est, du caractère civil ou du caractère pénal, celui qui l'emporte dans l'amende

postale, présente un intérêt particulier au point de vue de l'application de la loi du 26 mars 1891 (loi Béranger). Si, en effet, le caractère civil prédomine, les tribunaux ne peuvent prononcer de sursis; ils le peuvent, au contraire, si l'amende est surtout une peine.

Les commentateurs de la loi du 26 mars 1891 admettent plutôt que le sursis peut être prononcé, en soutenant, les uns que l'amende a un caractère pénal prépondérant, les autres que l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891 est conçu en termes généraux qui ne font aucune distinction entre les lois spéciales et qui doivent être appliqués dans leur généralité. (V. not. LABORDE, *Comm. de la loi du 26 mars 1891*; MAHOUDEAU, *ibid.*)

Nous appuyant sur l'autorité de la Cour de cassation, nous pensons cependant que les dispositions de la loi de 1891, qui autorisent le juge de répression à suspendre dans certains cas l'exécution des peines prononcées, sont inapplicables aux amendes fiscales en général, et à l'amende postale en particulier. En effet, aux termes de l'article 2 de la loi de 1891, la suspension de la condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, prévue par l'article 1^{er} de la même loi, « ne comprend pas le paiement des frais du procès et des « *dommages-intérêts* ». Or, l'amende prononcée pour contravention postale est attribuée à l'administration à titre de réparation civile, dont le montant est fixé par la loi dans les termes de l'article 51 du Code pénal; les tribunaux ne peuvent donc ordonner de sursis au paiement. D'ailleurs, si ce sursis pouvait être prononcé, il entraînerait indirectement la suppression du droit de transaction de l'administration, et rien ne permet de supposer qu'on ait voulu, en 1891, modifier sur ce point important l'économie de la législation en matière de contraventions postales. (V. Cass. 19 novembre 1891, D. P. 92. 1. 109 et s.; — 22 décembre

1892, D. P. 93. 1. 157 et s.; — Bordeaux, 14 août 1891, D. P. 92. 2. 61 et s.; — Nancy, 5 novembre 1891, *ibid.*; — Pau, 22 octobre 1898, *Le Droit* des 19-20 décembre 1898; — Trib. corr. de Bayonne, 19 septembre 1898, *ibid.*)

5° Non-application de l'article 463 du Code pénal.

40. — Pas plus que le sursis, la faculté d'atténuation énoncée à l'article 463 du Code pénal ne peut être appliquée à l'amende postale. L'article 463 du Code pénal, en effet, limite aux seules peines prononcées par le Code pénal, l'application du principe des circonstances atténuantes, et la faculté d'atténuation ne pouvant être étendue aux peines édictées par des lois spéciales qu'en vertu d'une disposition qui en autorise formellement l'exercice, ne saurait, en l'absence d'une telle disposition, être appliquée à l'amende prononcée pour contravention postale (Besançon, 10 février 1893, précité). Ce n'est pas là, à vrai dire, une conséquence du caractère civil de l'amende postale, mais une application pure et simple du principe général, d'après lequel l'article 463 du Code pénal ne s'applique pas aux délits spéciaux.

6° Rétroactivité.

41. — Au point de vue de la rétroactivité, on doit appliquer aux contraventions prévues par les lois postales la règle de l'article 2 du Code civil, sans la restriction favorable qu'elle comporte, lorsqu'il s'agit de lois pénales. L'amende qui doit être prononcée pour chaque contravention, est donc celle qu'édicté la loi en vigueur au moment où la contravention a été commise, alors même qu'une loi nouvelle aurait édicté une amende moins forte. (Comp. Cass., 26 mars 1825, D. Rép., v° *Impôts indirects*, n° 295; — 26 août 1826, *ibid.*, n° 512; — 4 décembre 1864, D. P. 64. 1. 195; —

28 janvier 1876, D. P. 76. 1. 329 ; — 22 décembre 1876, D. P. 78. 1. 144 ; — 17 février 1898, *Le Droit* des 25-26 avril 1898).

42. — On voit par ce qui précède combien, dans l'amende postale, prédomine le caractère de réparation civile. Cependant, à certains égards et dans une certaine mesure, cette amende conserve son caractère pénal. C'est ainsi qu'au cas de décès du contrevenant, avant jugement définitif, l'action s'éteint et ne peut être suivie contre les héritiers.

Cette application du principe de la personnalité des peines, universellement admis jusqu'à présent en matière d'amendes fiscales, tant par la doctrine que par la jurisprudence, vient pourtant d'être remis en discussion par un arrêt de la cour de Paris du 10 janvier 1896 (D. P. 98. 2. 57), décidant très nettement que les poursuites en matière de contrebande de tabac peuvent être dirigées contre les héritiers du contrevenant. Cette solution nouvelle est d'autant plus grave que, pour la motiver, la cour de Paris s'est inspirée de la jurisprudence même de la Cour de cassation, qui reconnaît dans de nombreux arrêts le caractère plutôt réel que personnel des amendes fiscales. Si la thèse de la cour de Paris devait s'appliquer à l'amende postale, cette amende ne conserverait plus son caractère pénal qu'au triple point de vue de la contrainte par corps (loi du 22 juillet 1867, art. 2), de la récidive spéciale prévue par l'article 22 de la loi du 22 juin 1854¹ et de la prescription quinquennale (art. 636, C. I. cr. ; — Cass., 10 décembre 1890 et les conclusions de M. l'avocat général Desjardins, D. P. 91. 1. 102 et Sir. 91. 1. 118).

1. Cet article est ainsi conçu : « En cas de récidive, l'amende ne pourra être moindre de 300 fr. ni excéder 3,000 fr. Il y a récidive lorsque le contrevenant a subi, dans les trois années qui précèdent, une condamnation pour infraction aux lois concernant le transport des correspondances. »

43. — On comprend que le caractère mixte attribué aux amendes fiscales, qui réunissent les idées de répression et de réparation, ne peut qu'être la source de difficultés analogues à celles qui avaient autrefois embarrassé les jurisconsultes romains, à propos des actions *quæ tam pœnæ quam rei persequendæ gratia sunt*.

Il est des points sur lesquels la discussion paraît définitivement close, d'autres sur lesquels elle restera ouverte tant que le législateur ne sera pas intervenu, pour proclamer sans restriction, que les amendes fiscales ont le caractère de réparations civiles, caractère que la jurisprudence tend de plus en plus à faire prédominer. Mais alors, il sera permis de se demander si l'administration ne devra pas être tenue de faire la preuve du préjudice qui lui aura été causé, si l'amende devra rester fixe, si elle ne devra pas disparaître dans les cas où l'infraction n'aura pas été suivie de dommage réel, si enfin elle ne devra pas être prononcée par le tribunal civil au lieu de l'être par le tribunal correctionnel.

Que conclure, dans l'état actuel de la jurisprudence ? C'est que, devant des décisions qui envisagent les amendes fiscales, et spécialement l'amende postale, tantôt comme une réparation civile, tantôt comme une peine, « chaque problème juridique doit être résolu suivant sa nature propre, et il faut se demander, eu égard à la question posée, en combinant les textes et les principes, s'il faut appliquer les règles du droit civil ou celles du droit pénal ». (V. réquisitoire de M. l'avocat général Desjardins sous Cass., 10 décembre 1890, précité.)

CHAPITRE II

ATTEINTES AU MONOPOLE POSTAL

44. — Avant d'examiner en quoi consiste la contravention, il nous paraît indispensable de déterminer la base du monopole postal, les objets sur lesquels il porte et son étendue. Nous étudierons ensuite les exceptions au monopole et les conditions dans lesquelles les infractions peuvent être constatées.

§ 1^{er}. — BASE, OBJETS ET ÉTENDUE DU MONOPOLE

A. Base du monopole.

45. — Les arrêts du Conseil d'État des 18 juin et 29 novembre 1681, qui ont sanctionné pour la première fois toute atteinte portée au privilège exclusif du transport des lettres, alors affirmé, sont encore aujourd'hui la base légale du monopole de l'État. Aussi croyons-nous devoir en reproduire le texte, tel qu'il a été imprimé et inséré au *Bulletin des lois* à la suite et en vertu de l'arrêté du 27 ventôse an VII.

Arrêt du 18 juin 1681. — « Ouï le rapport, et tout considéré, il est ordonné que les édits, déclarations, arrêts et « règlements sur le fait des postes et messageries, seront « exécutés selon leur forme et teneur : ce faisant, il est fait « très expresses inhibitions et défenses à tous messagers « auxquels la finance de leurs offices a été remboursée, et

« à tous maîtres des coches, carrosses et litières, poulailleurs,
« beurriers, muletiers, piétons, mariniers, bateliers, rouliers,
« voituriers, tant par terre que par eau, et à toutes autres
« personnes, de quelques qualité et condition qu'elles soient,
« autres que ceux qui auront droit et pouvoir dudit Patin¹
« et de ses intéressés, de se charger ni souffrir que leurs
« valets ou postillons, et même les personnes qu'ils condui-
« ront par leurs voitures, se chargent d'aucune lettre ni
« paquet de lettres, mais seulement des lettres de voiture
« des marchandises qu'ils voitureront, qui seront ouvertes
« et non cachetées, comme aussi à toutes personnes de se
« charger de la distribution desdites lettres et paquets de
« lettres, autres que ceux qui seront commis par ledit Patin
« et ses intéressés, à peine de trois cents livres d'amende
« pour chacune contravention, qui ne pourra être remise ni
« modérée pour quelque cause que ce soit, applicable, le
« tiers au dénonciateur, s'il y en a, le tiers à l'hôpital du
« lieu où les contraventions auront été découvertes, et l'autre
« tiers au profit dudit Patin et de ses intéressés, et de con-
« fiscation des équipages dans lesquels lesdites lettres au-
« ront été saisies. Il est permis, pour cet effet, audit Patin
« de faire visiter par ses procureurs, commis et préposés,
« les coches, carrosses, litières, paniers, valises, bateaux et
« magasins d'iceux, pour reconnaître s'il n'y aura pas été
« mis, caché ou recélé des lettres ou paquets de lettres pour
« passer en fraude. »

Arrêt du 29 novembre 1681. — « Il est ordonné que les
« édits, déclarations et réglemens concernant le fait desdites
« postes et messageries seront exécutés selon leurs forme
« et teneur ; et interprétant, autant que besoin serait, ledit
« arrêt du 18 juin dernier, il est fait très expresses inhibi-

1. Premier fermier des postes (*suprà*, n° 21).

« tions et défenses à tous messagers qui ont été remboursés
 « de leurs finances, et à tous maîtres de coches, carrosses,
 « poulailleurs, bateliers, rouliers, piétons et voituriers, tant
 « par eau que par terre, et à toutes autres personnes de
 « quelques qualité et condition qu'elles soient, autres que
 « ceux qui auront droit et pouvoir dudit Patin et de ses
 « associés, de se charger ni souffrir que leurs valets ou
 « postillons, et même les personnes qu'ils conduiront par
 « leurs voitures, se chargent d'aucune lettre ni paquet de
 « lettres ouvertes ou cachetées, à la réserve des lettres de
 « voiture des marchandises qu'ils voitureront, lesquelles
 « seront ouvertes et non cachetées. Il est ordonné que
 « ceux qui se trouveront chargés d'autres sortes de lettres,
 « ouvertes et non cachetées, ou ceux qui les distribueront,
 « soient contraints au paiement de l'amende de trois cents
 « livres portée par ledit arrêt, tout ainsi que ceux qui por-
 « teront des lettres cachetées. »

Les actes législatifs postérieurs, relatifs au monopole postal, n'ont fait que maintenir les dispositions des arrêts de 1681, auxquels ils se réfèrent tous expressément ou implicitement. Ce sont, en suivant l'ordre chronologique :

1° Le décret des 26-29 août 1790, sur la direction et l'administration générale des postes, qui maintient « tous
 « les règlements d'après lesquels sont actuellement admi-
 « nistrées les postes aux lettres et les postes aux chevaux » (1^{re} partie, art. 4), et renouvelle la défense pour « les fer-
 « miers des messageries et tous autres entrepreneurs de
 « voitures ou transports de se charger d'aucune lettre ou
 « papier autre que ceux relatifs à leur service personnel et
 « particulier et ceux de procédure en sac » (3^e partie, art. 4, 5°) ;

2° Le décret des 21-22 septembre 1792, qui ordonne l'exécution provisoire des lois non abrogées ;

3° L'arrêté du 2 nivôse an VI¹, qui défend aux entrepreneurs de voitures libres, sous peine de 300 livres d'amende, de se charger du port des lettres et ouvrages périodiques, par ces motifs que la faculté illimitée que s'attribuent ces entrepreneurs de transporter toute espèce de correspondances, favorise des communications clandestines et alarmantes pour la tranquillité publique, que ce mode de transport est contraire aux droits attribués à l'administration des postes par les lois et les règlements concernant cette partie, « et notamment par la loi du 24 août 1790 et par l'arrêt du « Conseil du 18 juin 1681, maintenu provisoirement par la « loi du 21 septembre 1792, lequel autorise la visite des « voitures des beurriers, rouliers et autres et condamne les « porteurs de lettres et autres papiers à trois cents livres « d'amende » ;

4° L'arrêté du 7 fructidor an VI, dont l'article 1^{er} porte : « Les dispositions de l'arrêté du 2 nivôse an VI sont, en « tant que de besoin, renouvelées.... », et qui se réfère, dans son article 5, à l'arrêt du Conseil du 18 juin 1681 ;

5° L'arrêté du 26 ventôse an VII, qui ordonne à nouveau l'exécution des arrêtés des 2 nivôse et 7 fructidor an VI et prescrit l'insertion au *Bulletin des lois* d'un extrait des arrêts de 1681 (*suprà*), par ce motif « que, pour arrêter « les contraventions qui se commettent aux arrêts du Con- « seil d'État, portant règlement, des 18 juin et 29 novembre « 1681, il est nécessaire de rappeler les dispositions de ces « règlements, afin de faire mieux connaître les peines por- « tées contre ceux qui les enfreignent » ;

6° Enfin l'arrêté du 27 prairial an IX, dont l'article 1^{er}

1. Cet arrêté, ainsi que les suivants, avaient pour objet d'assurer l'exécution des lois et règlements en vigueur, pouvoir attribué au Directoire par l'article 144 de la Constitution de l'an III et aux consuls par l'article 44 de la Constitution de l'an VIII.

dispose : « Les lois des 26-29 août 1790 (art. 4) et 21 septembre 1792, et l'arrêté du 26 ventôse an VII seront « exécutés. En conséquence, il est défendu à tous les entrepreneurs de voitures libres et à toute autre personne « étrangère au service des postes, de s'immiscer dans le « transport des lettres, journaux, feuilles à la main et ouvrages périodiques, paquets et papiers du poids d'un « kilogramme (ou deux livres) et au-dessous, dont le port « est exclusivement confié à l'administration des postes « aux lettres. »

Les arrêts de 1681 n'ont donc pas cessé d'avoir la force de loi qu'ils avaient dans le temps et pour la matière sur laquelle ils ont été rendus, et l'arrêté du 27 prairial an IX n'a eu, comme les lois de 1790 et 1792 et comme les arrêtés de l'an VI et de l'an VII, d'autre objet que d'en assurer l'exécution, en en rajeunissant les dispositions. Cet arrêté a, d'ailleurs, acquis lui-même force de loi et est obligatoire pour les tribunaux, faute d'avoir été attaqué dans les conditions prescrites par les articles 21 et 28 de la Constitution de l'an VIII, c'est-à-dire déferé au Sénat par le Tribunal (23 floréal an X, Sir. 2. 1. 265; — D. Rép., v^o *Postes*, n^o 52, les arrêts cités et la note).

B. Objets sur lesquels porte le monopole.

46. — D'après l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 prairial an IX, le monopole de l'administration s'appliquait : 1^o aux lettres ; 2^o aux journaux, feuilles à la main et écrits périodiques de toute nature ; 3^o aux paquets et papiers¹ du poids d'un kilogramme et au-dessous, sans autre restriction que

1. Voir *infra* pour le sens des mots *paquets et papiers* employés par l'arrêté de prairial.

celle qu'indique l'article 2 ainsi conçu : « Les sacs de
« procédure, les papiers uniquement relatifs au service per-
« sonnel des entrepreneurs de voitures et les paquets au-
« dessus du poids de deux livres, sont seuls exceptés de la
« prohibition prononcée par l'article précédent. »

Des lois postérieures ont enfermé le monopole postal dans des limites plus étroites :

C'est d'abord la loi du 25 juin 1856, dont l'article 2 a excepté de la prohibition édictée par l'article 1^{er} de l'arrêté de prairial an IX « les ouvrages périodiques non politiques, « s'ils forment un paquet dont le poids dépasse un kilo-
« gramme ou s'ils font partie d'un paquet de librairie qui
« dépasse le même poids ».

C'est ensuite le décret du 16 octobre 1870, qui a étendu aux journaux politiques le privilège accordé aux journaux non politiques, et à la même condition, à savoir, d'être expédiés « par ballots ou paquets de un kilogramme au mini-
« mum ».

C'est enfin la loi du 6 avril 1878 qui, par son article 8, a supprimé complètement le monopole de la poste pour « les journaux, recueils, annales, mémoires et bulletins pé-
« riodiques, ainsi que pour tous les imprimés, quel que soit
« leur poids, mais à la condition d'être expédiés soit sous
« bandes mobiles ou sous enveloppes ouvertes, soit en pa-
« quets non cachetés et faciles à vérifier ».

Aujourd'hui, le monopole postal ne porte donc plus que sur les lettres, quel que soit leur poids, et sur les paquets et papiers du poids de un kilogramme et au-dessous.

Par *lettres*, il faut entendre tout objet manuscrit, imprimé, polygraphié, autographié ou obtenu à l'aide d'un moyen mécanique quelconque (machine à écrire, par exemple), expédié sous enveloppe (ouverte ou close), ou à découvert, et ayant pour l'expéditeur et le destinataire, ou pour l'un d'eux,

le caractère de *correspondance actuelle et personnelle*. (D. Rép., v^o *Postes*, n^o 59, et *infra*, n^o 92.)

Par *paquets et papiers*, il ne faut entendre ni lettres missives, ni dossiers ou actes de procédure, ni journaux, ni imprimés, ni échantillons¹ (arrêté du 27 prairial an IX, art. 1 et 2 ; loi du 25 juin 1856, art. 4, et loi du 6 avril 1878, art. 8, *chn.*), mais seulement tout objet manuscrit n'ayant pas le caractère de correspondance actuelle et personnelle (manuscrits d'auteurs, lettres de date ancienne, factures et en général, tous papiers de commerce ou d'affaires).

C. Étendue du monopole.

47. — Le monopole postal ne s'étend pas seulement aux transports effectués de ville à ville, qui constituent la *grande poste*, il s'étend également aux transports effectués dans l'enceinte d'une même ville, dits de *petite poste*. Nous avons vu, en effet (*suprà*, n^o 23), que la déclaration du 8 juillet 1759 avait concédé à un particulier le droit d'établir à Paris un service de petite poste. Cette déclaration n'était relative qu'à la poste de et pour Paris, mais ses dispositions devinrent applicables aux petites postes qui fonctionnèrent dans d'autres localités, et qui furent réunies à la grande poste en vertu de l'arrêt du Conseil du 28 juin 1780. Or, l'arrêté du 27 prairial an IX a maintenu les droits de l'administration tels qu'ils étaient établis par la législation antérieure, en matière de grande et de petite poste, puisqu'il ordonnait l'exécution des lois des 26-29 août 1790 (art. 4) et 21 septembre 1792, et de l'arrêté du 27 ventôse an VII, lesquels se référaient à l'un comme à l'autre de ces établissements.

1. Les échantillons ne paraissent pas avoir jamais été compris dans le monopole; en tout cas, la loi du 25 juin 1856 les a assimilés aux imprimés, lesquels ont été distraits du monopole par la loi du 6 avril 1878.

Toutefois, une distinction doit être faite selon qu'il s'agit de grande poste ou de petite poste. Cette distinction a perdu, il est vrai, beaucoup de son intérêt, depuis que les journaux et imprimés de toute nature ne rentrent plus dans le monopole, et elle n'apparaît pas clairement dans l'arrêté de prairial. En effet, cet arrêté, en maintenant la législation antérieure, a consacré à nouveau le privilège de l'administration sans se préoccuper, ni de ce qui, dans ce privilège, intéressait particulièrement chacun des établissements de la poste, ni de leurs attributions spéciales. Mais il n'a rien pu ajouter aux droits appartenant à la petite poste, délimités par l'article 7 de la déclaration du 8 juillet 1759 dans les termes suivants : « Il sera établi dans notre ville de Paris « différents bureaux pour porter d'un quartier à l'autre, « dans l'enceinte des barrières, des lettres et paquets... »

Dans ce texte, le mot *paquet* est employé par opposition aux lettres simples et signifie des lettres qui ne sont pas simples, c'est-à-dire des lettres multiples ou *paquets de lettres*. Le préambule de la déclaration spécifiait d'ailleurs que le privilège a pour objet « les lettres que les habitants « ont à s'écrire ». (V. Paris, 13 janvier 1836, D. Rép., v° *Postes*, n° 110, note 4.) Par conséquent, en matière de petite poste, le privilège de l'administration n'a jamais compris que les lettres, tandis qu'en matière de grande poste il a longtemps compris, à côté des lettres, les journaux et imprimés et comprend encore les papiers manuscrits.

Résumant tout ce qui précède dans une définition, nous pouvons dire que le monopole postal est le privilège, pour l'administration, de transporter les lettres expédiées, soit d'une ville sur une autre, soit de et pour la même ville, et les papiers manuscrits du poids de un kilogramme et au-dessous expédiés d'une ville sur une autre. Et, même dans cette mesure, le privilège n'est pas absolu et comporte une

restriction qui sera examinée quand nous étudierons les exceptions au monopole postal (*infra*, n° 66).

§ 2. — CONTRAVENTION

A. Personnes punissables.

48. — Le privilège de la poste existe à l'encontre de tous. Les simples particuliers qui voyagent accidentellement, sont, aussi bien que les voituriers et les entrepreneurs de voitures qui font un service régulier de transports, tenus de respecter le monopole postal dans les limites où il existe. En effet, l'arrêt du 29 novembre 1681 disposait, en termes formels, « qu'il est fait très expresses inhibitions et défenses à toutes « personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, « autres que ceux qui auront droit et pouvoir du sieur Pa- « tin, fermier général, de se charger d'aucune lettre ni pa- « quet de lettres ». L'arrêt de prairial an IX renferme, il est vrai, des dispositions nouvelles sur le mode de constatation, les poursuites et les pénalités, mais il a laissé subsister les prohibitions prononcées par le règlement de 1681, n'a établi aucune autre distinction que celle de l'article 2, et a assuré ainsi, d'une manière complète, à l'administration des postes le privilège exclusif accordé précédemment aux compagnies qui tenaient à ferme cette branche des revenus publics. L'article 1^{er} de l'arrêt est d'ailleurs conçu dans les termes les plus compréhensifs : « Il est défendu à tous « entrepreneurs de voitures libres et à toute autre personne « étrangère au service des postes de s'immiscer dans le « transport des lettres... » Cette défense, loin d'exclure les faits isolés de transport commis par de simples particuliers, les comprend par la généralité des expressions employées. Et puis, quelles limites légales assigner à des distinctions

qui auraient pour objet de rechercher, si certains faits, par leur importance, constituent ou ne constituent pas une concurrence à l'administration des postes? Enfin, il convient de remarquer que les simples particuliers sont protégés par la disposition de l'article 3 de l'arrêté, qui n'assujettit aux perquisitions faites dans l'intérêt de l'administration que les messagers, piétons, voituriers de messageries et autres de même espèce. (V. Cass., 8 mai 1841, D. Rép., v° *Postes* n° 67, note 3, et *infra*, n° 76.)

49. — Interprétant à la lettre les mots « personne étrangère au service des postes », on a soutenu que les agents des postes, s'ils transportent des correspondances en fraude des droits de l'administration, ne sont pas passibles des peines prévues par l'arrêté de prairial, mais qu'ils n'encourent qu'une peine disciplinaire, autrement dit, qu'ils ne peuvent commettre de contravention au monopole (JACCOLEY, *Traité de législation et d'administration postale*, p. 195).

Malgré l'autorité qui s'attache au nom de l'auteur qui a émis cette opinion, nous ne pouvons y souscrire, car nous ne croyons pas qu'un agent des postes puisse bénéficier en cette matière d'une sorte d'immunité professionnelle. Sans doute, une peine ne doit être appliquée qu'aux cas expressément prévus par le texte qui l'édicte, et l'argument d'analogie est formellement proscrit en matière pénale. Mais l'agent des postes qui, soit au cours de son service (l'agent d'un bureau ambulant par exemple), soit en dehors de son service, effectue des transports de correspondances dans son intérêt personnel et en fraude des droits de l'État, cesse, au point de vue spécial de ces transports, d'être agent de l'administration, pour devenir un simple particulier; il accomplit ainsi un acte complètement distinct de sa fonction. On n'aperçoit pas, au surplus, pourquoi sa qualité d'agent

des postes, qui doit lui inspirer un respect plus absolu des lois qui régissent le monopole, lui deviendrait un titre à l'impunité, quand il viole ces mêmes lois. L'administration, en vertu de son droit de transaction, a la faculté de ne pas saisir les tribunaux, elle peut se contenter d'infliger au coupable une peine disciplinaire, pouvant aller jusqu'à la révocation et dépasser ainsi de beaucoup l'amende encourue; mais il n'est pas moins certain qu'en droit, cet agent a commis une contravention susceptible d'être déferée à la justice répressive, avec cette circonstance aggravante que la bonne foi, si elle constituait une excuse en cette matière, ne pourrait jamais être invoquée. C'est donc par un argument *a fortiori*, qu'on doit décider que la prohibition de l'arrêté de prairial an IX s'applique aux agents des postes comme à toute autre personne. Si l'opinion contraire devait prévaloir, on pourrait et il faudrait soutenir que les agents des postes ne peuvent commettre aucune contravention postale, ce qui est inadmissible. (Comp. Cass., 3 mars 1827, D. Rép., v^o *Postes*, n^o 68, note 1^{re}.)

B. Caractères de la contravention.

50. — Le fait seul d'être porteur d'une lettre ne constitue pas la contravention.

D'une part, en effet, il faut bien qu'on puisse transporter ses lettres ou les faire transporter de son domicile à la poste. La loi du 3 juin 1829, article 3, avait cru nécessaire de le déclarer expressément dans les termes suivants : « Les dispositions relatives au transport des lettres en con-

1. Cet arrêt a décidé qu'un individu trouvé porteur de lettres cachetées ne pouvait être exempté de l'amende, sous prétexte *qu'il était légalement commissionné* (courrier) pour le transport des lettres, et que c'était par erreur que celles saisies en contravention s'étaient trouvées confondues avec les autres, ces motifs n'étant admis par aucune loi.

« travention ne seront pas applicables à ceux qui feront
« prendre et porter leurs lettres dans les bureaux de poste
« circonvoisins de leur résidence. » Ne commettent donc
aucune contravention les individus, même voituriers, por-
teurs de lettres destinées à être mises à la poste, alors
même qu'ils ont dépassé le premier bureau de poste de leur
route, si, d'ailleurs, il apparaît clairement, d'après l'adresse
des lettres ou toute autre circonstance de fait (affranchisse-
ment, par exemple), que celles-ci ne peuvent arriver à des-
tination autrement que par la poste. (V. Cass., 16 février
1827, D. Rép., v° *Postes*, n° 55, note 2; — Douai, 16 janvier
1835 et 29 mai 1835, *ibid.*, n°s 55 et 56, note 1.)

Il en est de même de particuliers qui se chargent à titre
gracieux, comme les cafetiers à Paris, ou à titre onéreux,
de recueillir des lettres en dernière limite d'heure et de les
transporter aux gares des chemins de fer, sans qu'il y ait
lieu de distinguer entre les lettres recueillies avant et celles
recueillies après l'expiration du délai fixé en vertu de la loi
du 16 mars 1887, relative aux lettres expédiées après les
levées générales. Ces faits ne constituent pas des remises
de lettres à des destinataires, et se bornent à des trans-
ports, dans l'intérieur d'une ville, de lettres destinées à être
mises dans les boîtes que l'administration tient à la dispo-
sition du public dans les gares de chemins de fer (avis du
Conseil d'État du 5 août 1890, n° 83 001, B. P. T., 1890,
p. 819).

D'autre part, on ne peut critiquer le fait d'être porteur
d'une lettre concernant les intérêts propres de celui qui la
transporte, telle qu'une lettre de recommandation. (V. Gre-
noble, 30 octobre 1833, D. Rép., v° *Postes*, n° 60, note 1;
— Cass., 14 mai 1842, *ibid.*, n° 61, note 2.)

51. — La contravention existe indépendamment de tout

dommage pécuniaire causé à l'administration ; le préjudice résulte de l'atteinte portée au monopole par la circulation d'une lettre en contravention de la loi. Les termes des diverses dispositions législatives qui interdisent d'une façon absolue le transport des lettres, ne comportent pas de distinction entre les faits qui causent et ceux qui ne causent pas un préjudice aux intérêts fiscaux de l'administration. (Conf. Lyon, 22 décembre 1833, D. Rép., v° *Postes*, n° 57, note 2 ; — Dijon sur renvoi, 22 novembre 1876, D. Rép., v° *Postes et Télégraphes*, n° 148, note 1.)

C'est d'ailleurs intentionnellement que le législateur n'a point distingué entre le cas où l'administration est lésée pécuniairement et celui où elle ne l'est pas, le monopole postal ayant été établi moins dans une vue de fiscalité que pour assurer l'exactitude et la fidélité du service (Cass., 19 juin 1896, *Pochon-Féret*, D. P. 97. 1. 174).

52. — On ne doit pas entendre les mots, « s'immiscer » dans le transport des lettres », de l'article 1^{er} de l'arrêté de prairial, dans le sens d'un exercice habituel du fait de transport illicite. Un fait, même accidentel, suffit pour entraîner l'application de la peine édictée par l'article 5, et un prévenu ne pourrait être acquitté sur le seul motif qu'il n'aurait été qu'une seule fois en contravention (Cass., 17 avril 1828, D. Rép., v° *Postes*, n° 69).

53. — L'existence de la contravention n'est pas subordonnée à la condition d'un profit retiré par le transporteur. Ainsi, une personne qui va périodiquement en chemin de fer, en voiture ou à pied, d'un point à un autre, commet une infraction à l'arrêté de prairial, si elle se charge, même par pure obligeance et sans rétribution aucune, de porter au lieu où elle se rend, des objets rentrant dans le mono-

pole postal. (Conf. 17 avril 1828. D. Rép., *eod.* v°, n° 69, note 2, et n° 70.)

54. — Il importe peu, au point de vue de l'existence de la contravention, que les lettres transportées illégalement soient ouvertes ou fermées; les mêmes peines s'appliquent au transport des unes et des autres, l'arrêté de prairial an IX n'ayant fait aucune distinction à cet égard.

55. — La bonne foi ne peut faire disparaître la contravention en aucun cas. C'est ainsi que l'entrepreneur de transports, dans la voiture duquel il est saisi une lettre renfermée dans un panier fermé, qui est chargé sur cette voiture, ne peut être relaxé de la poursuite sous prétexte qu'il lui a été impossible d'avoir connaissance de l'existence de la lettre et que, par suite, il n'a pas eu la volonté de s'immiscer dans le port des lettres (Cass., 20 novembre 1851, D. P. 51. 5. 400; — Lyon, 21 novembre 1864, Sir. 66. 2. 361).

La saisie de lettres ou d'autres objets rentrant dans le monopole de la poste, insérés dans des colis fermés (à l'exception des colis postaux, *infra*, n° 95) transportés par une voie étrangère au service des postes, entraîne donc l'application des peines portées à l'article 5 de l'arrêté de prairial an IX, contre les agents chargés du transport, sans que ceux-ci puissent arguer de leur ignorance. Il leur appartient, en effet, d'exiger la vérification des colis avant de les recevoir et de les expédier. S'il suffisait, d'ailleurs, à un voiturier d'invoquer sa bonne foi pour échapper à la répression, l'admission d'une pareille excuse fournirait un moyen presque infaillible d'éluder les prohibitions de la loi. L'ignorance et la bonne foi dont excipe le voiturier ne peuvent tendre qu'à lui réserver, le cas échéant, un recours par la

voie civile contre les expéditeurs. Enfin, l'arrêté du 27 prairial an IX, dans son article 1^{er}, ne fait aucune distinction ou exception au sujet des lettres renfermées dans des paquets, et les dispositions de cet arrêté deviendraient illusoires, s'il n'y avait qu'à insérer des lettres dans un paquet ou colis quelconque pour pouvoir les transporter librement.

56. — Par application de ces principes, une jurisprudence constante décide que les chefs de gare des chemins de fer sont directement et personnellement responsables des peines édictées par l'arrêté de prairial pour tout fait d'expédition, par les gares respectivement soumises à leur contrôle, de paquets renfermant des objets de correspondance (Cass., 5 mai 1855, D. P. 55. 1. 222 ; — 24 décembre 1864, Sir. 66. 1. 454 et D. P. 65. 1. 46 ; — Lyon, 6 mai 1876, Sir. 76. 2. 285).

La contravention existe à la charge d'un chef de gare par le seul dépôt, sur un wagon en partance de cette gare, d'un colis renfermant un objet dont le transport est exclusivement réservé à l'administration des postes.

La responsabilité pénale des chefs de gare se justifie par cette considération que l'administration des gares leur est dévolue, et qu'elle s'opère sous leurs yeux et par leurs ordres. Dès lors, toute négligence, tout défaut de surveillance, aussi bien que toute contravention aux lois et règlements, leur sont imputables, et il n'est pas nécessaire qu'ils aient pris une part active et directe aux faits punissables pour en être déclarés personnellement responsables (Cass., ch. réunies, 28 février 1856, D. P. 56. 1. 161 et Sir. 56. 1. 277 ; — 4 janvier 1866, D. P. 67. 1. 84 et Sir. 66. 1. 452). Toutefois, on doit faire une distinction : la responsabilité de l'infraction incombe seulement au chef de la gare de *départ*, qui est chargé de recevoir et de vérifier les objets

à transporter (Cass., 5 mai 1855 et 28 février 1856, précités ; — 10 nov. 1864, D. P. 64. 1. 456 et la note, Sir., 66. 1. 452).

La jurisprudence que nous venons de citer s'appuie très solidement sur les termes généraux de l'arrêté du 27 prairial an IX ; mais il faut avouer qu'elle crée une situation assez difficile aux chefs de gare, auxquels elle impose une vérification qui peut nuire notablement à la régularité et à l'exactitude de leur service, et même parfois, être moralement ou matériellement impossible. Le service des chemins de fer a des exigences qui se concilient mal avec l'exécution de l'arrêté de prairial an IX, rendu, du reste, pour une autre époque, et, tout en reconnaissant que la vérification des colis au départ excite moins d'impatience qu'à l'arrivée, c'est-à-dire à un moment où chaque voyageur veut s'éloigner et emporter ses bagages, on doit désirer vivement une intervention du législateur qui fasse disparaître l'obligation, pour les chefs de gare, de procéder à une visite minutieuse des colis et bagages qui circulent par chemin de fer, sous peine d'être considérés comme auteurs principaux des infractions à l'arrêté de prairial an IX commises, en réalité, par les expéditeurs ou voyageurs volontairement ou involontairement.

57. — Au point de vue du privilège postal, il n'y a aucune distinction à établir entre un imprimé renfermé dans une enveloppe *close* et une lettre missive ordinaire. Par conséquent, bien que les imprimés ne rentrent pas dans le monopole, le fait de transporter sous enveloppes fermées des prospectus, circulaires et imprimés de toute nature, constitue une contravention.

En effet, les circulaires, prospectus, avis divers et généralement tous les objets circulant à prix réduit ne bénéfi-

cient de cette réduction qu'autant qu'ils sont expédiés sous bandes mobiles ou sous enveloppes ouvertes, de manière qu'ils puissent être facilement vérifiés (lois du 25 juin 1856, art. 4, 5, 6 et 7; — du 6 avril 1878, art. 6 et 7). Si ces conditions ne sont pas observées, si un imprimé est expédié sous enveloppe close, il devient passible de la taxe des lettres. Cette assimilation entre un tel imprimé et une lettre, qui s'explique lorsqu'il s'agit de faire respecter le tarif légal, s'impose, par identité de raison, quand il s'agit de faire respecter le monopole. De même qu'un pli fermé, que l'administration ne peut ouvrir sans commettre une violation du secret des lettres, punissable aux termes de la loi, est entre ses mains une lettre passible du tarif plein ordinaire, de même, un imprimé transporté et distribué par un particulier sous enveloppe fermée, dont l'administration ne peut d'ailleurs contrôler ni vérifier le contenu, constitue réellement une lettre missive dont le port, sous cette forme, rentre dans les termes de son privilège de grande ou de petite poste. (V. Paris, 29 janvier 1836, Dal. Rép., v° *Postes*, n° 111, note 1; — Trib. corr. de la Seine, 13 avril 1893, B. P. T. 1893, p. 221, note.)

58. — La prohibition de s'immiscer dans le transport des lettres s'applique au transport des correspondances venant des pays voisins de la France, et la contravention existe alors même que le porteur de pareilles correspondances, ayant traversé la frontière n'est pas encore arrivé au premier bureau français. Cette règle, intéressante surtout à l'époque où la taxe était proportionnelle à la distance (un tel transport portait préjudice à l'administration française qui perdait le prix du transport depuis le dernier bureau étranger), n'a pas cessé d'être vraie, bien qu'aujourd'hui une lettre transportée de l'étranger pour être mise à la poste et

affranchie en France soit une occasion de profit pour l'administration française, puisque les taxes sont maintenant intégralement acquises aux pays qui les perçoivent, et que l'administration française doit effectuer gratuitement le transport et la distribution de toute lettre mise à la poste et affranchie à l'étranger (Dal. Rép., v° *Postes*, n° 64, et les arrêts cités ; — Cass. 9 avril 1857, D. P. 57. 1. 231). Nous avons vu, en effet, que la question de préjudice est indifférente au point de vue de l'existence de la contravention (*suprà*, n° 51).

Par application de la même règle, le fait d'un homme de l'équipage d'un navire affecté au service postal de se charger d'apporter en France des lettres venant de l'étranger et d'effectuer tout au moins ce transport dans la mer territoriale, constitue le délit d'immixtion illicite dans le transport des dépêches (Cass., 30 juillet 1869, D. P. 70. 1. 91 ; — comp. arrêté du 19 germinal an IX, art. 1, 7 et 10, DUVERGIER, t. 13, p. 112 et 113¹).

59. — Si la responsabilité directe et pénale des chefs de gare à raison de lettres insérées dans les colis ou bagages peut être critiquée, il n'en est pas de même de la responsabilité encourue par les entrepreneurs de transports pour les faits d'immixtion commis par leurs préposés et agents et édictée par l'arrêté du 27 prairial an IX. L'article 9 de cet arrêté est ainsi conçu : « Les maîtres de postes, les entrepreneurs de voitures libres et messageries sont personnellement responsables des contraventions de leurs postillons, conducteurs, porteurs et courriers, sauf leur recours. »

Ainsi la loi impute directement à l'entrepreneur la contra-

1. Cet arrêté ne fait qu'appliquer à un cas particulier les dispositions générales de l'arrêté de prairial an IX, auxquelles il se réfère expressément.

vention commise par ses préposés. La raison en est simple : l'entrepreneur recueillant tous les bénéfices, tous les émoluments de son entreprise, doit répondre de tous les faits qui s'y rattachent. Industriel agissant pour son propre compte, ayant le caractère de négociant, suivant les dispositions du Code de commerce, maître de l'entreprise, maître surtout de choisir ses agents, il est juste qu'il reste responsable des actes accomplis par ces derniers.

Il est d'ailleurs admis, sans difficulté, que la responsabilité écrite dans l'article 9 précité s'applique à tous ceux qui, sans porter la dénomination d'entrepreneurs de voitures, en usage au moment où l'arrêté de prairial a été rendu, ont, en l'état des modifications apportées par le temps et des inventions nouvelles, remplacé, en réalité, ceux qui étaient alors désignés sous le nom d'entrepreneur de voitures. Cette responsabilité pèse donc sur les compagnies de chemins de fer.

Mais doit-on également considérer les chefs de gare comme responsables, ainsi qu'ils le sont quand il s'agit de lettres insérées dans des colis ou bagages ?

Dans une opinion, qui a pour elle l'appui de la Cour de cassation, on assimile complètement les chefs de gare aux entrepreneurs de messageries et on les rend responsables des faits d'immixtion commis par les agents sous leurs ordres. La base de cette responsabilité, qui n'exclut d'ailleurs pas celle des compagnies, est, comme pour les transports de lettres insérées dans des colis, un défaut de surveillance (Cass., 24 décembre 1864 et 4 janvier 1866, précitées).

Dans une autre opinion, qui n'a pas trouvé grâce devant la Cour suprême, mais qui, cependant, nous paraît tenir mieux compte des dispositions si claires de la loi, on soutient que les compagnies de chemins de fer peuvent seules être responsables des contraventions commises par leurs agents. Dans les entreprises de chemins de fer, quels sont,

en effet, les véritables entrepreneurs, sinon les compagnies elles-mêmes représentées par leurs directeurs ou administrateurs? Les chefs de gare, quelle que soit l'étendue de leurs attributions et du service dont ils ont la direction, ceux des plus petites villes comme ceux des plus grandes, ne sont, en réalité, que de simples préposés, des agents dont les faits personnels d'immixtion dans le transport des correspondances peuvent bien engager, conformément à l'article 9 de l'arrêté de prairial, la responsabilité de leurs compagnies respectives, mais ce ne sont pas des entrepreneurs pouvant être responsables des faits d'employés secondaires placés sous leurs ordres, employés qu'ils ne choisissent même pas. Qu'importe que, dans chaque ville, le chef de gare représente la compagnie, c'est-à-dire l'entrepreneur? il n'est pas l'entrepreneur lui-même. Or, c'est sur l'entrepreneur et non sur les agents de celui-ci, que l'article 9 de l'arrêté de prairial fait peser la responsabilité personnelle qu'il édicte. (En ce sens : Aix, 1^{er} septembre 1864 et Lyon, 10 janvier 1865, D. P. 67. 1. 84.)

Par ces mêmes motifs, qui s'appuient si bien sur l'article 9 de l'arrêté de prairial, les compagnies de messageries par voie de mer devraient être tenues personnellement des contraventions à l'arrêté de prairial commises par les employés attachés aux paquebots, soit comme matelots, soit comme gens de service. On admet pourtant que la responsabilité des faits contraventionnels doit peser exclusivement sur les capitaines des navires, qui ont seuls l'autorité suffisante pour pourvoir aux nécessités de la situation que l'article 9 de l'arrêté de prairial an IX fait à l'entrepreneur (Aix, 12 février 1869, D. P. 74. 5. 382 et Sir. 69. 2. 85; — Cass., 30 juillet 1869, D. P. 70. 1. 91).

§ 3. — EXCEPTIONS AU MONOPOLE

60. — Les exceptions au monopole postal peuvent être ramenées à cinq espèces rentrant dans deux catégories bien distinctes. La première catégorie est relative aux objets transportés et comporte quatre espèces ; la deuxième catégorie concerne les transporteurs et ne comporte qu'une espèce.

Les exceptions de la première catégorie sont prévues par l'article 2 de l'arrêté de prairial qui dispose : « Les sacs
« de procédure, les papiers uniquement relatifs au service
« des entrepreneurs de voitures, et les paquets au-dessus du
« poids de deux livres, sont seuls exceptés de la prohibition
« prononcée par l'article précédent », — et par l'article 8 de la loi du 6 avril 1878, d'après lequel « les journaux, re-
« cueils, annales, mémoires et bulletins périodiques, ainsi
« que tous les imprimés, sont exceptés de la prohibition
« établie par l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 prairial an IX,
« quel que soit leur poids, mais à la condition d'être
« expédiés soit sous bandes mobiles ou sous enveloppes
« ouvertes, soit en paquets non cachetés et faciles à véri-
« fier. »

L'exception de la seconde catégorie résulte de l'article 7 de la déclaration du 8 juillet 1759 qui, après avoir institué le service de petite poste, y a apporté la dérogation suivante : « N'entendons néanmoins, en aucun cas, empêcher
« les particuliers de faire porter leurs lettres ou paquets,
« dans la ville et dans les faubourgs de Paris, par telles
« personnes qu'ils jugeront à propos. »

Nous examinerons, dans cinq paragraphes distincts, les limites que comporte chacune de ces exceptions.

A. 1^{re} exception. — Sacs de procédure.

61. — Par sacs ou dossiers de procédure on doit entendre les pièces relatives à une procédure suivie devant un tribunal, soit que cette procédure se rapporte à un procès pendant ou terminé, soit même qu'elle ne soulève aucune question litigieuse, comme une procédure hypothécaire.

Une seule pièce, une assignation, par exemple, peut constituer un sac de procédure dans le sens de l'article 2 de l'arrêté de prairial, aussi bien que le dossier le plus volumineux. Aucune disposition de loi, en effet, n'établit de combien de pièces se compose une procédure, ni à quel point de l'instruction une procédure doit être parvenue pour que le transporteur puisse se prévaloir de l'exception, laquelle est édictée en faveur de la procédure même (Poitiers, 14 janvier 1837, D. P., v^o *Postes*, n^o 88, note 1).

Le transport des pièces de procédure par une autre voie que la poste, autorisé par l'article 2 de l'arrêté de prairial¹, n'est soumis par aucune disposition à la condition, imposée aux lettres de voiture et aux papiers relatifs au service personnel des entrepreneurs, d'être expédiées sous enveloppes ouvertes et non cachetées. Elles peuvent donc être transportées sous enveloppes fermées et cachetées, mais les enveloppes doivent indiquer la nature de leur contenu, ce qui démontre clairement que l'expéditeur, d'une part, invoque expressément le bénéfice de l'exception, et, d'autre part, renonce à se prévaloir de l'inviolabilité du secret des correspondances, laissant ainsi aux agents qui ont qualité pour verbaliser ou aux personnes dont les faits de transport

1. La loi des 26-29 août 1790 (3^e partie, art. 4, 5^o, *in fine*) mentionnait pareille autorisation.

engagent, en principe, la responsabilité, toute latitude de vérification et de contrôle. La fermeture du paquet n'est plus qu'une garantie matérielle de la sûreté et de la conservation des pièces de procédure. (V. Cass., 20 septembre 1851, D. P. 51. 5. 401 ; — 30 novembre 1855, D. P. 56. 1. 45.)

Par extension de l'interprétation donnée aux mots « sacs de procédure », l'administration admet au bénéfice de l'exception les avertissements des receveurs de l'enregistrement distribués ouverts et sans frais aux redevables par les soins des maires, et les avertissements des percepteurs aux contribuables (Inst. générale de 1876, art. 1^{er}). Mais elle refuse le bénéfice de l'article 2 de l'arrêté de prairial aux actes extrajudiciaires (Cass., 13 novembre 1845, D. P. 45. 4. 402) et aux actes destinés à recevoir les formalités hypothécaires, d'enregistrement ou de légalisation (Cass., 6 novembre 1845, D. P. 45. 4. 402 ; — Metz, 8 février 1865, D. P. 65. 2. 45 ; — Cass., 20 mars 1858, D. P. 58. 1. 192). On ne s'explique pas bien cette rigueur, puisque les avertissements des receveurs de l'enregistrement, qui ont évidemment un caractère extrajudiciaire, bénéficient de l'exception. Quant aux actes confiés à un voiturier ou à un messenger pour être enregistrés, légalisés ou soumis aux formalités hypothécaires, il semble que leur transport ne devrait pas être envisagé comme un acte distinct, car il n'est qu'une partie d'une opération complexe, que le moyen de remplir une mission ayant un autre objet. En acceptant cette mission, le voiturier transporte non plus comme intermédiaire, mais pour l'utilité d'un mandat dont l'exécution exige la possession des pièces. Il faut remarquer, en outre, que pour la transcription des actes, leur enregistrement ou leur légalisation, l'emploi d'un intermédiaire est une nécessité pour certains officiers publics, que la perte de tel de ces actes

peut difficilement être compensée par une indemnité pécuniaire, que l'administration des postes ne peut rien faire au delà du simple transport et se trouve par suite être l'intermédiaire le plus défectueux qui puisse être imposé dans certains cas aux intéressés. Dans cette situation, et pour les mêmes motifs que ceux qui ont conduit l'administration et la jurisprudence à admettre le transport de correspondances par exprès (*infra*, n° 66), il nous paraît que le fait par un voiturier d'être trouvé porteur d'actes qui lui ont été confiés pour être transcrits, enregistrés ou légalisés, ne saurait par lui-même constituer une contravention.

Les pièces de procédure peuvent-elles être accompagnées de lettre ou note relative à la procédure? C'est là, suivant nous, une question de fait dont la solution doit dépendre de l'objet de la lettre ou de la note jointe au dossier de procédure, le caractère d'un écrit, en matière postale, étant indépendant de sa forme. Si la lettre, par exemple, a pour unique objet l'indication et la demande de paiement des frais faits dans la procédure transportée, elle devra bénéficier de l'exception au même titre qu'un état régulièrement taxé. (En ce sens : Cass., 30 novembre 1855, précité. — *Contra* : Colmar, 8 août 1855, D. P. 56. 2. 211.)

B. 2^e exception. — Papiers relatifs au service personnel des entrepreneurs de voitures.

62. — On entend par « papiers uniquement relatifs au « service personnel des entrepreneurs ¹ », les objets de correspondance que le service même des entreprises nécessite ou qui ont un rapport intime avec les marchandises transportées.

1. Arrêté du 27 prairial an IX, art. 2.

Pour bénéficier de l'exception, les papiers doivent être « ouverts et non cachetés ». Ce sont les propres termes des arrêts de 1681, dont les dispositions doivent être combinées avec celles de l'arrêté de prairial (*suprà*, n° 45, et Cass., 24 novembre 1854, D. P. 55. 1. 188). La condition d'être *ouverts* est absolue, de telle sorte que la seule circonstance qu'un écrit est cacheté, rend obligatoire le transport par la poste et qu'un entrepreneur transportant une lettre cachetée, alors même que cette lettre est uniquement relative à son service, ne peut invoquer l'exception; *exceptio est strictissime interpretationis*. (V. arrêt précité.) A plus forte raison, doit-il en être ainsi, lorsque l'écrit se rapporte aux affaires privées de l'entrepreneur (Cass., 13 juillet 1876, D. P. 77. 1. 185.)

L'exception ne concerne pas seulement les lettres de voiture, visées dans les arrêts de 1681, l'article 2 de l'arrêté de prairial est plus compréhensif et s'applique aux lettres ouvertes en général, dont toutes les énonciations sont relatives au service de l'entrepreneur ou du voiturier; mais toute mention étrangère au service, fût-elle occasionnelle et sans importance, rend l'exception non applicable (D. Rép., v° *Postes*, n° 93 et suiv.; — Cass., 5 avril 1845, D. P. 45. 4. 400; — 12 février 1852, D. P. 52. 5. 428; — 16 septembre 1853, D. P. 53. 5. 362; — 20 mars 1858, D. P. 58. 1. 192; — Grenoble, 3 décembre 1865, Sir. 66. 2. 361 et D. Rép., supp., v° *Postes et télégraphes*, n° 157, note 1).

63. — L'exception s'applique également aux *factures*, à condition que celles-ci se rapportent aux marchandises qu'elles accompagnent et qu'elles ne contiennent que les indications autorisées (*infra*, n° 109), — aux *étiquettes* jointes à des pièces d'étoffe échangées entre fabricants et ouvriers, et sur lesquelles sont inscrits des numéros seule-

ment (déc. min. fin. 14 février 1876, B. P. T. 1876, p. 144¹), — aux *bulletins, fiches, étiquettes* et *bordereaux récapitulatifs* joints à des marchandises quelconques fabriquées ou non, et contenant, outre les numéros d'ordre, des indications en chiffres, lettres ou mots, nécessaires pour la reconnaissance et la livraison de ces marchandises (déc. min. fin. 3 mai 1876, B. P. T. 1876, p. 228), — aux *circulaires, prospectus* et *avis imprimés* joints à des marchandises ou produits quelconques et ayant pour objet de fournir aux destinataires des explications sur la nature, les propriétés de ces marchandises ou produits, ou d'indiquer la manière de les employer ou d'en tirer parti (déc. min. fin. 20 avril 1877, B. P. T. 1877, p. 175), — aux *notes* ou *lettres de commission* donnant aux entrepreneurs mandat de remettre ou de rapporter un article de messagerie (Cass., 2 avril 1840 et Nancy, 31 mars 1841, D. Rép., v^o *Postes*, n^o 91), étant observé qu'une lettre qui, tout en contenant la demande de marchandises, ne donne pas au voiturier mission de les rapporter, ne peut être transportée sans contravention, car cette lettre constitue alors une véritable missive adressée à un tiers (D. Rép., *eod. v^o*, n^o 92).

**C. 3^e exception. — Paquets au-dessus du poids
d'un kilogramme.**

64. — C'est la dernière exception prévue par l'article 2 de l'arrêté de prairial. Pour en déterminer l'étendue, il suffit de déterminer celle du privilège, puisqu'en matière de pa-

1. Cette décision et celles que nous citons plus loin ne peuvent être considérées comme créant de nouvelles exceptions au monopole postal, lequel ne peut être restreint que par une loi, mais seulement comme constituant une interprétation, donnée par l'administration, des mots « *papiers relatifs au service personnel des entrepreneurs* » de l'article 2 de l'arrêté de prairial.

quets, ce n'est qu'une question de poids. Le privilège s'applique aux paquets d'un kilogramme et au-dessous, l'exception aux paquets de plus d'un kilogramme, rien de plus simple. L'élément essentiel de l'infraction est donc ici le poids, qui doit être indiqué dans le procès-verbal à peine de nullité.

Nous nous sommes déjà expliqué sur le sens du mot « paquets » employé par l'arrêté pour édicter la prohibition (*suprà*, n° 46); il n'est pas inutile d'y revenir pour bien montrer à quels objets s'applique l'exception.

Cette expression ne doit être entendue que des paquets d'objets rentrant dans le monopole quand ils ne dépassent pas le poids d'un kilogramme, c'est-à-dire des *paquets de papiers*. Mais quels sont les papiers dont le transport est permis par une voie autre que celle de la poste, quand ils sont réunis en paquets de plus d'un kilogramme? Ce ne sont évidemment pas les papiers sur lesquels la poste exerce son privilège quel que soit leur poids, comme les lettres missives. Ces papiers ne peuvent jamais être transportés par des personnes étrangères au service des postes, qu'ils soient isolés, en paquets ou en ballots. Ce ne sont pas non plus, les papiers dont le transport, même en paquets d'un poids inférieur à un kilogramme, est toujours licite, comme les registres, cartes et plans, dossiers de procédure, publications de librairie, journaux et imprimés de toute nature. Les papiers auxquels s'applique l'exception sont uniquement et simplement les papiers écrits et non imprimés qui ne constituent pas une correspondance actuelle; ce sont, par exemple, les manuscrits d'auteur, les titres, les documents relatifs à des affaires dont les tribunaux ne sont pas saisis ou qui ne peuvent être considérés comme des actes de procédure, les factures, les lettres de date ancienne, les comptes de gestion ou de liquidation, les polices d'assurances, etc.,

en un mot, tout ce qu'on entend par papiers de commerce ou d'affaires. (V. arr. min. du 25 novembre 1893, art. 22; *infra*, n° 106.) Il est d'ailleurs superflu de dire que la présence, dans un paquet de papiers de plus d'un kilogramme, d'une lettre ou d'une note ayant le caractère de correspondance ou pouvant en tenir lieu, suffirait pour que l'exception ne puisse plus être invoquée en faveur de ces papiers (Cass., 21 juin 1844, D. Rép., v° *Postes*, n° 106, et loi du 25 juin 1856, art. 9).

D. 4^e exception. — Publications périodiques et imprimés.

65. — Cette exception est prévue par l'article 8 de la loi du 6 avril 1878 (*suprà*, n° 46) et s'applique aux journaux, recueils, annales, mémoires et bulletins périodiques, ainsi qu'à tous les imprimés. Ces objets, quel que soit leur poids, peuvent être transportés librement par toutes personnes, même par des entrepreneurs de transports, sous la seule condition d'être placés sous bandes mobiles ou sous enveloppes ouvertes, ou encore mis en paquets non cachetés et faciles à vérifier.

E. 5^e exception. — Exprès.

66. — Prévue spécialement en matière de petite poste par l'article 7 de la déclaration du 8 juillet 1759 (*suprà*, n° 60), cette exception a toujours été admise en matière de grande poste; c'est donc une exception au monopole postal en général. Elle se justifie par des considérations puissantes. Si, en effet, il y a atteinte au monopole dans tel fait de transport illicite, indépendamment de toute question de préjudice pécuniaire causé à l'État, on doit pourtant admettre que, dans certains cas, chacun a le droit de se servir

d'un autre moyen que la poste pour transporter des correspondances que celle-ci serait impuissante à faire parvenir en temps utile, ou dont elle n'aurait été chargée en aucune hypothèse. « Si on interdisait en pareilles circonstances, a dit excellemment la cour de Caen dans un arrêt du 21 juin 1826 (D. P., v° *Postes*, n° 71, note 3), la faculté de se servir d'un exprès, il faudrait dire que la poste aux lettres, regardée à juste titre comme un des établissements les plus précieux des temps modernes, deviendrait pour les citoyens une cause insupportable de gêne et d'incommodité dans les occasions les plus importantes : qu'ainsi, par exemple, le négociant obligé de donner des ordres ou d'acquérir rapidement des instructions pour la réussite d'une opération commerciale, le père, alarmé par les accidents graves et subits d'une maladie qui le menacerait de la perte d'un enfant, l'homme placé sous le poids d'une accusation capitale, ayant à faire venir de loin, sous peine de la vie peut-être, les renseignements justificatifs seuls capables de repousser des charges inopinément survenues pendant le cours d'un débat, seraient contraints de se résigner aux lenteurs du service public, sans pouvoir expédier par un courrier spécial la lettre tendant à obtenir les moyens de pourvoir à des intérêts majeurs ou de procurer du soulagement aux personnes les plus chères. »

On considère comme *exprès*, les *domestiques* et *préposés* appelés à effectuer *uniquement* et *spécialement* un transport exceptionnel des correspondances de leurs maîtres, patrons ou commettants, et aussi toute personne qui, sans être le domestique ou le préposé de l'expéditeur, est envoyé *accidentellement, exprès*, pour porter une lettre à destination. (V. avis inséré au *Moniteur* du 26 avril 1855.) Par exemple, agissent comme *exprès* : le domestique ou préposé qui distribue des lettres écrites à diverses personnes par son maître

ou commettant, le commissionnaire salarié chargé de porter une ou plusieurs lettres émanées de la même personne, l'élève que son instituteur a chargé d'une lettre pour ses parents, le clerc à qui un avoué a confié un pli pour un client, le garde champêtre distribuant des correspondances que lui a remises le maire de sa commune, les agents des douanes qui transportent d'un poste à un autre des lettres de service dont le nombre et les adresses figurent sur une feuille spéciale signée de leurs chefs et dont ils doivent être porteurs. (V. Inst. gén., art. 1^{er}.)

C'est dans ces limites qu'il faut maintenir étroitement la faculté réservée par la déclaration de 1759 aux particuliers, de faire porter leurs lettres « par les personnes qu'ils jugent à propos », sous peine de voir cette faculté devenir la négation même du privilège de l'administration. (Conf. Cass., 24 sept. 1847, D. P. 47. 4. 378; — 20 juill. 1848, D. P. 48. 5. 289.)

Par conséquent, un particulier ne peut employer, pour le transport de lettres personnelles, son domestique effectuant des voyages réguliers pour d'autres transports, car il n'a, dans ce cas, d'autres droits que ceux attribués à tout entrepreneur de faire transporter des papiers relatifs à son service de transports.

De même, l'individu qui, sans être attaché comme domestique au service d'une usine, fait tous les jours, entre plusieurs communes desservies par la poste, les commissions dont il est chargé par la société qui exploite l'usine, et accidentellement celles qui lui sont confiées par d'autres personnes, n'est pas un exprès et ne peut, sans contrevenir à l'arrêté de prairial, se charger de lettres adressées par la société à des tiers (Nancy, 11 novembre 1861, D. P., 62. 2. 35). D'ailleurs, en admettant qu'un individu puisse être considéré comme un simple domestique, le fait relevé à sa

charge n'en constitue pas moins une contravention, s'il consiste en un service régulier et périodique de transport de correspondances organisé entre les expéditeurs et son maître, destinataire, service qu'il est interdit aux particuliers d'organiser, même à leur profit exclusif (Cass., 11 juin 1869, D. P., 69. 1. 487).

De même encore, le conducteur de voitures chargé accessoirement à son service, et non par voie de délégation spéciale, de transporter des correspondances personnelles à l'entrepreneur, son patron, ne peut invoquer la qualité de domestique ou d'express. La coexistence à un moment donné, dans la personne de ce conducteur, de la qualité de domestique ou d'express, ne saurait, en effet, être admise et acceptée sans devenir la source de fraudes incessantes et impossibles à réprimer (Cass., 13 juillet 1876, et Dijon, 22 novembre 1867, arrêts précités).

67. — S'il ne faut pas étendre l'exception en dehors des limites que nous avons indiquées, il ne faut pas cependant la restreindre aux seules lettres émanées du maître ou commettant. Le droit d'employer un express pour faire porter une lettre s'applique aussi à la réponse faite à cette lettre ; sinon, la facilité accordée par la déclaration de 1759, en matière de petite poste, et étendue à la grande poste, serait le plus souvent sans utilité. Mais il y a violation du monopole dans le fait, par un particulier, de faire recueillir et transporter à son domicile, par son domestique ou préposé, des lettres qui n'ont pas été provoquées et n'ont pas le caractère de réponses (Cass., 11 juin 1869, précité).

F. Cas particuliers.

a) *Boîtes de commandes.*

68. — Dans certaines grandes villes, des commerçants et industriels ont pris l'habitude d'installer dans différents quartiers des boîtes destinées à recueillir les commandes de leurs clients, boîtes qu'ils font lever à des moments déterminés par des employés à leur service. Ces agissements constituent-ils une atteinte au monopole postal ?

Lorsque les boîtes sont placées sur la voie publique, d'où elles sont directement accessibles à tout venant, la contravention existe, car aucune assimilation n'est possible entre la boîte qu'un particulier établit à la porte de son domicile, et qui est en quelque sorte une dépendance, un appendice de ce domicile, et celle qui est placée par un commerçant à la porte d'une maison où il n'a ni habitation, ni établissement, à l'effet de faciliter la remise des correspondances à son adresse. Par conséquent, le fait de lever des boîtes installées dans ces conditions et de transporter au siège de l'établissement du commerçant ou de l'industriel qui les a installées, les lettres qui ont pu y être déposées, constitue une contravention à la déclaration du 8 juillet 1759 et à l'arrêté de prairial an IX (Cass., 11 juin 1869, précité). Il a même été jugé que le fait, par l'employé qui lève des boîtes établies dans divers quartiers d'une ville, de copier sur un carnet spécial les commandes déposées dans ces boîtes, ne fait pas disparaître la contravention, bien qu'il n'y ait pas transport des lettres elles-mêmes, « attendu que ce fait équivalait, comme résultat, au transport des écrits contenant les commandes » (Trib. corr. de Cusset, 12 décembre 1890, B. P. T. 1891, p. 19).

Mais si les boîtes, au lieu d'être établies sur la voie pu-

blique, sont placées dans l'intérieur des maisons, y aura-t-il encore atteinte au monopole ?

La question doit être résolue par une distinction.

S'agit-il de *lieux privés*, il n'y a pas de contravention, au moins de contravention punissable, car il y a une impossibilité légale de constater la levée des boîtes et le transport des commandes. L'établissement des boîtes ne peut même être l'objet d'aucune défense, le but de cet établissement fût-il parfaitement connu. C'est la conséquence du principe supérieur de l'inviolabilité du domicile privé des citoyens. (Comp. arrêté du 19 germinal an X, art. 1^{er}, DUVERGIER, tome XIII, p. 112.)

S'agit-il au contraire de *lieux publics*, la contravention est alors, selon nous, aussi caractérisée que si les boîtes étaient placées sur la voie publique même, puisque la facilité d'accès à ces boîtes est la même, et, par conséquent, la constatation des contraventions toujours possible.

Les lieux publics sont de deux sortes : les lieux publics par destination, comme les auberges, les cafés, les hôtels, les églises, etc., et les lieux publics par accident, comme les magasins et boutiques ouverts sur la voie publique, les bureaux de tabac, etc. (Voir FABREGUETTES, *Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse*, t. 1^{er}, n^{os} 729 et s.)

Des boîtes de commandes ne pourraient être placées ni dans les uns ni dans les autres.

b) *Agences de distribution.*

69. — Ces agences fonctionnent dans certaines grandes villes, notamment à Paris (Bonnard-Bidault, Dufayel), où elles effectuent le transport à domicile des objets de correspondance qui leur sont confiés par les particuliers. Elles ne

peuvent légalement transporter que les objets non soumis au monopole de grande et de petite poste, et se rendent coupables du délit d'inmixtion dès qu'elles distribuent des lettres missives ou des objets mis sous enveloppes *fermées* (*suprà*, n° 57). Ces agences, en effet, ne sont pas attachées spécialement à tel ou tel particulier déterminé, elles sont à la disposition du public et font pour le compte de qui les emploie, à l'aide d'une administration montée et d'un personnel nombreux de facteurs, un service de distribution de correspondances, moyennant une perception tarifée. Ce ne sont donc ni des domestiques, ni des préposés, ni des exprès, au service des expéditeurs; ce sont des entrepreneurs de transports, et il est admis, en doctrine comme en jurisprudence, que l'entrepreneur de transports n'est pas le préposé de celui qui traite avec lui (D. Rép., v° *Responsabilité*, nos 611 et 617; — SOURDAT, *Responsabilité*, 2^e édit., n° 885; — CHRISTOPHLE, *Traité des travaux publics*, t. II, n° 342).

D'ailleurs, si un particulier a la faculté de faire rapporter par un domestique, un préposé ou un exprès, les réponses aux lettres qu'il fait porter, cette faculté ne s'étend pas aux lettres qui sont adressées à ce même particulier sans avoir le caractère de réponses (Cass., 11 juin 1869, précité). Elle ne s'étend donc pas, *a fortiori*, à celles qu'un particulier fait profession de distribuer ou de faire distribuer pour le compte de tiers. L'organisation d'un pareil service, qui constitue une contravention même lorsqu'il fonctionne pour la correspondance personnelle de celui qui l'a créé et qui l'utilise, en est une à bien plus forte raison, quand il a le caractère d'une entreprise postale à la disposition du public. (V. Nancy, 11 novembre 1851, D. P. 62. 2. 35 et Trib. corr. de la Seine, 13 avril 1895, B. P. T. 1893, p. 220 *ad notam*.)

c) *Agences de poste restante privée.*

70. — Les établissements de cette nature ont pour objet de recevoir, délivrer à leurs guichets, expédier ou réexpédier par la poste, toutes lettres qui sont adressées dans leurs bureaux aux noms vrais ou supposés de leurs clients. Ils constituent une sorte de domicile postal direct pour ceux qui veulent correspondre secrètement. Si elles se bornent à ces opérations, les agences de poste restante privée, bien que peu recommandables en raison des dangers qu'elles présentent pour l'ordre public et les bonnes mœurs, ne peuvent être considérées comme portant atteinte au monopole de l'État. Il est permis, en effet, à toute personne de se faire adresser ses correspondances dans un autre lieu que celui de son domicile légal ou de sa résidence actuelle, et l'Instruction générale sur le service des postes¹, dans son article 608, où le mot *domicile* est employé dans un sens tout particulier, considère elle-même comme régulièrement distribué tout objet qui « a été livré au domicile indiqué sur « l'adresse, à la personne qui a déclaré en être le destinataire ou être chargée par le destinataire de le retirer des « mains du facteur ».

Mais si ces agences font distribuer par leurs agents, soit au véritable domicile de leurs clients, soit à un endroit convenu et en dehors de leurs bureaux, les correspondances qu'elles peuvent ainsi recevoir, elles se rendent coupables du délit d'immixtion dans le service postal, car la correspondance qui circule de cette manière est celle de leurs clients et non la leur propre, et on ne peut soutenir sérieusement que les agents qu'elles paient, choisissent et révoquent à

1. Édition de 1876.

leur gré, soient les préposés de ces mêmes clients. (V. Trib. corr. de la Seine, 13-20 juillet 1893, *Gaz. des Trib.* du 21 juillet 1893; — 22 mars 1895, D. P. 96. 2. 223.)

On a même soutenu qu'une agence de poste restante privée ne pouvait, sans commettre de contravention, réexpédier par la poste d'une de ses succursales à son siège central (ou réciproquement), plusieurs lettres concernant le même abonné, groupées sous une même enveloppe. Cette agence, pensait-on, tout en n'empruntant pas un moyen de transport autre que celui de la poste, ne s'immisçait pas moins dans le service de l'administration et obtenait, sans contrôle possible, un transport de lettres à prix réduit, en faisant opérer ce transport moyennant une taxe inférieure à celle que comporte l'expédition à découvert de lettres distinctes. (En ce sens : Paris, 5 mars 1896, D. P. 96. 2. 223.)

Cette opinion, inspirée évidemment par le peu d'intérêt que méritent les entreprises de l'espèce, n'a pas prévalu devant la Cour suprême, car elle élargissait arbitrairement la prohibition édictée par l'article 1^{er} de l'arrêté de prairial. Ce texte prévoit et punit le fait, par une personne étrangère au service des postes, de s'immiscer dans le transport des lettres, mais il ne défend pas d'expédier par la poste plusieurs lettres sous une même enveloppe, cette réunion ne pouvant être considérée comme un fait de transport (Cass., 19 juin 1896, *Pochon-Feret*, D. P. 97. 1. 174, et Orléans, 2 février 1897, même affaire sur renvoi).

d) Agences de traduction.

71. — Ces agences se proposent de traduire les lettres ou télégrammes en langue étrangère adressés à des commerçants, des industriels ou toutes autres personnes. Elles font prendre ces correspondances par leurs employés, puis les font reporter à domicile accompagnées de leur traduction.

Il n'y a pas là un transport de correspondances proprement dit, car les lettres ou télégrammes à traduire sont déjà parvenus à destination. Il ne s'agit en réalité que d'un travail intellectuel à faire sur des pièces que ces agences vont chercher chez leurs clients, puis reportent quand il est fait. Le fonctionnement de ces agences est donc parfaitement licite.

e) *Pigeons voyageurs.*

72. — Un particulier peut-il se servir de pigeons-voyageurs pour le transport de correspondances personnelles ? L'affirmative ne nous paraît pas douteuse. Le pigeon voyageur est, en effet, un exprès dans la plus complète acception du mot, et il serait puéril de soutenir que la déclaration du 8 juillet 1759, n'ayant parlé que de *personnes* pour le transport des lettres par exprès, ait voulu exclure l'emploi du pigeon ou de tout autre animal.

§ 4. — CONSTATATION DES CONTRAVENTIONS

A. Perquisitions et saisies.

73. — Pour assurer le respect de la prohibition édictée par l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 prairial an IX, l'article 3 du même arrêté autorise dans l'intérêt de l'administration des perquisitions et des saisies. Cet article est ainsi conçu :
« Pour l'exécution du présent arrêté, les directeurs, contrô-
« leurs et inspecteurs des postes ¹, les employés des douanes
« aux frontières et la gendarmerie nationale sont autorisés
« à faire ou à faire faire toutes perquisitions et saisies sur
« les messagers, piétons chargés de porter les dépêches,
« voitures de messagerie et autres de même espèce, afin de

1. Aujourd'hui receveurs, commis principaux et directeurs départementaux.

« constater les contraventions, à l'effet de quoi ils pourront,
« s'ils le jugent nécessaire, se faire assister de la force
« armée. »

Il importe de déterminer très exactement qui peut effectuer des perquisitions et qui doit les subir, car des poursuites ne sauraient légalement être exercées à la suite de perquisitions faites par des personnes n'ayant pas qualité pour y procéder ou sur des personnes non soumises à perquisitions, alors même que ces perquisitions auraient révélé des faits de transport illicite de correspondances.

B. Personnes ayant qualité pour perquisitionner.

74. — Aux agents énumérés dans l'article 3, rapporté ci-dessus, de l'arrêté de prairial, la loi du 22 juin 1854 est venue en ajouter d'autres. L'article 20 de cette loi dispose, en effet : « Les employés et agents des postes assermentés,
« et tous les agents de l'autorité ayant qualité pour cons-
« tater les délits et contraventions, pourront, concurrem-
« ment avec les fonctionnaires dénommés dans l'arrêté du
« 27 prairial an IX, opérer les saisies et perquisitions et
« dresser les procès-verbaux autorisés par ledit arrêté. »

On décidait déjà avant 1854, par interprétation des mots *ou faire faire* de l'article 3 de l'arrêté de prairial, que les fonctionnaires supérieurs des postes désignés dans cet article pouvaient déléguer tous les agents de l'autorité ayant qualité pour rédiger des procès-verbaux, à l'effet de rechercher et de constater les contraventions au monopole postal, et qu'il n'était même pas nécessaire que la délégation fût particulière et spéciale pour chaque procès-verbal, les contraventions à réprimer étant essentiellement secrètes (Cass., ch. réunies, 7 novembre 1836, D. P., v° *Postes*, n° 123, note 1).

L'extension d'attributions à tous les agents assermentés de l'administration des postes et à des agents étrangers à cette administration, a donc été moins une innovation que la consécration d'un concours existant en fait, très légalement et très utilement réclamé et accordé dans la pratique de l'époque. Dans tous les cas, la disposition de la loi du 22 juin 1854, transcrite ci-dessus, a eu pour but et pour effet de mettre hors de tout débat possible la participation des agents qui y sont désignés, à la constatation des faits de transport illicite de correspondances, et de couper court à toute contestation relative à la légalité des procès-verbaux dressés par ces agents.

Les personnes pouvant perquisitionner et saisir sont donc actuellement les agents des postes assermentés de tout grade et les agents de l'autorité ayant qualité pour constater les délits et contraventions (commissaires de police, gendarmes, employés des douanes, des contributions indirectes et des octrois, agents des ponts et chaussées, de la navigation et des chemins vicinaux, etc.).

C. Personnes et objets soumis à des perquisitions.

75. — L'article 3 de l'arrêté de prairial assujettit à des perquisitions les « messagers et piétons chargés de porter « les dépêches, voitures de messageries et autres de même « espèce ». Par les mots *autres de même espèce*, il faut entendre toutes les personnes qui, à raison de leur profession ou de leur commerce, font habituellement des transports d'un lieu dans un autre et ont, par conséquent, l'occasion et la facilité d'effectuer des transports illicites de correspondances. Il en est ainsi notamment des « maîtres de coches, « carrosses et litières, poulaillers, beurriers, muletiers, marinières, bateliers, rouliers, voituriers tant par terre que

« par eau », désignés expressément par l'arrêt du 18 juin 1681, dont les dispositions doivent servir à interpréter celles de l'arrêté de prairial an IX. Sont également soumis à perquisitions l'individu qui, dans ses courses quotidiennes entre des communes desservies par la poste, fait des commissions spécialement pour le directeur d'une usine et accidentellement pour d'autres personnes (Nancy, 11 novembre 1861, D. P. 62. 2. 35), et le paysan qui se rend une fois par mois au marché de la ville voisine pour y vendre ses produits (Cass., 6 mai 1843, D. P., v^o *Postes*, n^o 112, note 1).

Le droit de vérification porte, non seulement sur les personnes elles-mêmes, mais encore sur le matériel, les voitures, bateaux, paniers, sacoches, carnets, portefeuilles, carnets de course des messagers, courriers et chefs de train, et sur tous les objets ou colis non accompagnés et transportés par les conducteurs ou messagers.

76. — L'arrêt de 1681 permettait les perquisitions sur les simples particuliers, mais cette disposition n'ayant été reproduite ni dans le texte mis à la suite de l'arrêté du 26 ventôse an VII (*suprà*, n^o 45), ni dans l'arrêté de prairial an IX, pareilles perquisitions ne peuvent plus s'exercer, car on doit nécessairement admettre que c'est sciemment et dans un but d'abrogation que le législateur de l'an VII a refusé, à la disposition dont il s'agit, l'espèce d'entérinement qu'il accordait à toutes les autres.

L'interdiction de perquisitionner sur de simples voyageurs, dans le seul intérêt de l'administration des postes, s'étend aux effets placés dans les malles ou valises accompagnant ces voyageurs. Pour qu'une saisie de correspondances transportées par un particulier en fraude des droits de l'administration puisse servir de base légale à des poursuites, il faut que cette saisie ait été effectuée à la suite d'un fait

fortuit ou personnel du particulier, laissant, par exemple, tomber un paquet de lettres en présence d'un agent ayant qualité pour verbaliser, ou à la suite d'une perquisition opérée dans un autre but que l'intérêt de l'administration, dans le but, par exemple, de rechercher des objets de contrebande ou pour un motif de police. Toutefois, si le but allégué pour perquisitionner sur un particulier est fictif, si, en réalité, on s'est proposé uniquement de découvrir des lettres dont on soupçonne un particulier d'être porteur, la perquisition est nulle et ne peut donner lieu à des poursuites régulières. La contravention résultant d'un transport illégal de lettres n'a, en effet, rien de blâmable dans l'ordre naturel et n'est punissable que dans l'ordre fiscal. Un semblable fait ne peut donc motiver une condamnation que s'il a été constaté légalement. (V. D. Rép., v^o *Postes*, n^{os} 117 et s.)

D. Procès-verbaux.

77. — Les contraventions sont constatées par des procès-verbaux dressés au moment de la saisie des objets transportés en fraude. Ces objets ne peuvent être rendus aux expéditeurs ou remis aux destinataires que moyennant le paiement du double de la taxe applicable à des objets de même poids et de même nature mis à la poste sans affranchissement (art. 5 de l'arrêté du 27 prairial an IX modifié par le décret du 2 messidor an XII).

Les procès-verbaux de contravention à l'arrêté de prairial, comme d'ailleurs tous les procès-verbaux constatant une contravention postale, font foi de leur contenu jusqu'à preuve contraire (I. cr., art. 154; — arrêté du 27 prairial an IX, art. 3; — loi du 22 juin 1854, art. 20, chn.). Les contrevenants ne sont donc pas tenus, pour en contester les énonciations, de recourir à la procédure de l'inscription de

faux; ils peuvent prouver, même par témoins, outre et contre lesdites énonciations. Enfin, ces procès-verbaux ne sont pas soumis à la formalité de l'affirmation en justice.

E. Pénalités.

78. — La défense portée à l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 prairial an IX est sanctionnée par une « amende de « 150 fr. au moins et de 300 fr. au plus par chaque contre-« vention » (art. 5 de l'arrêté), pouvant être réduite suivant les circonstances à 16 fr. (décret du 24 août 1848, art. 8), mais ne comportant pas l'application de l'article 463 (*suprà*, n° 40).

La loi de finances du 22 juin 1854 (art. 21) décide, en outre, qu'« en cas de condamnation, le tribunal pourra or-« donner l'affiche du jugement à un nombre d'exemplaires « qui ne pourra excéder cinquante, le tout aux frais du « contrevenant ». Cét affichage a le même caractère que l'amende, dont il est une aggravation, c'est-à-dire qu'il est moins une peine qu'un supplément de dommages-intérêts accordé à l'administration. Le ministère public peut évidemment le réquerir d'office, mais à l'administration seule il appartient d'y faire procéder quand il a été prononcé par les tribunaux. Il faut donc se garder de l'assimiler à l'affichage que les tribunaux peuvent ordonner à titre de peine, soit dans le sens de l'article 36 du Code pénal et dans les cas déterminés par la loi, soit dans le sens de l'article 1036 du Code de procédure civile, dont la disposition générale s'étend à toutes les juridictions. (V. G. LE POITTEVIN, *Dictionnaire-formulaire des Parquets*, t. I^{er}, v° *Affichage*, p. 79 et s.)

Enfin l'article 22 de la même loi prévoit dans les termes suivants une récidive spéciale entraînant une aggravation de peine : « En cas de récidive, l'amende ne pourra être

« moindre de 300 fr., ni excéder 3,000 fr. Il y a récidive, « lorsque le contrevenant a subi, dans les trois années qui « précédent, une condamnation pour infraction aux lois « concernant le transport des correspondances. » Mais, comme les condamnations à l'amende prononcées par les tribunaux correctionnels à la requête d'administrations publiques ne rentrent pas dans celles qui doivent figurer au casier judiciaire, la peine de la récidive ne peut guère être appliquée qu'autant que les contrevenants récidivistes sont poursuivis à des époques très rapprochées et devant les mêmes tribunaux, ou que des renseignements, à ce point de vue particulier, sont fournis par l'administration requérant des poursuites. (G. LE POITTEVIN, *op. cit.*, v^o *Casier judiciaire*, p. 305.)

79. — Aux termes de l'article 8 de l'arrêté du 27 prairial an IX, l'amende prononcée par les tribunaux pour transport illicite de correspondances est répartie par tiers entre l'administration, les hospices des lieux où la contravention a été constatée (service des enfants assistés¹) et les saisissants. Cette disposition ne fait pas obstacle au droit qu'a l'administration de transiger avant comme après jugement, en vertu de l'ordonnance du 19 février 1843; la répartition porte, dans ce cas, sur le montant de la transaction.

1. Cette affectation spéciale résulte de l'arrêté du 25 floréal an VIII, qui dispose : « Les portions d'amendes et de confiscations attribuées par les lois « rendues jusqu'à ce jour aux hôpitaux, aux maisons de secours et aux « pauvres, seront versées dans la caisse du receveur des hospices du chef-lieu « de chaque département (art. 1^{er}). Les fonds provenant de ces versements « seront exclusivement employés au payement des mois de nourrice des en- « fants abandonnés... (art. 2). »

CHAPITRE III

ABUS DE FRANCHISE

§ 1^{er}. — NOTIONS GÉNÉRALES SUR LA FRANCHISE POSTALE

80. — La franchise postale est l'exemption de taxe dont jouissent certaines correspondances transportées par la poste. D'abord limitée à la correspondance de ou pour le roi (édit du 19 juin 1464, art. 27¹), cette exemption de taxe s'étendit bientôt à la correspondance des principaux officiers de la couronne. Mais les abus ne tardèrent pas à s'introduire et, malgré les mesures prises pour les combattre, ils étaient devenus si criants, que la franchise postale, considérablement restreinte par le décret du 6 juin 1792, dut être complètement supprimée par la loi du 9 vendémiaire an VI (art. 64). Elle fut remplacée par des indemnités accordées aux fonctionnaires publics, pour leur tenir compte de leurs frais de correspondance. Ce système ne donna pas les résultats heureux qu'on en attendait, et en présence des difficultés que présentaient la détermination et le règlement des indemnités, on dut en revenir à l'exercice du droit de franchise. Toutefois, on considéra, avec raison, que le législateur ne pouvait en régler tous les détails, la question de

1. Cet article disposait : « Et quant aux paquets envoyez par ledit seigneur « (le roi), ou qui lui seront adressez, lesdits maistres-coureurs seront tenus « de les porter en personne sans aucun delay, de l'un à l'autre avec la cotte « ci-mentionnée, sans en prétendre aucun payement. »

franchise étant essentiellement variable et subordonnée aux besoins du moment, et qu'il était préférable de laisser au pouvoir exécutif le soin de fixer quels fonctionnaires pouvaient user de la franchise et dans quelles conditions. Aussi la loi du 25 frimaire an VIII dispose-t-elle dans son article 13 : « Les consuls détermineront, par un règlement, « l'usage des franchises et contre-seings et les fonction-
« naires qui devront en jouir. » Il est intervenu, en vertu de cette disposition, de nombreux décrets et ordonnances, qui ont été coordonnés et réunis dans l'ordonnance du 17 novembre 1844. Cette ordonnance, modifiée par celle du 27 novembre 1845 et par les décrets du 24 août 1848 et du 11 novembre 1850, règle encore aujourd'hui toute cette matière.

81. — Nous n'avons pas ici à entrer dans le détail des franchises postales dont l'énumération et les conditions d'exercice figurent au *Manuel des franchises*, publié par l'administration des postes, et qui comprend plus de 1,000 pages in-8°. Nous devons cependant faire connaître sommairement à quoi s'applique la franchise postale, de quoi elle résulte, comment elle s'exerce et dans quelles limites.

La franchise postale ne s'applique qu'à la correspondance des fonctionnaires publics exclusivement relative au service de l'État, et aux objets assimilés à la correspondance de service par l'ordonnance de 1844 ou les décrets et décisions ministérielles postérieurs¹. Elle résulte soit de la *qualité seule du destinataire* énoncée sur l'adresse de la lettre (par

1. La valeur légale des décisions ministérielles intervenues en matière de franchise est fort contestable, le loi du 25 frimaire an VIII et l'ordonnance du 17 novembre 1844, art. 2, qui tire toute sa force de cette dernière loi, ayant attribué au chef de l'État seul, le droit de réglementer l'usage de la franchise.

exemple : Président de la République, Ministre des postes et des télégraphes, Préfet de police), soit de la *qualité de l'expéditeur*, que cet expéditeur puisse écrire en franchise à toute destination (Président de la République et Ministre des postes et des télégraphes), ou qu'il ne puisse écrire qu'à certaines personnes déterminées (par exemple, préfets à instituteurs). Elle est *illimitée* ou *limitée*, suivant qu'elle s'exerce sans distinction de personnes ni de lieux, ou qu'elle s'applique à des personnes ou à des lieux déterminés. Elle est *réciproque* ou *non réciproque*, suivant que le droit d'expédier et de recevoir des correspondances, en exemption de taxe, existe pour l'expéditeur et le destinataire entre eux, ou que ce droit n'existe que pour l'expéditeur ou le destinataire.

Quels que soient les lieux et les circonstances dans lesquels s'exerce le droit de franchise, s'il est attaché à la qualité du destinataire, l'adresse suffit pour l'établir; mais s'il est attaché à la qualité de l'expéditeur, l'énonciation de cette qualité ou des fonctions, suivie de la signature, doit apparaître sur la suscription de la lettre : c'est le *contre-seing*. Le contre-seing opère donc la franchise, alors qu'il y a des franchises sans condition de contre-seing. En principe, le contre-seing doit être formulé à la main. Toutefois, le contre-seing du chef de l'État, de quelques hauts dignitaires et de certains fonctionnaires désignés au *Manuel des franchises* peut être remplacé par un timbre appelé *griffe*, délivré par l'administration, qui en conserve une empreinte modèle (décret des 3-20 septembre 1792, art. 3 et 4, et ordonnance du 17 novembre 1844, titre V).

Les correspondances relatives au service de l'État s'expédient, en règle générale, sous bandes, ne couvrant pas plus du tiers de la surface des paquets. Dans certains cas et pour certains fonctionnaires, elles peuvent être mises

sous pli clos. Les fonctionnaires doivent alors attester par une mention signée d'eux, qu'il y a *nécessité de fermer* (ordonnance du 17 novembre 1844, titre VI). Enfin, un décret du 1^{er} décembre 1888 a autorisé les fonctionnaires publics à se servir de cartes circulant à découvert pour la correspondance de service, et soumises, d'ailleurs, à toutes les conditions imposées par l'ordonnance du 17 novembre 1844.

Les lettres et paquets, admis à circuler en franchise, doivent être remis aux guichets des bureaux de poste, à l'exception de ceux adressés à des fonctionnaires jouissant de la franchise à raison de leur seule qualité de destinataires. Cette obligation a pour but de permettre de vérifier si le droit de franchise est régulièrement exercé.

§ 2. — CONTRAVENTION

A. Caractères de l'abus de franchise.

82. — Ainsi l'exercice du droit de franchise ou de contre-seing est soumis à des règlements généraux et subordonné, pour chaque fonctionnaire, à des conditions spéciales, destinées à prévenir les irrégularités et à sauvegarder l'intérêt du Trésor. L'inobservation de ces règlements et conditions ne constitue pas nécessairement la contravention, mais elle entraîne toujours la taxation des objets irrégulièrement expédiés en franchise, ces objets fussent-ils relatifs au service de l'État, sauf, dans ce cas, aux fonctionnaires destinataires à en obtenir la détaxe dans des conditions déterminées. (V. ordonnance du 27 novembre 1845 et décret du 11 novembre 1850.)

Pour qu'il y ait contravention, il faut une violation de la prohibition édictée par l'article 3 de l'ordonnance du 17 no-

vembre 1844 dans les termes suivants : « Il est défendu de
« comprendre dans les dépêches expédiées en franchise des
« lettres, papiers et objets quelconques, étrangers au ser-
« vice de l'État » ; et renouvelée par l'article 6 du décret
du 24 août 1848, ainsi conçu : « Il est interdit à tout fonc-
« tionnaire ou agent de l'administration d'envoyer dans un
« paquet administratif ou de contre-signer, pour les affran-
« chir, des lettres étrangères au service qui lui est confié.
« La contravention à cet article sera punie conformément
« aux dispositions de la loi du 27 prairial an IX sur le
« transport de lettres en fraude. »

La raison de cette prohibition est aisée à comprendre : il ne faut pas que les fonctionnaires, *abusant* de leur qualité ou de leurs fonctions, puissent transmettre leur correspondance personnelle en exemption de taxe. Aussi, l'ordonnance de 1844 a-t-elle pris soin, dans ses titres II, III et IV¹, d'énumérer limitativement tous les objets assimilés à la correspondance du service de l'État, ceux qui, quoique ayant une certaine analogie avec la correspondance du service de l'État, ne peuvent cependant y être assimilés, et enfin ceux qui sont admis à circuler exceptionnellement en franchise par l'intermédiaire de certains fonctionnaires.

83. — Les éléments essentiels et caractéristiques de l'abus de franchise sont : 1^o une dépêche portant un contre-seing valable et régulier ; 2^o la présence dans cette dépêche de correspondances privées. Si un de ces éléments fait défaut, il n'y a pas contravention. Il en est ainsi notamment du cas d'un fonctionnaire qui contre-signe un paquet adressé à une personne (fonctionnaire ou particulier) avec laquelle

1. V. au *Manuel des franchises* ces textes que des décisions postérieures ont considérablement augmentés.

il n'a pas franchise, car le contre-seing, n'étant pas valable, ne peut avoir pour effet d'assurer l'exemption de taxe, et doit être considéré comme constituant simplement des indications relatives à l'expéditeur, indications que tout particulier peut mettre sur les objets qu'il expédie par la poste.

La contravention résulte donc soit de l'insertion d'une correspondance privée dans une dépêche de service expédiée en franchise, soit de l'expédition en franchise d'une correspondance privée. Dans ce dernier cas, l'abus est même plus caractérisé, puisque l'envoi tout entier est fait en contravention.

Rappelons, en outre, que la contravention existe sans qu'il y ait lieu de tenir compte des mobiles qui ont pu diriger le contrevenant, la question de bonne ou de mauvaise foi n'étant d'aucune influence en matière de contravention (Dijon, 22 novembre 1876, D. P. 77. 5. 337, et *suprà*, n° 29).

B. Qui peut commettre un abus de franchise?

84. — Il y a lieu de remarquer tout d'abord que les particuliers ne peuvent jamais commettre d'abus de franchise, puisqu'ils n'ont droit à la franchise postale dans aucun cas. Par conséquent, un particulier qui tenterait de s'assurer l'exemption de taxe en contre-signant une lettre, se rendrait coupable de faux et d'usurpation de fonctions, ou commettrait un acte indifférent et dépourvu de tout effet, suivant qu'il aurait contre-signé son envoi du nom d'un fonctionnaire ou de son propre nom; mais il ne pourrait être considéré comme ayant commis un abus de franchise.

Il n'y a donc que les fonctionnaires et agents de l'administration qui puissent commettre des abus de franchise. Il est certain, en outre, que des faits d'expédition peuvent seuls constituer la contravention, et jamais des faits de

réception, même dans le cas où la qualité du fonctionnaire destinataire opérant la franchise, ce fonctionnaire provoquerait l'envoi en exemption de taxe de correspondances privées à son adresse. L'article 6 du décret du 24 août 1848, qui, comme tout texte pénal, doit être interprété strictement, s'oppose, en effet, à ce qu'on étende ses dispositions à d'autres faits qu'à des faits d'expédition. (Arg. des mots *envoyer* et *contre-signer pour les affranchir*.)

§ 3. — CONSTATATION ET POURSUITES

A. Droit de vérification.

85. — Pour assurer toute son efficacité à la défense d'expédier en franchise des correspondances privées, les agents des postes sont investis du droit de vérifier les dépêches circulant en exemption de taxe. Cette vérification s'exerce au départ et à l'arrivée. Au départ, elle est toute sommaire et extérieure; elle se traduit simplement, en cas de suspicion d'abus, par la taxation de la totalité de la dépêche présumée constituer, en tout ou en partie, de la correspondance privée. A l'arrivée, elle porte sur le contenu des dépêches, et elle est faite, le fonctionnaire destinataire dûment convoqué et *présent*¹ : elle donne lieu, en cas d'abus, à un procès-verbal. Toutefois, il n'y est procédé qu'autant que le fonctionnaire à qui la dépêche taxée a été présentée, a refusé d'en prendre livraison pour cause de taxe, car s'il l'a acceptée en payant la taxe, la vérification est devenue impossible. Il est inutile de dire que, si la vérification effectuée à l'arrivée fait ressortir, dans la dépêche vérifiée, la présence de correspondances relatives au service

1. Si le fonctionnaire ne se rend pas à la convocation, la dépêche est versée en rebut et la vérification est faite dans les bureaux de l'administration.

de l'État, celles-ci sont remises au destinataire franches de port. Toute cette procédure résulte des articles 4, 5 et 78 de l'ordonnance du 17 novembre 1844, qui sont ainsi conçus :

« Art. 4. — Dans le cas de suspicion de fraude, ou
« d'omission d'une seule des formalités prescrites par la
« présente ordonnance, les préposés des postes sont auto-
« risés à taxer en totalité les dépêches, ou à exiger que le
« contenu de celles de ces dépêches qui seront revêtues d'un
« contre-seing quelconque, soit vérifié en leur présence par
« les fonctionnaires auxquels elles seront adressées, ou, en
« cas d'empêchement de ces fonctionnaires, par leurs fondés
« de pouvoirs. »

« Art. 5. — Si de la vérification prescrite par l'article
« précédent, il résulte qu'il y a fraude, les préposés des
« postes en dresseront, dans les formes qui seront indiquées
« au titre X ci-après, un procès-verbal [dont ils enverront
« un double au directeur de l'administration des postes, qui
« en rendra compte à notre ministre des finances]. »

« Art. 78. — Si la vérification donne lieu de reconnaître
« que la dépêche est, en tout ou en partie, étrangère au
« service de l'État, le procès-verbal dressé en vertu de l'ar-
« ticle 5 de la présente ordonnance décrira sommairement,
« mais pièce à pièce, chaque objet contenu dans cette dé-
« pèche, tant ceux qui seront reconnus concerner le ser-
« vice du fonctionnaire destinataire que ceux qui lui seront
« étrangers. Les premiers seront remis sur-le-champ, francs
« de port, au destinataire ou à son fondé de pouvoirs; les
« autres seront frappés de la double taxe et immédiatement
« remis au destinataire, à moins que celui-ci ne refuse d'ac-
« quitter la double taxe [ou qu'il ne réside pas dans le
« ressort du bureau de poste], dans lesquels cas ils seront
« transmis sans délai, avec un double du procès-verbal, au
« directeur de l'administration des postes. »

Pour déjouer une manœuvre révélée par la pratique et consistant à expédier sous le couvert d'un fonctionnaire, avec lequel l'expéditeur jouit de la franchise postale, des lettres ou paquets étrangers au service de l'État et destinés à des tiers, l'article 6 de l'ordonnance de 1844 fait à tous les fonctionnaires une obligation de « renvoyer ces « lettres et paquets au directeur des postes (receveur) de « leur résidence, en lui faisant connaître le lieu d'origine « de ces lettres et paquets et le contre-seing sous lequel « ils leur sont parvenus ». Mais cette obligation, dépourvue de sanction, ne paraît guère être observée, et le plus souvent, les abus de franchise commis de cette façon restent impunis, s'ils n'ont été, par un événement fortuit, relevés par les préposés des postes, qui peuvent, dès lors, être considérés comme étant, en réalité, les seuls agents appelés à constater les abus de franchise.

En droit, le pouvoir d'investigation qu'a l'administration des postes sur les correspondances circulant en exemption de taxe, est très complet et de nature à rendre les abus impossibles; en fait, il est peu exercé, et la plus grande tolérance existe à cet égard. Les agents des postes craignent, en effet, en procédant à des vérifications fréquentes, de provoquer le ressentiment de fonctionnaires influents dont ils paraîtraient suspecter la bonne foi, et l'administration elle-même leur prescrit de ne pas prendre connaissance des dépêches *in extenso*, mais de vérifier d'un coup d'œil rapide si elles sont ou non relatives au service de l'État, et d'écarter avec soin de l'opération et des circonstances qui s'y rattachent toute forme indiscrete et vexatoire. Qu'en résulte-t-il? C'est que les vérifications sont rares et que les abus peuvent se commettre presque impunément.

B. Pénalités et poursuites.

86. — D'après l'article 7 de l'ordonnance du 17 novembre 1844, l'abus de franchise ne comportait d'autre sanction que le paiement obligatoire de la double taxe par le fonctionnaire contre-signataire, au refus par le destinataire de l'acquitter. Cette sanction était insuffisante, et il a paru convenable de frapper des pénalités édictées par l'arrêté du 27 prairial an IX les fonctionnaires qui commettent des abus de franchise et violent ainsi une loi qu'ils devraient être les premiers à respecter (décret du 24 août 1848, art. 6 *in fine*).

La peine encourue est donc maintenant une amende de 150 à 300 fr., pouvant être réduite, suivant les circonstances, à 16 fr. (décret précité, art. 8), et portée à 3,000 fr. en cas de récidive (loi du 22 juin 1854, art. 21).

A la différence des amendes prononcées pour immixtion dans le service des postes (*suprà*, n° 79), l'amende encourue pour abus de franchise est tout entière versée dans les caisses de l'administration, et il n'en est distrait aucune part pour le service des enfants assistés et pour les agents verbalisateurs.

On peut se demander comment se justifie cette distinction, l'article 6 du décret du 24 août 1848 renvoyant à l'arrêté de prairial dans les termes suivants : « La contravention à cet article sera punie conformément aux dispositions de la loi du 27 prairial an IX sur le transport des lettres en fraude. » Cette référence ne s'applique-t-elle pas aussi bien aux dispositions de l'arrêté de prairial qui édictent l'amende et règlent la procédure de poursuites (art. 5) qu'à celles qui prévoient la répartition tripartite (art. 8) ?

L'administration n'a jamais admis une interprétation aussi large. Elle n'a pas voulu, en intéressant pécuniairement ses agents, qui, seuls, peuvent être amenés à constater les abus de franchise, provoquer des saisies inconsidérées et multiplier des procès-verbaux au grand détriment des services publics.

A cette considération de fait, dont nous ne pouvons nous dissimuler la valeur, s'ajoute un argument de texte. Le décret de 1848 renvoie à l'arrêté de prairial pour *punir* et ne contient aucune disposition se référant expressément à la *répartition* de l'amende, qui fait l'objet d'un article spécial dans l'arrêté de prairial.

En outre, le contrevenant reste tenu du paiement de la double taxe. C'est ce qui résulte de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 1848, pris en exécution de l'article 9 du décret du 24 août 1848, et qui dispose : « L'ac-
« quit de la double taxe reste obligatoire et est indépendant
« des pénalités qui pourraient être prononcées contre le
« fonctionnaire expéditeur, en vertu des dispositions des
« articles 6 et 8 du décret du 24 août 1848. »

87. — Aux termes de l'article 14 de l'arrêté précité, les poursuites judiciaires « sont exercées à la diligence de l'ad-
« ministration, qui transmet *directement* au procureur de la
« République les procès-verbaux ». A l'époque où cette disposition est intervenue, on pouvait se demander si elle faisait échec à celle de l'article 75 de la Constitution du 22 frimaire an VIII, d'après laquelle les agents du Gouvernement, autres que les ministres, ne pouvaient être poursuivis pour des faits relatifs à leurs fonctions qu'en vertu d'une décision du Conseil d'État. La question était fort délicate ; on la tourna en décidant qu'aucune contravention résultant

d'abus de franchise ne serait déférée à la justice répressive sans l'autorisation du ministre des finances, et qu'après que celui-ci aurait pris, s'il y avait lieu, l'avis du ministre de qui dépendait le fonctionnaire coupable. Il fut également décidé que l'administration devrait toujours faire au contrevenant des offres préalables de transaction (déc. min. fin. des 15 octobre 1849 et 20 février 1850). Quoique cette question ne puisse plus se poser aujourd'hui, puisque l'article 75 de la Constitution de l'an VIII est abrogé (décret du 21 septembre 1870), la même procédure est toujours suivie, et on ne voit jamais un fonctionnaire, convaincu d'abus de franchise, refuser la transaction offerte par l'administration, quel qu'en soit d'ailleurs le chiffre. Aussi la jurisprudence n'offre-t-elle aucun document sur cette matière. Nous n'insisterons donc pas davantage.

CHAPITRE IV

ABUS D'UN TARIF RÉDUIT OU SPÉCIAL

§ 1^{er}. — GÉNÉRALITÉS SUR LES TARIFS POSTAUX

88. — Il n'entre pas dans notre sujet d'examiner les nombreuses variations qu'ont subies les tarifs postaux, mais il est nécessaire, pour l'intelligence de notre étude, d'indiquer ceux qui sont actuellement en vigueur.

Ils peuvent se ramener à deux espèces : le tarif normal et les tarifs réduits ou spéciaux.

A. Tarif normal.

89. — Le tarif *normal* est le tarif applicable à la correspondance proprement dite, c'est-à-dire à la correspondance qui présente le double caractère d'*actualité* et de *personnalité* : c'est le tarif des lettres. Il est fixé à 15 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes pour les lettres affranchies, à 10 centimes pour les cartes postales¹, à 30 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes pour les lettres non affranchies (loi du 6 avril 1878, art. 1 et 2), sauf pour celles adressées par certains fonctionnaires aux particuliers et concernant le service public, qui ne comportent qu'une taxe de 15 centimes par 15 grammes ou

1. La carte postale a été créée par la loi du 20 décembre 1872 (art. 20).

fraction de 15 grammes (loi du 29 mars 1889 et décrets des 16 avril 1889, 15 octobre 1895, 6 mai 1897¹) et à 20 centimes pour les cartes postales non affranchies (loi du 8 avril 1898, art. 2).

B. Tarifs réduits ou spéciaux.

90. — Les tarifs *réduits* ou *spéciaux* sont : 1° le tarif des journaux et publications périodiques² ; 2° le tarif des imprimés autres que les journaux et les publications périodiques (circulaires, prospectus, avis divers et prix courants, livres, gravures, lithographies, avis de naissance, de mariage ou de décès, cartes de visite, circulaires électorales, bulletins de vote, etc.) ; 3° le tarif des papiers de commerce ou d'affaires et des échantillons de marchandises ; 4° le tarif des colis postaux.

Le tarif des journaux et écrits périodiques est, par exemple, de 2 centimes jusqu'à 50 grammes, puis de 1 centime par 25 grammes ou fraction de 25 grammes excédant 50 grammes ; cette taxe est réduite de moitié pour les journaux et écrits périodiques circulant dans le département où ils sont publiés ou dans les départements limitrophes (lois du 6 avril 1878, art. 3 et 4, et du 16 avril 1895, art. 25³).

1. Les textes relatifs aux divers tarifs successivement appliqués aux lettres sont : le règlement du 16 octobre 1627, les déclarations des 11 avril 1676, 8 décembre 1703, 8 juillet 1759, les décrets des 17-22 août 1791, 23-24-30 juillet 1793, 27 nivôse an III, les lois des 21 prairial an III, 3 thermidor an III, 6 nivôse an IV, 6 messidor an IV, 5 nivôse an V, 27 frimaire an VIII, 14 floréal an X, 6 avril 1806, 20 avril 1810, 15 mars 1827, 3 juin 1829, 3 juillet 1846, le décret du 24 août 1848, les lois des 18 mai 1850, 7-10 mai 1853, 20 mai 1854, 28 juin 1861, 2 juillet 1862, 24 août 1871 et 3 août 1875.

2. Au point de vue postal, un écrit est périodique, s'il paraît au moins une fois par trimestre (loi du 6 avril 1878, art. 3).

3. On avait d'abord considéré comme lieu de publication d'un journal, la ville où ce journal avait le siège de son administration (avis du Conseil d'État des 19 janvier 1881 et 13 juin 1883, B. P. T. 1881, p. 67, et 1883, p. 416 ;

Le tarif des imprimés, autres que les journaux, lorsqu'ils sont expédiés sous bandes mobiles, est fixé par les articles 6 et 7 de la loi du 6 avril 1878 à 1 centime par 5 grammes ou fraction de 5 grammes jusqu'à 20 grammes, 5 centimes de 21 à 50 grammes, puis 5 centimes par 50 grammes. Ce tarif est de 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes pour les imprimés expédiés sous enveloppes ouvertes et faciles à vérifier¹.

Le tarif des échantillons² et des papiers de commerce ou

arrêté min. du 25 novembre 1893, art. 2, *J. O.* 7 décembre 1893). Mais cette interprétation, qui permettait à certains journaux, ayant des administrations multiples plus ou moins réelles, de circuler partout au demi-tarif, était particulièrement nuisible aux intérêts de la poste. Elle était, en outre, contraire à la jurisprudence de la Cour de cassation qui, au point de vue du dépôt, identifie le lieu de publication avec le lieu d'impression, alors même que les bureaux de l'administration et de la rédaction se trouvent dans une autre localité (29 janv. 1851, D. P. 51. 5. 429; — 5 avril 1873, D. P. 73. 1. 95; — D. Rép. supp., v^o *Presse-outrage, publication*, n^o 233). Au point de vue postal, la situation est aujourd'hui la même : c'est le lieu d'impression qui est considéré comme le lieu de publication, de telle sorte que tout journal circulant en dehors du département où il a été imprimé, est passible du tarif plein (arrêté min. du 22 mars 1895, B. P. T. 1895, p. 93).

1. On ne trouve aucun texte antérieur à la Révolution, relatif à la taxe des journaux et imprimés. Il est certain cependant que le port de ces objets était inférieur à celui des lettres. On lit, en effet, dans le *Journal de Paris* (numéro du 13 nivôse an V) : « L'ancien régime, qui s'entendait en finances pour le moins aussi bien que le nouveau, faisait transporter d'un bout de la France à l'autre un volume in-8^o pour 12 sous, et il est prouvé qu'il y gagnait. On payait alors pour la distribution de 60,000 prospectus la modique somme de 200 livres. » (BELLOC, *op. cit.*, p. 353) Après 1789, les textes sont nombreux; on peut citer notamment le décret des 17-22 août 1791, les lois des 6 nivôse an IV, 6 messidor et 4 thermidor an IV, l'ordonnance du 5 mars 1823, les lois des 15 mars 1827, 14 décembre 1830, 16 juillet 1850, le décret du 17 février 1852, la loi du 25 juin 1856, qui substitua au système, jusqu'alors en vigueur, de la taxe à la dimension, le système actuel de la taxe au poids, et enfin la loi du 6 avril 1878.

2. Le transport, par la poste, des échantillons de marchandises a toujours été favorisé. La loi du 17 août 1791 (art. 16) contenait à cet égard des dispositions spéciales, qui furent reproduites et étendues par la loi du 15 mars 1827. L'article 7 de cette loi portait que la taxe des échantillons serait le tiers de la taxe d'une lettre de même poids. Ce régime de faveur, supprimé par le

d'affaires¹, est de 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes (loi du 3 août 1875, art. 6). Ce tarif est l'élément principal de l'affranchissement des boîtes avec valeurs déclarées (loi du 13 avril 1892, art. 5)².

Les journaux et écrits périodiques, les imprimés, les papiers de commerce ou d'affaires et les échantillons non affranchis ou insuffisamment affranchis sont taxés au double des taxes indiquées ci-dessus ou au double de l'insuffisance (loi du 25 mars 1892, art. 2).

Le tarif des colis postaux³ comporte les taxes suivantes :

décret du 24 août 1848, fut rétabli par la loi du 25 juin 1856, qui édictait dans son article 4 un tarif très réduit. Ce tarif fut modifié successivement par les lois du 24 août 1871 et du 29 décembre 1873 avant d'arriver au taux actuel.

1. On comprend sous le nom de papiers d'affaires ou de commerce, les documents manuscrits en tout ou en partie, qui n'ont pas le caractère de correspondance actuelle et personnelle, tels que les pièces de procédure, les actes de tout genre dressés par les avoués, huissiers, notaires, les manuscrits d'ouvrages, les épreuves d'imprimerie, les factures, les polices d'assurances, les pièces de comptabilité, bordereaux, etc., des compagnies d'assurances et maisons de commerce ou d'industrie, les lettres de date ancienne, etc. Ces objets étaient autrefois taxés comme les lettres. La loi du 25 juin 1856 leur appliqua pour la première fois un tarif réduit, qui a été modifié par la loi du 24 août 1871, puis par celle du 3 août 1875, actuellement en vigueur.

2. Les boîtes avec valeurs déclarées s'appelaient autrefois *valeurs cotées* (V. n^o 18), parce que les envois étaient faits à découvert, et les objets précieux transportés estimés, *cotés*, contrairement par l'expéditeur et le préposé de la poste. Ce service a été réglementé successivement par l'ordonnance du 23 mars 1632, la déclaration du 8 décembre 1703, le décret des 17-22 août 1791 (art. 23), les lois des 3 juillet 1846, 2 juillet 1862, 8 juin 1864, 23 août 1871, 25 janvier 1873, 26 décembre 1878, 9 avril 1887 et 13 avril 1892.

3. Le service des colis postaux a été organisé en France à la suite de la convention internationale du 2 novembre 1880, approuvée par la loi du 3 mars 1881. Cette convention avait pour objet l'échange, entre les divers États contractants, des paquets dont le poids ne dépassait pas 3 kilogrammes; elle facilitait la transmission des petits colis, en appliquant à cette transmission les avantages d'économie, de rapidité et de sécurité que donnent les services postaux; les administrations des postes chargées d'assurer l'organisation et le fonctionnement de ce service étaient, les unes vis-à-vis des autres, redevables des taxes perçues, et responsables, dans une certaine limite, des pertes et avaries survenues en cours de transport; en un mot, seuls, les offices postaux

60 centimes, 80 centimes et 1 fr. 25 c., selon qu'il s'agit de colis de 3, 5 ou 10 kilogr. Ces taxes, applicables aux colis livrables en gare, ou bureau restant, sont augmentées de 25 centimes pour les colis livrables à domicile (conventions des 15 janvier 1892 et 12 novembre 1896, approuvées par les lois des 12 avril 1892 et 17 juillet 1897).

étaient en cause pour l'exécution du service, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Toutefois, pour faciliter la mise en pratique de ce service de transports, le protocole final de la convention internationale donnait aux États, dont les administrations postales ne pouvaient faire fonctionner ce nouveau service, en se servant des seuls moyens mis à leur disposition par le personnel et le matériel administratifs, la faculté de recourir aux compagnies de chemins de fer, qui devaient leur être dès lors substituées. Usant de cette faculté, l'administration des postes a passé une convention spéciale avec les compagnies de chemins de fer. Cette convention a été conclue le 2 novembre 1880, le même jour que la convention internationale, et approuvée comme elle, par la loi du 3 mars 1881. Les compagnies de chemins de fer se sont engagées à transmettre les colis postaux au moyen de leurs services; elles ont consenti à être substituées à l'État dans ses droits et obligations. Une nouvelle convention internationale du 4 juillet 1891, issue du congrès postal de Vienne, et les conventions des 15 janvier 1892 et 12 novembre 1896, conclues entre l'État et les compagnies de chemins de fer, ont consacré les mêmes principes, en augmentant les dimensions et le maximum de poids des colis postaux. Ces conventions ont été approuvées à leur tour par les lois des 12 et 13 avril 1892 et 17 juillet 1897. Les compagnies sont donc mises au lieu et place de l'État, elles sont, comme le dit M. Picard (*Traité des chemins de fer*, t. IV, p. 1027), de simples agents d'exécution, des préposés de l'administration des postes, et le service des colis postaux, quoique assuré par elles, n'en reste pas moins un service essentiellement postal. (Conf. Cass., 11 février 1884, D. P. 84. 1. 97; — Trib. de commerce de la Seine, 15 septembre 1898, *Recueil de la Gaz. des Trib.*, 1898. 2. 552). Ainsi le tarif des colis postaux est bien un tarif postal spécial, et les taxes perçues en vertu de ce tarif sont soumises aux mêmes règles et au même régime que toutes les autres taxes postales. Elles sont d'ailleurs expressément qualifiées d'affranchissement par les conventions (V. notamment l'article 4 de la convention internationale du 4 juillet 1891), et les colis postaux sont soumis, comme tous les objets de correspondance et dans une limite fixée, au régime du chargement. [En ce sens : Cass., 11 février 1884, précité, et 23 janvier 1885 (D. P. 85. 1. 177); — Conseil d'État, 20 février 1891 (LEBON., p. 145-148), et 20 mai 1898 (B. P. T. 1898, p. 143-144). *Contra* : PALAA, *Dictionnaire des chemins de fer*, v^o *Colis postaux*, n^o 11, p. 402 et 403.]

§ 2. — CONTRAVENTION

A. Cas où elle existe.

91. — Tant que les objets admis à circuler par la poste à des tarifs inférieurs à celui des lettres, ont été peu nombreux, tant que le bénéfice de ces tarifs réduits a été subordonné à des conditions, qui entraînaient nécessairement la vérification de la plupart des objets transportés (puisque les taxes applicables étaient calculées d'après la dimension des objets), on n'a pas senti le besoin d'édicter des mesures sévères en vue de prévenir l'emploi abusif d'un tarif réduit pour l'expédition d'une correspondance ne pouvant circuler qu'au tarif normal des lettres. Ce besoin est apparu avec la loi du 25 juin 1856 qui, en substituant à la taxe à la dimension des journaux et imprimés, la taxe au poids, en diminuant très sensiblement la taxe des échantillons et en multipliant les catégories d'objets admis à bénéficier d'un tarif réduit, a augmenté, dans de larges proportions, la circulation des objets de l'espèce, et rendu, par suite, la fraude d'autant plus facile à commettre qu'elle devenait, en fait, plus difficile à constater.

Les textes législatifs antérieurs à 1856 interdisaient déjà de faire circuler par la poste de la correspondance proprement dite, à la faveur d'un tarif réduit, mais cette interdiction était dépourvue de sanction pénale, et sa violation n'entraînait que la taxation suivant le tarif établi pour les lettres. (V. loi du 4 thermidor an IV ; ordonnance du 15 mars 1827, art. 7 et 9 ; loi du 14 décembre 1830.) Le législateur de 1856 a renouvelé l'interdiction en y ajoutant une sanction, devenue nécessaire. L'une et l'autre résultent de l'article 9 de la loi du 25 juin 1856, dont les dispositions, toujours en vigueur, sont ainsi conçues : « Les imprimés

« affranchis en vertu de la présente loi ne doivent contenir,
« sauf le cas d'autorisation mentionnée dans l'article 10, ni
« chiffre, ni aucune espèce d'écriture à la main, si ce n'est
« la date et la signature. Il est, en outre, défendu d'insérer
« dans un imprimé, ainsi que dans un paquet d'imprimés,
« d'échantillons, de papiers de commerce ou d'affaires, au-
« cune lettre ou note ayant le caractère de correspondance
« ou pouvant en tenir lieu. — En cas de contravention, les
« imprimés contenant de l'écriture ou un chiffre mis à la
« main, ainsi que les lettres ou notes insérées en fraude,
« sont saisis, et le contrevenant est poursuivi conformément
« aux dispositions de l'arrêté du 27 prairial an IX et de la
« loi du 22 juin 1854. »

La loi du 25 janvier 1873 contient la même prohibition et la même sanction dans son article 9, qui dit *in fine* : « Il est
« défendu, sous les peines édictées par l'arrêté du 27 prai-
« rial an IX et la loi du 22 juin 1854, d'insérer des lettres
« dans les boîtes contenant des bijoux ou autres objets
« précieux confiés à la postes. L'administration peut vérifier
« le contenu de ces boîtes en présence du destinataire, lors-
« qu'elle le juge convenable. »

Enfin, l'article 4 de la loi du 12 avril 1892 a étendu ces mêmes règles aux colis postaux : « Les dispositions de l'ar-
« ticle 9 de la loi du 25 juin 1856 sont applicables à l'insér-
« tion dans les colis postaux de lettres ou de notes manus-
« crites ayant le caractère de correspondance personnelle. »

En créant ces divers cas de contravention, le législateur a été guidé, en 1892 comme en 1873 et en 1856, par la même préoccupation : empêcher qu'on ne puisse faire transporter par la poste, à la faveur d'un tarif réduit, de la correspondance proprement dite, qui ne doit circuler qu'au tarif normal des lettres. Quelles que soient donc la diversité et la multiplicité des objets qui peuvent donner naissance à

la contravention, celle-ci est une quant à sa nature, et ce sont les mêmes principes qui doivent être appliqués dans tous les cas.

B. Caractères de la contravention.

92. — Il est indifférent, au point de vue de l'existence de la contravention, que la correspondance illicitement expédiée à tarif réduit soit manuscrite, imprimée ou obtenue à l'aide d'un procédé mécanique quelconque (composteur, machine à écrire, autographie, polygraphie, etc.).

La division fondamentale en matière de correspondance repose, en effet, sur l'essence et le caractère des communications, et non sur le mode et la forme du moyen employé. Au regard de la poste, suivant l'esprit que révèlent les dispositions législatives, il faut distinguer entre les correspondances privées, c'est-à-dire les correspondances de particulier à particulier, généralement secrètes, s'opérant, dès lors, par lettres fermées, et les communications faites par un particulier au public ou à une généralité d'individus, s'effectuant ordinairement par voie d'imprimés. Si la loi permet d'expédier au tarif réduit des circulaires, avis divers, prospectus, prix courants, ce n'est pas seulement parce que ces documents sont imprimés, mais c'est aussi parce qu'ils sont impersonnels. Leur impersonnalité résulte de ce que toutes les mentions qu'ils contiennent, sont générales quant aux personnes auxquelles elles s'adressent, générales aussi quant à leur objet, et que cet objet est le même à l'égard de tous les destinataires possibles, c'est-à-dire qu'il peut s'adresser indifféremment à tout le monde, sans aucune acception de personne. La communication faite par une circulaire, un prospectus, etc., doit éveiller chez chaque destinataire une idée commune ; mais elle ne doit pas constituer le commen-

cement ou la suite d'une affaire particulière. Un document qui, sous l'apparence d'une circulaire ou d'un prospectus, renfermerait une communication particulière et se référerait à des rapports individuels, à des négociations entamées ou en cours, ne pourrait prétendre aux avantages que la loi réserve aux communications impersonnelles. (V. Cass., 14 juillet 1870, D. P. 70. 1. 315; — 2 octobre 1873, D. P. 74. 1. 503; — 10 novembre 1877, D. P. 78. 1. 332; — 25 novembre 1892, D. P. 94. 1. 87; — Poitiers, 30 décembre 1886, D. P. 87. 2. 53; — Trib. corr. de la Seine, 26 février 1891, *Gaz. des Trib.* du 28 février 1891 et B. P. T. 1891, p. 245.)

Il est vrai que les papiers d'affaires et de commerce, qui circulent à prix réduit, constituent, en fait, de véritables correspondances personnelles, et nous verrons, quand nous étudierons les exceptions apportées à la prohibition générale de l'article 9 de la loi du 25 juin 1856, que les inscriptions autorisées en vertu de l'article 10 de la même loi, sont également des communications privées, mais au point de vue postal et, par une faveur spéciale de la loi, ces correspondances ou communications sont considérées comme impersonnelles, et peuvent, par suite, être expédiées au tarif réduit.

93. — La contravention consiste essentiellement dans le fait d'*expédier* par la poste, à tarif réduit, des objets sur lesquels figurent des mentions non autorisées. L'inscription de ces mentions sur des objets affranchis à prix réduit est parfaitement licite et ne constitue pas, par elle-même, un fait répréhensible. C'est le fait, distinct et ultérieur, de l'expédition à un tarif non applicable à ces mentions, qui constitue la contravention et qui est puni par la loi.

La peine, étant attachée au fait d'expédition, ne peut atteindre que l'expéditeur, sans qu'il y ait lieu de recher-

cher si ce dernier a lui-même inscrit les mentions illicites, ou si elles sont l'œuvre d'un tiers. S'il en était autrement, il deviendrait trop facile de frauder la loi et d'en tourner la prohibition, puisqu'il suffirait à l'expéditeur de faire écrire par une main étrangère, sur des objets affranchis à prix réduit, des notes qui ne doivent pas y figurer, pour assurer à ces notes le bénéfice du tarif de faveur et échapper à toute répression. Aussi, les agents des postes, lorsqu'ils dressent des procès-verbaux pour abus de tarif, doivent-ils, après avoir constaté le fait matériel de la présence de mentions illicites sur des objets circulant à tarif réduit, indiquer, non les auteurs de ces mentions, ce qui est indifférent, mais seulement les expéditeurs des objets sur lesquels figurent ces mentions. (V. Montpellier, 27 avril 1890, aff. *Villa*, et Cass., 4 décembre 1890, même affaire, D. P. 91. 1. 141.)

94. — Bien que l'article 9 de la loi du 25 juin 1856 se serve des expressions *contenir* et *insérer*, il est certain que la contravention existe, quel que soit le moyen adopté par l'expéditeur de la correspondance illicite, pour faire bénéficier cette correspondance d'un tarif à laquelle elle n'a pas droit. Qu'une mention non permise figure sur l'objet lui-même expédié à prix réduit, sur l'enveloppe ou sur la bande de cet objet, qu'elle soit apparente ou dissimulée, peu importe, il y a contravention dans tous les cas. Le législateur a voulu, en effet, que le public ne puisse profiter d'aucune façon de la taxe réduite, pour échanger des notes ayant le caractère de correspondance ou pouvant en tenir lieu. Or, l'expédition de pareilles notes, qu'elles soient mises dans le corps même d'un imprimé, d'un échantillon, etc., ou sur la suscription, aboutit toujours au même résultat, celui de violer la loi, qui interdit l'envoi à tarif réduit de toute correspondance personnelle. Pour la même raison, il

y a contravention, si la mention est cachée au lieu d'être apparente, par exemple, si elle est dissimulée sous la bande ou sous les timbres d'affranchissement. En un mot, la contravention existe dès que l'expéditeur fait transporter par la poste, au tarif de faveur, de la correspondance qui ne doit circuler qu'à plein tarif (Limoges, 22 mars 1888, D. P. 88. 2. 210 et *infra*, n° 96).

C. Objets susceptibles de donner lieu à la contravention.

95. — Ce sont tous les objets que la poste transporte à un tarif autre que celui de la correspondance proprement dite, à savoir : les journaux et imprimés de toute nature, les papiers de commerce et d'affaires, les échantillons de marchandises et les boîtes de valeurs déclarées, enfin les colis postaux.

Pour ces derniers objets cependant, la question était douteuse avant la loi de 1892, la loi du 3 mars 1881 n'ayant pas déclaré les dispositions de l'article 9 de la loi du 25 juin 1856 applicables aux colis postaux. Le principe, d'après lequel un texte pénal ne peut être étendu en dehors des cas qu'il prévoit expressément, paraissait s'opposer, en effet, à ce qu'on appliquât les peines de l'article 5 de l'arrêté de prairial an IX à l'insertion de correspondance dans les colis postaux. Comme, d'autre part, les colis postaux sont des objets postaux, le fait d'y adjoindre une lettre ou une note de correspondance ne pouvait être considéré comme une infraction à la prohibition de l'article 1^{er} de l'arrêté de prairial, au même titre que l'insertion d'une correspondance dans un colis de messagerie ordinaire. On se trouvait donc en présence de faits préjudiciables aux intérêts de l'administration des postes, qui échappaient à toute répression. La loi du 12 avril 1892 a comblé cette lacune (*suprà*, n° 91).

D. Cas particulier (lettre ordinaire).

96. — L'expédition d'une lettre sous enveloppe ouverte, affranchie 5 centimes, c'est-à-dire dans la forme et au tarif des papiers d'affaires ou de commerce, constitue-t-elle une contravention, ou ne doit-elle entraîner que la surtaxe applicable aux lettres insuffisamment affranchies ?

Dans une première opinion, on soutient que l'expédition d'une lettre sous enveloppe ouverte affranchie 5 centimes ne tombe pas sous l'application de l'article 9 de la loi du 25 juin 1856. En effet, dit-on, les lois des 25 juin 1856, 24 avril 1871, 3 août 1875, 6 avril 1878 et 25 mars 1892, spéciales à la matière, fixent la taxe, tant des lettres et imprimés non affranchis ou insuffisamment affranchis, que des lettres et imprimés affranchis. En cas de non-affranchissement ou d'affranchissement insuffisant, ces textes établissent une surtaxe qui, d'après l'exposé des motifs de la loi de 1856, est une juste rémunération du surcroît de travail imposé aux agents des postes par la vérification des objets insuffisamment affranchis. Aucun texte n'impose, d'ailleurs, à l'expéditeur, l'obligation de clore les plis ou enveloppes qu'il confie à la poste. Par conséquent, le défaut de fermeture des plis étant hors prévisions, et l'insuffisance d'affranchissement n'ayant d'autre sanction qu'une surtaxe, un texte spécial et précis serait nécessaire pour que ces deux faits, licites lorsqu'ils sont isolés, fussent punissables lorsqu'ils sont concomitants. Enfin, les amendes édictées pour infraction aux lois fiscales, conservant, pour une partie, leur nature pénale, le caractère mixte qui leur appartient suffit à soustraire les textes spéciaux d'où elles dérivent, à un mode d'interprétation par voie d'analogie, auquel s'opposent, en matière répressive, des principes incontestés. Une lettre manuscrite ne saurait, dès

lors, rentrer dans les catégories prévues par l'article 9 de la loi du 25 juin 1856, puisqu'elle n'est, ni un imprimé contenant de l'écriture, ni une lettre *insérée* dans un objet affranchi à prix réduit. (En ce sens : Paris, 22 décembre 1893, D. P. 94. 2. 470.)

Dans une autre opinion, qui s'appuie également sur un arrêt de la cour de Paris (29 avril 1891, *Gaz. des Trib.* du 20 juin 1891) et qui a prévalu devant la Cour de cassation (28 juillet 1894, D. P. 94. 1. 575 et les conclusions de M. Accarias), on admet, au contraire, que le fait d'expédier une lettre sous enveloppe ouverte affranchie 5 centimes constitue une contravention. Cette opinion se justifie par des considérations multiples.

Sans doute, le public n'est tenu par aucune loi de clore les lettres qu'il jette à la poste, ni de les affranchir, et on peut expédier très régulièrement, soit une lettre qui n'est ni close, ni affranchie, soit une lettre close qui n'est pas affranchie ou qui ne l'est pas suffisamment. Dans tous ces cas, il y a lieu à surtaxe, et aucune contravention ne peut être relevée.

Pourquoi en doit-il être autrement, quand une lettre n'est pas close et porte un timbre de 5 centimes ?

Cette distinction n'a rien en soi d'arbitraire ; elle est au contraire, en quelque sorte, indiquée par la nature des choses. Tout d'abord, en effet, il faut remarquer que, si les lettres ou écrits tenant lieu de correspondance peuvent indifféremment être expédiés clos ou à découvert, la clôture est absolument prohibée pour les imprimés et papiers affranchis à prix réduit. Si donc, on se trouve en présence d'une enveloppe *non close ni affranchie*, on appliquera la surtaxe des lettres ou la surtaxe des imprimés selon la nature du contenu de l'enveloppe, mais il ne sera pas question de contravention, parce que l'expéditeur avait le droit de ne pas clore et de ne pas affranchir.

Si maintenant on se trouve en présence d'une enveloppe *close et non affranchie ou insuffisamment affranchie*, le fait seul de la clôture prouve qu'il s'agit d'une lettre, et il ne peut être question que de la surtaxe des lettres.

Mais s'il s'agit d'une enveloppe *non close et affranchie au tarif réduit*, il est permis de croire que l'expéditeur a entendu faire bénéficier son envoi du tarif des imprimés et des papiers d'affaires. Si, de plus, l'enveloppe contient une véritable lettre, on peut dire que l'expéditeur a fait tout ce qu'il fallait pour induire l'administration en erreur et lui causer un préjudice, et il est rationnel de lui appliquer une amende. Cette amende frappera quelquefois, peut-être, l'expéditeur qui se sera trompé, tout aussi bien que l'expéditeur qui a voulu tromper, mais, outre que la bonne foi ou la mauvaise foi ne saurait avoir d'influence en matière de contravention, dans l'impossibilité de distinguer l'erreur de la fraude, et sauf à l'administration à user largement de son droit de transaction, le législateur a dû poser un principe général. S'il en était autrement, la fraude aurait trop beau jeu, puisqu'il suffirait au contrevenant d'opposer sa bonne foi, ce qu'il ne manquerait pas de faire dans les cas, d'ailleurs rares, où sa fraude aurait été découverte. Chacun sait, en effet, que l'administration est obligée, en fait, de s'en rapporter à la loyauté des expéditeurs, et qu'il ne lui est pas possible, étant donnée l'énorme quantité de correspondances qu'elle transporte, de vérifier le contenu de tous les objets affranchis à prix réduit. L'argument que, dans l'opinion contraire, on tire de ce que la loi ne prescrit ni la clôture, ni l'affranchissement des lettres, n'est donc pas concluant.

Mais des motifs plus juridiques militent en faveur de cette thèse.

Pour rendre l'article 9 de la loi du 25 juin 1856 applicable au cas d'une lettre expédiée sous enveloppe ouverte,

et affranchie au tarif réduit des imprimés ou des papiers d'affaires, il n'est pas nécessaire d'avoir recours à un argument d'analogie, comme l'a prétendu la cour de Paris dans son arrêt du 22 décembre 1893. C'est par un argument *a fortiori*, toujours permis en matière pénale, qu'on peut faire rentrer le cas qui nous occupe, dans les prévisions de la loi. En effet, si l'insertion dans un imprimé d'une seule ligne, d'un seul mot écrit à la main, constitue une contravention, s'il en est de même d'une simple note glissée dans un imprimé ou dans un paquet d'imprimés ou d'échantillons, comment admettre que le déguisement d'une lettre sous la forme extérieure d'un papier d'affaires ne soit pas également punissable ? Peut-on voir, dans la circonstance que la correspondance n'est pas jointe à un imprimé, circonstance qui est plutôt une aggravation de l'irrégularité, un motif d'échapper à la répression ? Il serait contradictoire qu'une lettre, qui ne peut pas circuler sans contravention, jointe à un imprimé, pût circuler impunément au tarif réduit, lorsqu'elle est seule. C'est la correspondance irrégulière qui est punie, abstraction faite de l'imprimé. L'envoi d'une lettre ordinaire sous enveloppe ouverte, affranchie 5 centimes, c'est-à-dire dans la forme et au tarif des papiers d'affaires et des imprimés expédiés sous enveloppes, constitue donc bien une fraude à la loi de 1856, et une fraude plus caractérisée que l'envoi d'un papier d'affaires ou d'un imprimé sur lequel on écrit. (Conf. Cass., 14 juillet 1870 et 2 octobre 1873, *suprà*, n° 92 ; — 25 novembre 1892, aff. *Ménard*, D. P. 94. 1. 87.)

§ 3. — EXCEPTIONS

A. Généralités.

97. — La règle posée par l'article 9 de la loi de 1856, d'après laquelle il est interdit d'ajouter, par voie d'inscrip-

tion ou d'insertion, aucune correspondance à des objets circulant à tarif réduit, comporte de nombreuses exceptions. L'article 10 de la même loi les prévoit toutes, d'une manière générale, en disposant : « Le ministre peut autoriser l'ins-
« cription, sur certaines classes d'imprimés, de mots ou de
« chiffres écrits à la main, autres que la date et la signa-
« ture. »

Depuis 1856, un assez grand nombre d'arrêtés ministériels sont venus successivement élargir le cercle des autorisations. Ils ont été réunis et codifiés dans un seul, qui porte la date du 25 novembre 1893 (B. P. T. 1893, p. 547 et s. et J. O. 7 décembre 1893, p. 6018), et auquel diverses modifications et additions ont déjà été apportées (arrêtés min. 19 février 1895, B. P. T. 1895, p. 69-70, et J. O. du 21 février 1895, p. 987; — 19 juin et 16 juillet 1895, B. P. T. 1895, p. 199; — 24 août 1897, B. P. T. 1898, p. 11; — 27 août 1898, B. P. T. 1898, p. 200).

98. — L'arrêté du 25 novembre 1893 (comme ceux qui sont intervenus depuis cette époque et ceux qui interviendront dans l'avenir) est le complément de l'article 10 de la loi du 25 juin 1856. Il est obligatoire au même titre que la loi elle-même, parce qu'il a été rendu en vertu de la délégation consentie expressément au ministre par le législateur.

Avant 1893, les arrêtés d'autorisation étaient portés à la connaissance du public par voie d'insertion au Bulletin officiel de l'administration des postes, et d'affichage dans les salles d'attente des bureaux de poste. On a soutenu que cette publicité était insuffisante, et que les arrêtés pris en exécution de l'article 10 de la loi de 1856 ne pouvaient être opposés aux citoyens, qu'après leur insertion au *Journal officiel* ou au *Bulletin des lois* (Rennes, 30 mai 1893, aff.

Luminais; — Rouen, 16 février 1894, même aff. sur renvoi après cassation). Cette opinion contient une véritable erreur de droit, qu'il est utile de réfuter, car, si les arrêtés du 25 novembre 1893 et du 19 février 1895 ne peuvent pas soulever de difficultés à cet égard, puisqu'ils ont été insérés au *Journal officiel*, il n'en est pas de même des arrêtés postérieurs des 19 juin et 16 juillet 1895, 24 août 1897 et 27 août 1898, publiés seulement au *Bulletin des postes et des télégraphes*.

L'article 9 de la loi du 25 juin 1856 pose une règle générale et absolue : *il interdit*, en principe, dans les objets circulant à prix réduit, *toute espèce de chiffre et d'écriture à la main*, si ce n'est la date et la signature, *et toute insertion ayant le caractère de correspondance personnelle ou pouvant en tenir lieu*. L'article 10, dérogeant à cette règle générale, permet au ministre d'autoriser exceptionnellement, par des arrêtés, l'inscription de mots ou de chiffres autres que la date et la signature. Ces arrêtés ont pour but d'apporter à l'interdiction générale des mentions manuscrites et personnelles, interdiction érigée en principe par la loi, certaines exceptions favorables au public. S'ils ne sont pas légalement obligatoires, en raison d'une publication soi-disant insuffisante, il en résulte cette conséquence, que n'ont certainement pas prévue les partisans de l'opinion que nous combattons, c'est que les exceptions au principe de l'interdiction absolue des mentions manuscrites et personnelles disparaissent, et que cette interdiction subsiste tout entière, de par la loi. Il s'ensuit que les mentions exceptionnellement autorisées par les arrêtés restent défendues.

Ce raisonnement très simple prouve qu'on n'a pas à se préoccuper, au point de vue de la répression des contraventions, de la question de savoir si les arrêtés, pris en exécution de l'article 10 de la loi de 1856, ont été ou non régu-

lièrement publiés. Ces arrêtés, qui ont uniquement pour but de déroger au principe légal de l'interdiction absolue des mentions manuscrites et personnelles, qui sont édictés, par conséquent, en faveur du public et non contre lui, ne créent pas les contraventions, mais les suppriment, au contraire, en partie. Lors donc qu'une mention non autorisée par les arrêtés est relevée dans un objet quelconque circulant à prix réduit, il y a contravention, non pas aux arrêtés, mais à l'article 9 de la loi du 25 juin 1856, et la pénalité est encourue en vertu de cette disposition de la loi, et nullement en vertu des arrêtés.

Par conséquent, ces arrêtés n'ont pas besoin d'être publiés, comme des règlements ou des lois, par des insertions au *Bulletin des lois* ou au *Journal officiel*; il suffit qu'ils soient portés à la connaissance du public, pour lui permettre d'user des facilités qui lui sont données, par des affiches apposées dans les bureaux de poste et par l'insertion au *Bulletin des postes et des télégraphes*, qui est dans le commerce et à la disposition de tous, ou par l'un de ces moyens. D'ailleurs, et cette considération est absolument décisive, « aucune disposition de loi n'a tracé de règles précises pour le mode de publication des arrêtés émanés des autorités administratives; il suffit, dès lors, que le fait de la publication soit établi par l'autorité administrative chargée de porter ces règlements à la connaissance des citoyens ». Ce sont les propres termes d'un arrêt de la Cour de cassation du 18 septembre 1847 (D. P. 47. 1. 291-293; — V. aussi D. Rép., v° *Règlement administratif*, n° 86, et Cass., 31 juillet 1830, *eod. loc.*). Le décret du 5 novembre 1870 ne concerne, en effet, comme la législation antérieure, que la promulgation des lois et décrets. Enfin, la Cour de cassation qui a, maintes fois et à maintes reprises, discuté, commenté, interprété et appliqué les arrêtés ministériels pris en vertu de l'article 10

de la loi du 25 juin 1856, a décidé spécialement que ces arrêtés ne comportaient pas une publication par insertion au *Journal officiel* ou au *Bulletin des lois*, et qu'il suffisait que cette publication fût assurée par un mode quelconque (1^{er} décembre 1893, D. P. 94. 1. 362).

99. — La matière réglementée par les arrêtés ministériels pris en exécution de la loi de 1856 est une matière exceptionnelle ; elle reste donc soumise, d'après les principes généraux du droit, à la règle d'interprétation restrictive, *exceptio est strictissimæ interpretationis*.

Lorsqu'en effet, la loi formule une prohibition, en précisant les exceptions qu'elle consent à admettre, il va de soi qu'il n'est pas permis d'élargir arbitrairement le cercle des exceptions. La Cour suprême a eu plusieurs fois à faire l'application de cette règle. « Les autorisations données par arrêtés ministériels en exécution de l'article 10 de la loi du 25 juin 1856, dit un arrêt du 10 janvier 1889 (D. P. 89. 1. 172), et par dérogation à l'article 9 de ladite loi, sont essentiellement limitatives. » — « Toute inscription non expressément permise par les arrêtés pris en vertu de l'article 10, dit un autre arrêt (1^{er} décembre 1893, précité), demeure prohibée par l'article 9. » Enfin, les tribunaux, pour se prononcer sur la culpabilité des contrevenants, se bornent ordinairement à constater que telle expression incriminée, n'est pas au nombre de celles indiquées et tolérées par les arrêtés ministériels, et que, dès lors, il est interdit d'en faire mention sur les objets circulant à tarif réduit. (V. not. Besançon, 10 février 1893, *Gaz. des Trib.* du 13 avril 1893.)

100. — L'étude des différentes mentions qui sont exceptionnellement autorisées sur les objets circulant à tarif réduit, n'est autre chose que le commentaire des dispositions des ar-

rêtés pris en exécution de l'article 10 de la loi du 25 juin 1856, et principalement de l'arrêté du 25 novembre 1893. Nous laisserons de côté, dans ce commentaire, toutes les questions réglementées par l'arrêté précité, relatives aux conditions spéciales que doivent remplir les objets postaux de toute catégorie, pour être admis à bénéficier des taxes réduites, au mode de confection, au maximum de poids et à la dimension de ces objets (art. 1, 3, 4, 5, 6, 8, 14, 15, 16, 20, 21, 25, 26, 27, 29, 32, 33, 34, 39 de l'arrêté du 25 nov. 1893). L'inobservation des prescriptions réglementaires concernant ces diverses questions, ne donne jamais lieu à contravention, mais peut seulement motiver la surtaxe, le renvoi aux expéditeurs ou la mise aux rebuts, des objets expédiés. L'étude de ces dispositions ne rentre donc pas dans le cadre de notre étude. Il en est de même des dispositions qui réglementent les conditions d'expédition et de distribution des objets postaux (art. 9, 10, 11, 12, 13, 35, 36, 37, 38 de l'arrêté précité).

Au contraire, la violation des dispositions relatives aux mentions permises sur les objets circulant à tarif réduit constitue toujours une contravention. Ce sont ces dernières dispositions seules que nous avons à étudier.

B. Journaux et écrits périodiques.

101. — Les inscriptions et mentions autorisées sur les journaux et écrits périodiques sont énumérées dans l'article 7 de l'arrêté du 25 novembre 1893, que nous nous bornons à transcrire :

Sont admis à circuler par la poste, au tarif des publications périodiques, dans les limites du territoire de la République :

1° Les journaux et écrits périodiques contenant de simples traits faits à la main et destinés à marquer un mot ou un passage du texte ;

2° Les journaux sur lesquels ont été inscrites des réflexions ou critiques concernant l'article en regard et dépourvues de tout caractère de correspondance pour la personne à laquelle le journal est envoyé ;

3° Les journaux ou écrits périodiques expédiés par les éditeurs et portant des mentions ajoutées soit à la main, soit au moyen d'un timbre ou d'un procédé quelconque, sur eux-mêmes ou sur leurs bandes, et ayant pour objet d'annoncer que l'envoi est fait *à titre gratuit, pour échange*, comme *spécimen*, ou expressions analogues, ainsi que les journaux ou écrits périodiques expédiés par les éditeurs et sur les bandes desquels sont imprimées des mentions relatives au service du journal et des abonnements et n'ayant aucun caractère de correspondance personnelle ;

4° Les journaux dont une partie du texte, consacrée à des prix courants ou à des cours de vente et laissée en blanc, se trouve complétée par des chiffres ou des mots dépourvus de tout caractère de correspondance personnelle ;

5° Les journaux auxquels sont joints des morceaux d'étoffe ou de papier teints ou non servant à une démonstration scientifique, comme, par exemple, l'explication d'un procédé de teinture ou de fabrication.

C. Imprimés non périodiques.

102. — Les correspondances comprises dans la catégorie des imprimés ordinaires et les mentions qui peuvent y figurer sont indiquées par les articles 17, 18 et 19 de l'arrêté du 25 novembre 1893, ainsi conçus :

ART. 17. — Sont compris dans la catégorie des imprimés ordinaires et soumis aux tarifs fixés par les articles 6 et 7 de la loi du 6 avril 1878 :

1° Les circulaires, prospectus, avis divers, prix courants, les cartes-adresses, les catalogues et les annonces ;

2° Les avis imprimés ou lithographiés, de naissance, de mariage ou de décès, et les cartes de visite ;

3° (*Ainsi remplacé, arrêté min. du 19 février 1895*). Les circulaires imprimées contenant des vœux ou des souhaits également imprimés ;

4° Les circulaires électorales et les bulletins de vote ;

5° Les livres et les brochures ;

6° Les photographies ;

7° Les partitions et les feuilles de musique imprimées, gravées ou lithographiées ;

8° Les gravures, images, dessins, les plans et cartes géographiques, lorsqu'ils n'ont pas été faits à la main, et généralement toutes les impressions obtenues par la typographie, la lithographie, la gravure, l'autographie ou la polygraphie, sur papier, parchemin ou carton, pourvu qu'elles ne soient accompagnées d'aucune lettre ou note manuscrite ayant le caractère de correspondance personnelle ou pouvant en tenir lieu, et qu'elles ne présentent pas elles-mêmes ce caractère dans leur propre texte.

ART. 18. — Sont également admis à circuler par la poste au tarif des imprimés :

1° Les papiers revêtus de points en relief à l'usage des aveugles ;

2° Les livres, brochures, circulaires, avis divers et en général tous les imprimés et objets assimilés, revêtus de simples traits faits à la main et destinés à marquer un mot ou un passage du texte ;

3° Les circulaires sur lesquelles il est ajouté après le tirage, soit au moyen d'un procédé typographique ou d'un timbre, soit à la main, des chiffres ou des mots qui, reproduits uniformément, sur tous les exemplaires déposés le même jour à la poste, ne leur ôtent pas le caractère de circulaire et ne présentent aucun indice de correspondance personnelle ;

4° Les catalogues, prix courants et mercuriales sur lesquels sont portés par les moyens ci-dessus énoncés, des chiffres destinés à indiquer le prix des marchandises et des denrées, ainsi que les mentions : *Franco de port*, — *En port dû*, — *Escompte... %*, — *Remises*, etc... ou expressions équivalentes servant à compléter le prix, des indications de poids, mesures ou quantités et des indications d'articles ou d'objets autres que ceux énumérés dans le texte imprimé des formules ;

5° Les formules imprimées de lettre de faire part et de convocation en cas de décès, sur lesquelles sont ajoutées, par un procédé quelconque, après le tirage, les noms, prénoms, qualité ou profession et âge du défunt, la date du décès, le jour, l'heure et le lieu de réunion ;

6° Les formules imprimées de lettres de convocation à une réunion sur lesquelles sont ajoutées soit à la main, soit au moyen d'un timbre ou d'un autre procédé, les indications relatives au jour, à l'heure, au lieu et à l'objet de la réunion ;

7° Les livres, brochures et en général toutes productions littéraires ou artistiques, sur lesquels est portée une dédicace manuscrite, consistant en un simple hommage à l'auteur ;

8° (*Ainsi remplacé, arrêté min. du 19 février 1895*). Les cartes de visite imprimées ou manuscrites contenant les indications ci-après :

Nom, prénoms, qualité ou profession et adresse de l'expéditeur ;

Jours et heures de consultation ou de réception ;
 Pour prendre congé ou P. P. C. ;
 Pour faire connaissance ou P. F. C. ;
 En congé, en disponibilité, retraité ou en retraite ;
 Vœux, souhaits, compliments de condoléance, félicitations, remerciement ou autre formule de politesse n'excédant pas cinq mots.

Toutes indications autres que celles autorisées par le présent paragraphe sont interdites sur les cartes de visite affranchies à prix réduit ; le fait de leur présence sur ces cartes constitue une contravention à l'article 9 de la loi du 25 juin 1856 et tombe sous l'application des dispositions pénales édictées par ladite loi ;

9° Les imprimés auxquels sont joints des morceaux d'étoffes ou de papiers teints ou non servant à une démonstration scientifique, comme, par exemple, l'explication d'un procédé de teinture ou de fabrication ;

10° (*Ajouté, arrêté min. du 19 février 1895*). Les avis imprimés destinés à annoncer le passage d'un voyageur de commerce et dans lesquels le nom du voyageur, les localités qu'il doit visiter, les dates et les endroits où il descend dans ces localités, sont ajoutés à la main ;

11° (*Ajouté, arrêté min. du 19 février 1895*). Les formules imprimées dont se servent les armateurs, les courtiers maritimes et autres personnes, pour annoncer les arrivées ou les départs de navires et dans lesquelles sont ajoutés à la main le nom du bâtiment, la date d'arrivée ou de départ et la nature du chargement ;

12° (*Ajouté, arrêté min. du 19 février 1895*). Les formules imprimées ayant pour objet d'annoncer la mise en adjudication de fournitures et sur lesquelles la date de l'adjudication, la désignation des fournitures, les délais pour les rabais et le chiffre du cautionnement sont indiqués à la main.

Il est défendu d'expédier à prix réduit des circulaires, prospectus, prix courants et avis divers écrits à la main.

ART. 19. — Sont admis à la taxe de 5 centimes par 50 grammes :

1° Les circulaires, prospectus, prix courants et avis divers imprimés sur cartes, expédiés à découvert et portant leur adresse écrite au recto de la carte, à la condition de ne présenter aucun indice de correspondance personnelle ;

2° Les avis imprimés invitant les destinataires des colis postaux, non livrables à domicile, à faire retirer lesdits colis ;

3° Les avis imprimés invitant les expéditeurs des colis postaux envoyés contre remboursement à faire retirer le montant de ce remboursement ;

4° Les avis imprimés par lesquels les expéditeurs sont informés de

la livraison ou des motifs de la non-livraison des colis postaux aux destinataires.

Les avis désignés dans les paragraphes 2, 3 et 4 ci-dessus ne doivent être ni cachetés, ni contenir de mentions manuscrites autres que celles prévues par le texte imprimé des formules.

Les dispositions relatives aux cartes de visite et aux circulaires comportent seules quelques observations.

a) *Cartes de visite.*

103. — L'ancien paragraphe 8 de l'article 18 de l'arrêté du 25 novembre 1893 autorisait déjà les vœux et souhaits, mais formulés en termes impersonnels et seulement à l'occasion d'un événement général, comme Noël, le jour de l'an, etc. Le nouveau texte a fait disparaître la distinction, vraiment trop subtile et difficile à justifier, entre les vœux, souhaits, etc., conçus en termes personnels et ceux conçus en termes impersonnels. Il a élargi, en outre, l'autorisation, en l'accordant pour toute espèce de formules de politesse et pour tout événement d'un intérêt général ou particulier. Enfin, il a facilité la constatation des contraventions en limitant à cinq mots, au maximum, les formules permises.

Les mentions relatives à la profession ou qualité actuelle ou ancienne de l'expéditeur, ne comprennent que les mots qui indiquent réellement une qualité ou une profession. Commet donc une contravention, celui qui, sur une carte de visite expédiée à tarif réduit, écrit le mot : *révoqué* à la suite d'un mot indiquant une qualité ou profession. On ne saurait, en effet, se faire un titre d'une révocation et prêter à l'auteur de l'arrêté du 25 novembre 1893 la pensée de voir une qualité dans une mention impliquant la critique d'un acte du gouvernement, ou une protestation contre cet acte (Grenoble, 10 juin 1892, D. P. 92. 2. 336).

Le dernier alinéa du n° 8 de l'article 18, 'qui rappelle, spécialement pour les cartes de visite, le principe d'interprétation restrictive des autorisations données par ce numéro, ne présente aucune utilité. On ne peut évidemment en conclure que ce principe n'est pas applicable aux autres catégories d'objets admis à circuler par la poste à tarif réduit.

b) *Circulaires.*

104. — Nous avons vu (*suprà* n° 92) que la contravention ne disparaît pas devant le seul fait que l'objet expédié est imprimé, et nous savons que l'imprimé ayant l'apparence d'une circulaire peut constituer une véritable correspondance personnelle, passible du tarif ordinaire des lettres. Qu'est-ce donc qu'une circulaire ?

La loi ne la définit nulle part. Ce qui la constitue, ce qui empêche qu'on se méprenne, c'est que celui qui y a recours, s'il l'adresse par préférence, selon son genre d'affaires ou de négoce, à des personnes de telle ou telle classe, de telle ou telle catégorie, n'a pourtant aucune raison particulière pour l'adresser nominativement à l'un plutôt qu'à l'autre ; c'est aussi que celui qui la reçoit, peut en faire ce qu'il lui plaît, y avoir égard ou n'en pas tenir compte, la garder pour lui ou la remettre à son voisin, le tout, selon qu'il y trouve convenance, utilité ou avantage. En d'autres termes, ce qui fait la circulaire, c'est qu'elle s'adresse à une classe plus ou moins nombreuse de citoyens, sans acception de personne, et non en vue de tel ou tel destinataire en particulier. On ne peut donc considérer comme des circulaires, des avis envoyés à une catégorie plus ou moins grande de citoyens, en vue de réclamer des sommes d'argent dues (par exemple, les avis envoyés par un notaire aux clients débiteurs de son étude). Ces avis sont, en effet, des lettres personnelles,

aussi bien au regard de celui qui les envoie qu'au regard de ceux qui les reçoivent; ce sont des avertissements de créancier à débiteurs, et le fait qu'ils ont été imprimés pour gagner du temps, ne peut leur enlever le caractère de correspondance personnelle. (V. Cass., 14 juillet 1870, D. P. 70. 1. 315.)

105. — Cependant, par dérogation à la règle générale dont nous venons de voir une application, l'administration autorise sur les sommations sans frais, avis officieux et premiers avertissements expédiés à tarif réduit par les percepteurs aux contribuables, toutes les mentions relatives au recouvrement des sommes indiquées sur ces formules, à la condition que ces mentions présentent le caractère d'un avis général, et qu'elles soient indiquées au moyen d'un composteur à la main (arrêtés min. des 19 juin et 16 juillet 1895, B. P. T. 1895, p. 199¹).

Les formules expédiées comme imprimés par les percepteurs aux contribuables, pour les inviter à venir toucher un excédent de versement, peuvent également contenir les indications manuscrites que leur texte comporte (arrêté min. du 24 avril 1897, B. P. T. 1898, p. 11).

Enfin, un autre arrêté du 27 août 1898 (B. P. T. 1898, p. 200) accorde les mêmes facilités aux avertissements sans frais envoyés par les agents des contributions indirectes, en ce qui concerne les indications *manuscrites*¹ que comporte le texte de ces avertissements.

1. On ne s'explique guère la condition, pour les mentions autorisées par ces arrêtés, d'être obtenues à l'aide d'un composteur, alors que cette restriction n'existe pas pour les mentions analogues autorisées par l'arrêté du 27 août 1898.

D. Épreuves corrigées, papiers de commerce ou d'affaires.

106. — Nous transcrivons les articles 22, 23 et 24 de l'arrêté du 25 novembre 1893, qui indiquent les mentions autorisées :

ART. 22. — Sont admis à circuler aux conditions du tarif de 5 centimes par 50 grammes, fixé par l'article 6 de la loi du 3 août 1875, pour les épreuves d'imprimerie corrigées, les papiers de commerce ou d'affaires, les échantillons de marchandises :

1° Les manuscrits d'ouvrages et les épreuves d'imprimerie corrigées, ainsi que les épreuves de dessin corrigées sur bois ou sur métal.

Les épreuves peuvent contenir, indépendamment des corrections, les mots : *Bon à tirer*, — *Bon à tirer après corrections* ou : *Bon à graver après corrections*, ou encore : *Fournir une nouvelle épreuve*, — *Exact*, — *Rien à modifier*, ou expressions équivalentes, à l'exclusion de toutes observations ou commentaires de quelque nature que ce soit ;

2° Les pièces de procédure et les actes de tous genres dressés par les officiers ministériels, les sommations, les réquisitions et titres de toute nature mis ou à mettre à l'appui des actes ou dossiers, les journaux légalisés ou enregistrés, les copies ou extraits d'actes sous seing privé, les actes ou extraits d'actes de l'état civil ;

3° Les notes de frais et d'honoraires, avec ou sans indication de la date et du mode de paiement ;

4° Les factures acquittées ou non, les relevés de comptes ou de factures, bordereaux ou avis d'expédition, ainsi que les copies de ces pièces adressées à toute personne indistinctement ;

5° Les polices d'assurances et les avenants constituant des actes parfaits, ainsi que les plaques d'assurances qui en sont le complément ; les polices d'assurances et les avenants signés seulement par les agents ayant les pleins pouvoirs des compagnies et adressés par eux soit aux agents placés sous leurs ordres, soit aux assurés pour recueillir la signature de ces derniers ;

6° Les pièces de comptabilité, bordereaux et autres documents de service des compagnies et maisons industrielles ou commerciales ;

7° Les titres de toute nature servant de pièces justificatives ou d'éclaircissements à une affaire quelconque, judiciaire, industrielle ou commerciale ;

8° Les lettres de voiture et connaissements, les récépissés de chemins de fer ;

9° Les ordonnances médicales, les certificats et documents analogues, pourvu qu'ils ne soient pas établis en forme de lettres ;

10° Les partitions et feuilles de musique manuscrites ;

11° Les affiches écrites à la main, en tout ou en partie ;

12° Les cartes et plans, patrons, modèles et dessins à la main, les lettres de date ancienne, ayant perdu le caractère d'actualité et de personnalité ;

13° Les effets de commerce échus ou à échoir ne portant que les indications prévues par les articles 110 et 188 du Code de commerce ;

14° Les livrets de toute nature ;

15° Les quittances et reçus de sommes versées n'affectant pas la forme d'une lettre ;

Et généralement tous les objets et papiers manuscrits ne présentant aucun caractère de correspondance personnelle ou ne pouvant en tenir lieu.

«ART. 23. — Les factures de débit et les bordereaux ou avis d'expédition, les factures d'avoir et les relevés de compte ou de factures peuvent contenir les indications ci-dessous mentionnées :

1° Factures de débit et bordereaux ou avis d'expédition.

Numéro d'ordre, marques ; désignation et prix des objets, escompte, frais et débours, date d'expédition, provenance ;

Toute indication du mode d'envoi, comme, par exemple : *Chemin de fer (petite ou grande vitesse), tarif ordinaire ou tarif spécial, — Bateaux, — Messageries, — par le messenger X. ou par M. X, — par sa voiture ou par lui-même, — joint à l'envoi de M. X. ou remis chez M. X, — à disposition, en dépôt, — colis postal, en gare ou à domicile ;*

Désignation de la date, du mode et du lieu de paiement : *Payable comptant, — payable à... jours, ou à... mois, — payable le..., — valeur au... prochain ou valeur à... jours, ou à... mois, — payable ou valeur en ma traite au..., — contre remboursement, payable en timbres-poste, en papier sur telle ville, chez M. X..., ou autres mentions équivalentes ;*

Rappel de l'ordre ou de la commande ;

En disponibilité sur marché du.... — situation du marché ;

Sauf erreur ou omission (S. E. O. O.) ;

Duplicata, conditionnelle, conditionnellement, ou remis à condition, remis conditionnellement, gardé ou conservé sur condition du... ;

Facture rectificative, facture rectifiée ;

Cadeau offert ;

Fûts, caisses, emballages, etc..., à rendre, à la condition que cette indication se rapporte aux emballages des marchandises facturées et non à des emballages antérieurement fournis.

2° Factures d'avoir.

Désignation et prix des marchandises qui en font l'objet.

3° Relevés de compte ou de factures.

Relevé du compte par *doit* et *avoir*, relevé par totaux des factures antérieures, date de ces factures, date et mode de paiement.

ART. 24. — Il est interdit d'expédier à taxe réduite :

1° Des factures, bordereaux ou avis d'expédition, relevés de comptes ou relevés de factures rédigés en forme personnelle ou contenant un texte de lettre ou une formule de salutation ;

2° Des lettres de commande ou notes de commission ;

Et, en général, tous les objets quelconques, ayant, par eux-mêmes, le caractère d'une correspondance ou pouvant en tenir lieu, ainsi que ceux portant des mentions ayant ce même caractère et autres que celles autorisées.

Parmi les nombreux objets énumérés dans ces articles, ceux qui doivent nous arrêter sont : les épreuves d'imprimerie, les pièces de procédure, les factures et relevés, les documents des compagnies d'assurances, les pièces de comptabilité, les lettres de date ancienne et les effets de commerce.

a) Épreuves d'imprimerie.

107. — Toute autre mention que celles qui sont indiquées par le n° 1 de l'article 22 de l'arrêté, demeure interdite sur des épreuves affranchies à prix réduit. Spécialement, l'expédition au tarif de faveur, d'une épreuve sur laquelle figure la mention, même imprimée ou obtenue à l'aide d'un composteur : *Prière de nous retourner de suite cette épreuve revêtue de votre signature*, constitue une contravention (Paris, 11 février 1891, D. P. 92. 2. 218). Tombe

également sous l'application de l'article 9 de la loi du 25 juin 1856, l'envoi à un secrétaire de rédaction d'un journal d'une annonce sur laquelle figure la mention : *Prière d'insérer*; cette mention est une correspondance personnelle, parce qu'elle a pour objet de provoquer une négociation et un accord à intervenir pour un objet particulier (Trib. de la Seine, 26 février 1891, *Gaz. des Trib.* du 28 février 1891).

b) *Pièces de procédure.*

108. — L'arrêté du 25 novembre 1893 admet au bénéfice du tarif réduit, non seulement les pièces de procédure proprement dite, mais encore les actes de tout genre des officiers ministériels, les titres de toute nature mis à l'appui des actes ou dossiers ou servant de pièces justificatives ou d'éclaircissements à une affaire judiciaire, industrielle ou commerciale (art. 22, 2° et 7° cbn.).

Les termes extrêmement larges et compréhensifs employés par l'arrêté ne doivent pourtant s'entendre que de documents d'un caractère impersonnel. Cela résulte du texte même de cet arrêté, qui prend soin de terminer l'énumération, purement énonciative qu'il donne des papiers de commerce ou d'affaires, par la disposition suivante, que nous reproduisons de nouveau : « Et généralement tous les « objets et papiers manuscrits ne présentant aucun caractère de correspondance personnelle ou ne pouvant en « tenir lieu. »

C'est ainsi qu'on ne peut considérer ni comme une pièce de procédure, ni comme un document destiné à servir de pièce justificative ou d'éclaircissement à une affaire, l'avis envoyé par un particulier à un sous-préfet, pour l'aviser de son intention de faire présenter des observations à l'audience d'un conseil de préfecture par tel avocat.

Pareil avis constitue, en effet, une correspondance personnelle, qui a pour objet de porter à la connaissance de qui de droit un renseignement privé (Grenoble, 26 mars 1896, aff. *Morel*).

c) *Factures et relevés.*

109. — L'article 23 de l'arrêté a augmenté dans des proportions considérables le nombre des mentions antérieurement permises sur les factures, en autorisant notamment toutes les mentions relatives au mode de paiement. L'article 24 maintient cependant l'application de la règle générale, en rappelant l'interdiction d'expédier, au tarif réduit, des factures, relevés, bordereaux ou avis d'expédition, rédigés en forme personnelle, ou contenant un texte de lettre ou une formule de salutation, ainsi que des lettres de commande ou des notes de commission. Il importe peu que les énonciations interdites soient manuscrites ou imprimées; dans un cas comme dans l'autre, il y a contravention (Paris, 29 avril 1891, *Gaz. des Trib.* du 20 juin 1891; — Alger, 26 janvier 1895, *Sir.*, 95. 2. 250 et la note, et *Revue algérienne*, 1895).

d) *Documents des compagnies d'assurances.*

110. — Le n° 5 de l'article 22 admet à circuler au tarif des papiers d'affaires, « les polices d'assurances et les « avenants constituant des actes parfaits ». Il les admet, alors même que ces pièces sont revêtues de la seule signature des agents ayant pleins pouvoirs des compagnies, parce qu'il considère que la signature des assurés n'est plus qu'une formalité sans influence sur l'existence des contrats, dont toutes les clauses ont dû être préalablement discutées et arrêtées. La poste se range donc à l'opinion d'après la-

quelle un contrat est formé par l'adhésion de l'une des parties à l'offre de l'autre, même si cette dernière n'a pas encore eu connaissance de l'adhésion.

111. — Peut-on faire rentrer dans les dispositions précitées, soit la proposition d'assurance à une compagnie à prime fixe, soit l'acte d'adhésion aux statuts d'une compagnie mutuelle ?

« Dans les assurances à prime, celui qui désire s'assurer, en fait ordinairement la déclaration, au moyen d'une formule émanée de la compagnie avec laquelle il veut traiter. Cette déclaration reçoit dans la pratique le nom de proposition d'assurance. Ce n'est qu'un acte préliminaire, qui ne lie aucune des parties. » (AGNEL et DE CORNY, *Manuel général des assurances*, n° 60, p. 29.) La proposition d'assurance n'est qu'une simple pollicitation, qui a besoin d'être agréée pour devenir définitive ; elle présente donc bien le caractère de correspondance personnelle appelant nécessairement une réponse, puisqu'il s'agit d'une offre, et l'expédition qui en serait faite à tarif réduit tomberait sous l'application de l'article 9 de la loi du 25 juin 1856, la faveur du tarif réduit étant réservée à l'instrument d'un contrat parfait. (V. Amiens, 15 novembre 1890, D. P. 92. 2. 457 et la note. — V. aussi les conclusions de M. l'avocat général Corentin Guyho dans *Le Droit* des 8-9 décembre 1890.)

112. — En est-il de même pour l'acte d'adhésion, d'où découle le contrat d'assurance dans les compagnies mutuelles ?

« Le contrat d'assurance mutuelle a une forme particulière, qui diffère essentiellement de celle du contrat d'assurance à prime. En effet, dans l'assurance à prime, les statuts ne font la loi que des gérants et des fonctionnaires de

la compagnie ; le lien de droit pour les assurés résulte de la police qui constate la formation du contrat et les conditions stipulées. Dans l'assurance mutuelle, le véritable contrat est celui de société et les conditions en sont contenues dans les statuts, qui peuvent être considérés comme l'acte social, et qui lient tous ceux qui participent aux opérations de la société. L'assurance mutuelle a lieu sans qu'il soit nécessaire de rédiger une police entre l'assureur et l'assuré » (AGNEL et DE CORNY, *op. cit.*, n° 177, p. 118.) Sans doute, il y a, comme dans l'assurance à prime, offre et acceptation, mais dans un ordre inverse ; l'offre vient de la société, l'acceptation vient de l'assuré. Dans l'assurance à prime, l'assuré fait une offre ; dans l'assurance mutuelle, il fait une acceptation, et, à partir de cette acceptation, le lien de droit se trouve formé entre la société et l'assuré. Faut-il en conclure que l'acte d'adhésion est un acte parfait, analogue à la police d'assurance dans une compagnie à prime, qu'il n'a pas, par conséquent, le caractère de correspondance personnelle et qu'il peut bénéficier du tarif réduit des papiers d'affaires, sinon en vertu du n° 5 de l'article 22 de l'arrêté du 25 novembre 1893, du moins en vertu de la disposition finale de cet article ?

L'affirmative résulte de plusieurs arrêts de cours d'appel, qui ont motivé leurs décisions sur ce que l'acte d'adhésion ne peut être considéré comme se rattachant à une négociation en vue d'accords ultérieurs, mais qu'il implique, au contraire, un accord commun, dont il n'est que la réalisation, qu'il constitue l'acceptation formelle d'une pollicitation (Rennes, 27 mai 1891, D. P. 92. 2. 459 ; — Orléans, 17 novembre 1891, *ibid.*, 461 ; — Caen, 19 décembre 1891, *ibid.*, 462).

Mais la négative a triomphé devant la Cour de cassation. Les arrêts précités ne tiennent pas compte, en effet, d'un

élément du contrat dans l'assurance mutuelle : l'agrément de la société, faisant connaître à l'adhérent que son adhésion est acceptée, et qu'il est devenu sociétaire, ou la notification par la société à l'adhérent, que son adhésion est rejetée. (V. CLÉMENT, *Des Assurances mutuelles*, p. 126; AGNEL et DE CORNY, *op. cit.*, n° 177, p. 128-129.)

A cet égard, l'acte d'adhésion dans l'assurance mutuelle constitue, comme la proposition dans l'assurance à prime, l'entrée en relation avec la société; il est le premier terme d'une correspondance par laquelle l'adhérent demande, offre, propose à la société de devenir sociétaire. Cette correspondance appelle une réponse, qui sera, ou la notification du rejet, ou l'avis d'acceptation, ou simplement l'envoi d'une police. On ne peut pas dire que le contrat est devenu parfait par l'adhésion, il ne le devient que lorsque la société a répondu. Autrement, l'envoi même de la police serait inutile et sans objet, et le premier venu pourrait s'imposer à la société, contrairement au principe de la mutualité qui est constituée *intuitu personæ*. Enfin, en matière postale comme en matière d'enregistrement, la preuve ou l'instrument du contrat se confond avec le contrat lui-même, et l'instrument ou l'acte qui n'établit pas à lui seul l'existence d'une convention ferme et synallagmatique, ne peut jamais être taxé comme un contrat parfait entre les parties.

L'envoi d'un acte d'adhésion au tarif des papiers d'affaires tombe donc, comme l'envoi d'une proposition d'assurance, sous le coup des dispositions pénales de l'article 9 de la loi du 25 juin 1856. La contravention existe sans qu'il y ait lieu de distinguer entre l'expédition faite directement par l'adhérent à la société, et l'expédition faite par l'intermédiaire d'un agent local (Cass., 25 novembre 1892, D. P. 94. 1. 87 et s., 1^{re} et 3^e espèces). Elle existe également s'il s'agit d'un acte d'adhésion qui ne vaut que comme l'expres-

sion du désir de devenir associé et ne lie pas la société (Cass., *ibid.*, *ibid.*, 1^{re} espèce), ou d'un acte pour lequel la signature de l'agent local qui le reçoit, est exigée pour la régularité de l'adhésion (Cass., 25 novembre 1892, aff. *Leprunier et Paisant*, B. P. T. 1892, p. 1220), ou encore d'un acte qui produit immédiatement certains effets en attendant la décision de la société (Cass., 25 novembre 1892, D. P. 94. 1. 87 et s., 2^e espèce).

e) *Pièces de comptabilité, bordereaux et autres documents de service des compagnies et maisons industrielles et commerciales.*

113. — Pour se rendre compte de ce que comprend la formule du n° 6 de l'arrêté du 25 novembre 1893, formule qui est conçue en termes aussi larges que les formules des n°s 2 et 7 du même article, il faut, ici encore, en rapprocher la disposition finale de l'article : « Et généralement « tous les objets et papiers manuscrits ne présentant aucun « caractère de correspondance personnelle ou ne pouvant « en tenir lieu. » C'est là, en effet, un criterium général qui résume et éclaire toutes les dispositions de détail : la pièce doit avoir perdu tout caractère de personnalité et d'actualité. Il ne s'agit donc pas au n° 6 de l'article 22 de toute espèce de documents de service, mais seulement de pièces de comptabilité ou de pièces justificatives fournies à l'appui d'opérations déjà faites et terminées. C'est ainsi, par exemple, que l'agent d'une compagnie, le représentant d'une maison de commerce, peut expédier à ses mandants, au tarif réduit des papiers d'affaires, le dossier de sa gestion passée. Mais si, en expédiant des pièces quelconques, il a l'intention de consulter sa compagnie ou sa maison, même au nom de tiers de qui les pièces émanent, il est dans la situation

d'un correspondant ordinaire, et il doit affranchir au tarif plein les pièces expédiées, sous peine de contrevenir à l'article 9 de la loi du 25 juin 1856. (Comp. Poitiers, 30 décembre 1886, D. P. 87. 2. 53 et la note.)

f) *Lettres de date ancienne.*

114. — Ces objets sont prévus au n° 12 de l'article 22 de l'arrêté du 25 novembre 1893.

Pour savoir si une lettre est de date ancienne, il faut s'attacher, non pas tant à sa date d'expédition rapprochée de celle de sa réexpédition, qu'au caractère d'actualité et de personnalité qu'elle présente pour le tiers à qui elle est réexpédiée. Ce n'est point, en effet, la date d'expédition elle-même qui donne à une lettre le caractère d'ancienneté, et il est constant qu'une lettre peut devenir ancienne dès le jour de son arrivée entre les mains du destinataire, par le fait seul qu'elle n'offre d'intérêt actuel et direct que pour celui-ci. Au contraire, une lettre ne peut pas être considérée comme ancienne, quelle que soit sa date, si elle a pour le tiers à qui elle est réexpédiée l'intérêt réel et direct qu'elle avait déjà pour le premier destinataire, et si elle a conservé pour lui son caractère d'actualité et de personnalité.

Il faut donc entendre par lettres de date ancienne seulement les lettres qui ont rempli l'objet en vue duquel elles étaient adressées primitivement, et dont la réexpédition ne peut tenir lieu, en aucun cas, d'une lettre que, sans cette réexpédition, le premier destinataire serait obligé d'adresser au second destinataire. (En ce sens : Cass., 25 novembre 1892, D. P. 94. 1. 87 et suiv., 1^{re} et 3^e espèces ; — Nancy, 11 novembre 1891, B. P. T. 1892, p. 13.)

g) *Effets de commerce.*

115. — Les seules mentions autorisées sur les effets de commerce sont celles prévues par les articles 110 et 188 du Code de commerce (art. 22, 13°, de l'arrêté du 25 novembre 1893). L'article 110 concerne la lettre de change¹ et l'article 188, le billet à ordre. Nous les reproduisons ici :

« Art. 110. — La lettre de change est tirée soit d'un lieu sur un autre, soit d'un lieu sur le même lieu. Elle est datée ; elle énonce : la somme à payer ; le nom de celui qui doit payer ; le lieu et l'époque où le paiement doit s'effectuer ; la valeur fournie en espèces, en marchandises, en compte ou de toute autre manière. Elle est à l'ordre d'un tiers ou à l'ordre du tireur lui-même. Si elle est par 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e, etc., elle l'exprime. »

« Art. 188. — Le billet à ordre est daté. Il énonce : la somme à payer ; le nom de celui à l'ordre de qui il est souscrit ; l'époque à laquelle le paiement doit s'effectuer ; la valeur qui a été fournie en espèces, en marchandises, en compte ou de toute autre manière. »

L'article 22, 13°, de l'arrêté de 1893, ne parlant pas de l'acceptation et de l'aval donné sur le titre même, il faut soutenir que ces mentions ne peuvent figurer sans contravention sur une lettre de change affranchie au tarif réduit. La lettre de change, en effet, qui est un écrit en forme de véritable lettre missive, n'a pu être exceptée de la prohibition générale de l'article 9 de la loi du 25 juin 1856 que par un arrêté d'autorisation, dont les dispositions sont essentiellement limitatives. La même interdiction s'applique au

1. Dans l'usage et surtout pour le petit commerce, la lettre de change prend le nom de *traite* ou *mandat*.

billet à ordre pour les mentions relatives à l'aval (art. 187, C. com.).

Ainsi, un billet à ordre ou une lettre de change ne peuvent circuler par la poste, au tarif réduit des papiers de commerce, s'ils contiennent des indications autres que celles prévues par la loi commerciale, comme constituant les éléments essentiels du titre. Spécialement, sont interdites, sur une traite affranchie à prix réduit, les mentions relatives à la clause de *retour sans frais* et celles relatives aux motifs du refus de paiement à présentation. En effet, les premières, qui signifient qu'en cas de non-paiement il n'y aura ni poursuites, ni protêt, prévoient et règlent à l'avance un incident de recouvrement, et tiennent lieu d'un avis spécial qui devrait être expédié par une lettre séparée. (Comp. Cass., 10 janvier 1889, aff. *Mallet*, D. P. 89. 1. 172.) De même, les mentions concernant les motifs du refus de paiement, telles que *motiver le refus*, ou *refus motivé*, ne constituent pas une clause ou une modalité du contrat intervenu entre les parties, mais bien une communication absolument personnelle au destinataire, faite en vue de régir uniquement ses rapports particuliers avec l'expéditeur. En pratique, d'ailleurs, de pareilles mentions sont souvent remplacées par une lettre adressée au débiteur et dont la formule est ainsi conçue : « Veuillez prendre note que nous dis-
« posons sur vous de telle somme en notre traite, sauf
« avis contraire, que nous vous prions de motiver. » Les mentions relatives au refus de paiement appellent nécessairement une réponse du tiré au moment de la présentation et du refus de la traite. Cet échange de demande et de réponse caractérise donc, au plus haut point, la correspondance prohibée par la loi dans les papiers de commerce expédiés au tarif de faveur (Cass., 4 décembre 1890, D. P. 9. 1. 141).

116. — Malgré les termes généraux du n° 13 de l'article 22 de l'arrêté de 1893, qui paraissent mettre sur la même ligne les effets *échus* et les effets *à échoir*, il faut pourtant admettre que, dans certaines circonstances, les effets échus qui contiennent d'autres énonciations que celles prévues par les articles 110 et 188 du Code de commerce, peuvent circuler au tarif réduit. En effet, ils ont alors perdu tout caractère d'actualité et de personnalité et rentrent, par suite, dans la catégorie des objets prévus, soit au n° 2 (titres de toute nature mis ou à mettre à l'appui des actes ou dossiers), soit au n° 6 (pièces de comptabilité), soit au n° 7 (titres de toute nature servant de pièces justificatives à une affaire quelconque), soit enfin au n° 12 de l'article 22 de l'arrêté de 1893 (lettres de date ancienne).

E. Échantillons.

117. — Les mentions autorisées sur les échantillons sont indiquées par l'article 28 de l'arrêté du 25 novembre 1893 dans les termes suivants : « Les échantillons expédiés isolément ou fixés à des cartes, circulaires, prospectus ou catalogues imprimés peuvent porter, soit sur eux-mêmes, soit sur des étiquettes jointes à ces objets, ou sur les cartes, circulaires, etc., auxquelles ils sont fixés, l'indication du nom ou de la raison sociale de l'envoyeur, son adresse, des numéros d'ordre et des prix, ainsi que toutes les indications imprimées ou même manuscrites y relatives, et n'ayant aucun caractère de correspondance personnelle. »

On peut, en outre, insérer dans un échantillon ou dans un paquet d'échantillons, soit des imprimés¹, soit des épreu-

1. Non compris les journaux, pour lesquels la taxe est déterminée à la fois par le poids et par le nombre d'exemplaires expédiés, alors que la taxe de tous les autres imprimés est calculée, comme pour les échantillons, d'après le poids seul.

ves corrigées, soit des papiers de commerce ou d'affaires, présentant les mentions autorisées respectivement sur chacun de ces objets. C'est ce qui résulte de l'article 32 de l'arrêté de 1893 qui dispose : « Lorsque des imprimés sont
« placés sous une même bande ou enveloppe, avec des échan-
« tillons et des papiers d'affaires ou épreuves corrigées, ils
« ne sont pas affranchis séparément. Le montant du port à
« percevoir est déterminé d'après le tarif qui doit donner,
« à raison du poids total, la taxe la plus élevée. »

F. Boîtes de valeurs déclarées.

118. — Aucune disposition n'autorise spécialement des mentions sur ou dans les boîtes renfermant des valeurs déclarées. Il n'est pourtant pas douteux, surtout depuis que la loi du 13 avril 1892 a assimilé ces objets aux échantillons en ce qui concerne le tarif d'affranchissement proprement dit, que l'article 30 de l'arrêté du 25 novembre 1893 leur est applicable. Cet article, qui autorise certaines mentions sur tous les objets postaux admis au tarif réduit, a, en effet, un caractère absolument général. Il est ainsi conçu :
« Tous les objets admis à circuler à prix réduit peuvent
« porter extérieurement ou intérieurement l'indication im-
« primée ou manuscrite des noms, qualités, professions et
« adresses des envoyeurs et des destinataires, ainsi que la
« date de leur expédition et la signature de l'envoyeur. »

Quant aux objets qu'il est permis d'insérer dans les boîtes de valeurs déclarées, ce sont les mêmes que ceux qui peuvent être insérés dans les échantillons (loi du 25 janvier 1873, art. 9 *in fine*; — loi du 13 avril 1892, art. 5, et arrêté du 25 novembre 1893, art. 7 *cbn.*; — *suprà*, nos 90 et 117).

Dira-t-on que tous les objets admis à circuler à prix réduit doivent être expédiés de telle façon qu'ils puissent être vé-

rifiés facilement, et que cette condition ne saurait être remplie lorsqu'il s'agit d'une boîte de valeurs déclarées qui circule close et cachetée ? L'objection n'est pas péremptoire, car l'administration a le droit de vérifier les boîtes de valeurs déclarées en présence des destinataires (loi du 25 janvier 1873, art. 9 *in fine*). Quoi qu'il en soit, il ne semble pas possible d'étendre l'interdiction au delà des termes mêmes de la loi, qui se borne à prohiber l'insertion des *lettres* dans les boîtes de valeurs déclarées. La question n'offre d'ailleurs d'intérêt que pour les factures. Or, en fait, l'administration des postes a toujours admis leur insertion.

G. Colis postaux.

119. — Pour les colis postaux, il n'est fait aucune exception à la règle générale de la prohibition édictée par l'article 9 de la loi du 25 juin 1856, dont la formule est reproduite par l'article 4 de la loi du 12 avril 1892.

Ce dernier article ne parle expressément que de l'insertion de correspondance *dans* les colis postaux, et ne vise que les notes *manuscrites* ayant le caractère de correspondance personnelle, mais nous savons qu'en matière d'abus de tarif réduit, il importe peu que l'annotation ayant un pareil caractère soit écrite sur la suscription de l'envoi, plutôt qu'à l'intérieur, et qu'il n'y a pas de distinction à faire entre la mention illicite manuscrite et celle qui est imprimée ou obtenue à l'aide d'un procédé graphique quelconque (*suprà*, nos 92 et 94). Le but recherché par le législateur, en 1892 comme en 1856, a été, en effet, d'empêcher que le public, en usant des avantages attachés à un transport effectué à prix réduit, ne puisse en abuser pour échanger de la correspondance personnelle.

Aucune mention ne doit donc figurer *sur* ou *dans* un

colis postal, à l'exception cependant de celles indiquées à l'article 30 de l'arrêté du 25 novembre 1893, qui constitue le droit commun pour tous les objets admis à circuler à tarif réduit, et doit, dès lors, être étendu aux colis postaux (*suprà*, n° 118).

120. — Il est licite, en outre, de joindre à des colis postaux des objets qui ne rentrent pas dans le monopole postal, puisque ces objets peuvent constituer à eux seuls des colis postaux, lesquels ne sont pas compris dans ce monopole. Le caractère d'objets postaux n'a, en effet, été attribué aux colis postaux, de même qu'il l'a été aux échantillons, que pour faciliter, autant que possible, le transport des petits colis, en appliquant à ces expéditions tous les avantages d'économie, de rapidité et de sécurité que donnent les services postaux. Mais il est certain que les particuliers sont toujours libres d'user de tel moyen de transport qu'ils jugent à propos, pour les objets qui échappent au privilège de la poste. Il faut d'ailleurs retenir que, si plusieurs objets sont groupés pour former un colis postal, chaque objet doit, envisagé isolément, satisfaire à la condition de ne pas rentrer dans le monopole postal. Par exemple, des papiers de commerce ou d'affaires ne peuvent constituer un colis postal ou être insérés dans un colis postal, que s'ils dépassent le poids d'un kilogramme (arrêté du 27 prairial an IX, art. 1 et 2). Une exception existe cependant pour les factures. Elle est prévue par l'article 12 *in fine* de la convention internationale de Vienne du 4 juillet 1891, applicable aux colis postaux de l'intérieur, en vertu de l'article 12 de la convention du 15 janvier 1892, conclue entre l'État et les compagnies de chemins de fer. Cet article dispose : « Il est permis « d'insérer dans l'envoi la facture ouverte, réduite aux énonciations constitutives de la facture. » Ces énonciations nous

paraissent devoir être, au moins quand il s'agit de colis postaux du service intérieur, toutes celles qu'énumère l'article 23 de l'arrêté du 25 novembre 1893. (V. *suprà*, n° 109.)

121. — Il reste à examiner la question de savoir comment doit être conditionné un colis postal formé, en tout ou en partie, d'imprimés, de journaux, etc. Nous verrons, en effet, que les colis postaux doivent, autant que possible, aux termes des règlements administratifs, être *clos et cachetés* (*infra*, n° 124). D'autre part, nous savons que l'article 8 de la loi du 6 avril 1878 n'a excepté du monopole les imprimés, journaux, recueils, annales, etc., qu'à la condition d'être expédiés en paquets *non cachetés et faciles à vérifier*. Comment concilier ces dispositions? On pourrait soutenir qu'un règlement administratif ne saurait avoir pour effet de modifier une loi, et que, par conséquent, des journaux ou des imprimés expédiés comme colis postaux ne doivent pas être clos et cachetés. L'opinion contraire nous paraît préférable. Dès lors, en effet, que les journaux et les imprimés peuvent circuler légalement comme colis postaux, ils peuvent être expédiés aux conditions spéciales à ces envois.

Quoi qu'il en soit, remarquons que la question ne peut pas se poser pour les paquets de papiers de commerce ou d'affaires de plus d'un kilogramme, expédiés comme colis postaux, car ils ne font l'objet d'aucune disposition analogue à celle de l'article 8 de la loi du 6 avril 1878.

§ 4. — CONSTATATION DE LA CONTRAVENTION

A. Droit de vérification.

122. — La défense d'expédier de la correspondance personnelle à tarif réduit, a pour corollaire le droit, pour les

agents des postes, de prendre connaissance des objets circulant à ce tarif sans qu'il puisse y avoir violation du secret des correspondances. Ce droit de vérification est absolu pour les journaux, imprimés, échantillons et papiers de commerce ou d'affaires, puisque ces objets ne peuvent bénéficier du tarif réduit qu'à la condition d'être expédiés sous bandes mobiles, sous enveloppes ouvertes, ou sous un simple tour ou croisé de ficelle, mais toujours de manière à permettre « qu'ils soient facilement vérifiés » (lois du 25 juin 1856, art. 6, du 6 avril 1878, art. 8, du 8 juillet 1882, art. 14)¹. La vérification peut être faite soit au départ, soit à l'arrivée, soit même en cours de transport, car il n'est pas nécessaire qu'elle ait lieu en présence de l'expéditeur ou du destinataire.

123. — Pour les boîtes contenant des valeurs déclarées, la vérification ne peut être faite qu'à l'arrivée et en présence du destinataire. C'est ce qui résulte de l'article 9 *in fine* de la loi du 25 janvier 1873 : « L'administration peut vérifier « le contenu de ces boîtes en présence du destinataire, lorsqu'elle le juge convenable². »

124. — Quant aux colis postaux, il semble que la vérification qui en serait faite exclusivement dans le but de recher-

1. L'arrêté du 25 novembre 1893 indique des conditions exceptionnelles d'emballage pour certains échantillons (art. 26).

2. La question de vérification ne pouvait pas se poser avant 1873, puisqu'alors les objets précieux admis à circuler par la poste étaient présentés à découvert aux guichets des bureaux de poste pour y être estimés contradictoirement entre les envoyeurs et les agents des postes, puis placés dans des boîtes, qui étaient scellées du cachet des expéditeurs et du cachet de la poste. La loi de 1873, en disposant que les boîtes renfermant des valeurs seraient déposées closes d'avance par les expéditeurs, a supprimé les difficultés et les lenteurs résultant de l'ancien système, mais elle a dû réserver formellement le droit de vérification de l'administration.

cher s'ils contiennent des lettres ou notes de correspondance, est impossible en fait, sinon en droit.

D'une part, en effet, le service des colis postaux est, en principe, assuré par les compagnies de chemins de fer (convention du 15 janvier 1892, approuvée par la loi du 12 avril 1892, et convention du 12 novembre 1896, approuvée par la loi du 17 juillet 1897), le dépôt et la livraison n'ayant lieu dans les bureaux de poste que si les compagnies n'ont pas, dans le lieu de dépôt ou dans celui d'arrivée, une gare ou un bureau de correspondance, et si ces bureaux de poste sont desservis par des courriers de dépêches en voiture (règlement du 20 juin 1892 relatif à l'exécution du service des colis postaux par les bureaux de poste, B. P. T. 1892, p. 423).

D'autre part, les colis postaux ne doivent pas, comme les autres objets postaux circulant à tarif réduit, être obligatoirement conditionnés de façon à pouvoir être vérifiés facilement. C'est ce qui résulte de l'article 1^{er}, § 2, du règlement du 20 juin 1892, où on lit : « Dans les relations internationales, le colis postal doit, sous peine de refus, être scellé
« par un cachet à la cire, par un plomb ou un autre moyen,
« avec empreinte ou marque spéciale de l'expéditeur. L'ap-
« position de cachets, de plombs, etc., n'est pas obligatoire
« pour les colis ordinaires du régime intérieur, mais cette
« mesure de précaution doit être recommandée au public. » (V. les mêmes dispositions dans l'article 1^{er}, § 5, du règlement pour l'exécution du service des colis postaux par les compagnies de chemins de fer, B. P. T. 1892, p. 723.)

Qu'est-ce à dire ? sinon que la vérification des colis postaux ne peut pas être effectuée dans le seul but d'assurer le respect de l'article 4, 1^o, de la loi du 12 avril 1892, aucun texte n'autorisant cette vérification, ainsi que cela existe pour les boîtes renfermant des valeurs.

Généralement, les contraventions de l'espèce seront constatées à l'occasion de vérifications faites par les employés de l'octroi, ou à la suite du refus de prendre livraison de colis prétendus spoliés en cours de route, et dont l'ouverture aura été effectuée sur la demande des destinataires, en présence d'agents des postes ou d'agents de l'autorité ayant qualité pour constater les contraventions. Mais il faut reconnaître que l'infraction pour insertion, dans un colis postal, d'une lettre ou note ayant le caractère de correspondance personnelle, reste le plus souvent impunie, la constatation ne pouvant en être faite directement et étant presque toujours le résultat d'une circonstance fortuite.

B. Pénalités.

125. — La peine encourue pour usage abusif d'un tarif réduit ou spécial est l'amende de 150 à 300 fr. édictée par l'arrêté du 27 prairial an IX, auquel renvoient toutes les lois qui prévoient les divers cas de contravention pour abus de tarif réduit. Cette amende peut être abaissée jusqu'à 16 fr., suivant les circonstances, en vertu du décret du 24 août 1848 (art. 8), et portée à 3,000 fr. en cas de récidive, conformément à la loi du 22 juin 1854 (art. 22), le tout sous réserve du droit de transaction de l'administration. Elle profite exclusivement à l'administration, sans partage avec le service des enfants assistés et les agents verbalisateurs¹.

1. Voir les explications que nous avons données au sujet de la non-répartition de l'amende encourue pour abus de franchise (*suprà*, n° 86).

CHAPITRE V

INSERTION DE VALEURS PROHIBÉES

§ 1^{er}. — NOTIONS GÉNÉRALES SUR LE TRANSPORT DES VALEURS PAR LA POSTE

126. — Aussitôt qu'on voit en France le service des postes fonctionner régulièrement, on constate la tendance des particuliers à vouloir l'utiliser pour le transport de l'or, de l'argent, des bijoux et autres objets précieux. Mais de pareils transports ne furent autorisés qu'à découvert (articles d'argent et valeurs cotées, *suprà*, n^{os} 16 et 18), et ce n'est que vers le milieu de ce siècle, que l'insertion de valeurs dans les objets eux-mêmes est devenue licite.

C'est dans le règlement du 16 octobre 1627 qu'apparaît, pour la première fois, la prohibition d'insérer dans les lettres, « de l'or, de l'argent, des pierreries et autres choses « précieuses ». Cette interdiction fut levée en partie par un arrêt du Conseil du 13 mai 1786, qui autorisa formellement l'insertion, dans les lettres *chargées*¹, des billets de la caisse d'escompte et autres effets. Mais le décret des 23 et 24-30 juillet 1793 sur l'organisation des postes et messageries

1. La faculté pour les particuliers de soumettre leurs lettres à la formalité du *chargement* résulte de l'article 6 de la déclaration du 8 juillet 1759, où on lit : « Voulons que ceux qui jugeront à propos de faire charger des lettres, « paquets de lettres et papiers, les consignent auxdits fermiers, directeurs et « commis, qui en chargeront leurs lettres d'avis. »

rétablit la prohibition absolue d'insérer des valeurs dans les lettres chargées ou non, pour n'autoriser que le chargement à découvert, de toutes sommes et valeurs en assignats, en or et argent monnayé ou non (art. 37). Cette défense fut renouvelée par les lois du 6 messidor an IV (art. 8) et 5 nivôse an V (art. 16) dans les termes suivants : « Nul ne pourra insérer, dans les lettres chargées ou autres, ni papier-monnaie, ni matières d'or et d'argent, ni bijoux. »

127. — Ces prohibitions, d'ailleurs dépourvues de toute sanction, étaient sans inconvénient à l'époque où elles furent édictées, car les valeurs-papiers étaient alors peu nombreuses, et le public trouvait dans l'institution des valeurs cotées et celle des articles d'argent, des moyens faciles et pratiques de faire transporter par la poste les valeurs de tous genres. Une réforme s'imposa, quand on fut amené à constater qu'au mépris de l'interdiction légale, et comme conséquence d'une situation résultant de l'augmentation des valeurs-papiers existantes et de la création d'une quantité considérable de nouvelles valeurs, près de 3 milliards de ces valeurs circulaient par la poste, insérées, soit dans les lettres chargées, soit dans les lettres ordinaires. (V. le rapport de M. O'Quin sur la loi du 4 juin 1859, *Moniteur* du 9 avril.) La loi du 4 juin 1859 réalisa cette réforme, 1° en autorisant l'insertion des valeurs-papiers, avec faculté de faire la déclaration de certaines de ces valeurs, afin de s'assurer, en cas de perte, le remboursement intégral des valeurs déclarées, et 2° en maintenant la prohibition de la loi de nivôse an V pour les lettres ordinaires seulement, prohibition sanctionnée, cette fois, pénalement.

Cependant cette loi laissait subsister, à côté du chargement avec déclaration de valeurs, le chargement simple, qui avait l'inconvénient de ne pouvoir s'appliquer qu'aux

lettres, tout en comportant les mêmes formalités que le chargement avec déclaration de valeurs. La loi du 25 janvier 1873 a complété l'œuvre de la loi de 1859; elle a supprimé le chargement simple pour lui substituer la *recommandation*, qu'elle déclare applicable aux lettres renfermant ou non des valeurs et aux objets de toute nature dépourvus de valeur en eux-mêmes, mais ayant pourtant, à des titres divers, de l'importance pour les expéditeurs¹.

Elle a, de plus, accompli une autre réforme, en assimilant les objets qui circulaient autrefois sous le nom de valeurs cotées, aux lettres renfermant des valeurs déclarées.

Enfin, la loi du 12 avril 1892, portant approbation de la convention du 15 janvier précédent, relative au service des colis postaux, a complété très heureusement les moyens mis à la disposition du public pour le transport des valeurs par la poste, en admettant l'insertion des espèces monnayées dans les colis postaux avec déclaration de valeurs.

Aujourd'hui, toutes les valeurs, de quelque nature qu'elles soient, peuvent donc être insérées dans des objets postaux, mais à des conditions, et moyennant l'accomplissement de formalités, qui varient suivant les valeurs et suivant les objets. L'inobservation de ces conditions ou formalités constitue une contravention, et c'est à juste titre que cette contravention est sanctionnée par une peine, car le public

1. La recommandation fut instituée d'abord pour les lettres à destination de Paris (ordon. du 11 janvier 1829), puis étendue à toutes les lettres, quelle qu'en fût la destination (ordon. du 21 juillet 1844). Elle donnait lieu aux mêmes formalités que le chargement. Le décret du 24 août 1848 (art. 4) assimila les lettres chargées aux lettres recommandées et la loi du 20 mai 1854 les confondit les unes et les autres sous la dénomination de *lettres chargées*. La loi du 25 janvier 1873 a rétabli la distinction, en simplifiant les formalités pour les lettres recommandées, qui ne comportent plus la fermeture hermétique, au moyen de cachets portant des initiales, et la pesée exacte par l'agent de la poste.

ayant à sa disposition les moyens de faire transporter par la poste toute espèce de valeurs, n'a plus aucune raison de chercher à se soustraire au paiement des diverses taxes¹ applicables à ces transports. S'il s'agit, en effet, de billets de banque ou autres valeurs payables au porteur, il a la lettre chargée ou la lettre recommandée; s'il s'agit de matières d'or ou d'argent, de bijoux et autres effets précieux, il a la boîte ou le colis postal avec valeur déclarée; s'il s'agit d'espèces monnayées, il a le colis postal portant déclaration de valeurs. Quant aux valeurs non payables au porteur, nous verrons qu'elles peuvent circuler librement dans tout objet postal (*infra*, n° 130).

§ 2. — CONTRAVENTION

A. Cas où elle existe.

128. — L'interdiction d'insérer des valeurs dans les objets circulant par la poste est relative, puisque telle valeur qui ne peut être insérée dans un objet, peut l'être dans un autre. Les valeurs, dont l'insertion est prohibée, diffèrent donc suivant les catégories d'objets postaux, et il est, par suite, nécessaire d'examiner séparément chaque catégorie au point de vue de la prohibition. Nous adopterons l'ordre suivant : lettres et objets ordinaires, lettres chargées², lettres et autres objets recommandés, chargements en franchise, colis postaux.

1. Droits (fixe ou proportionnel) venant s'ajouter à la taxe postale, dont les objets où sont insérées des valeurs sont passibles, suivant leur nature.

2. Cette dénomination ne doit plus être employée que pour désigner les lettres chargées avec déclaration de valeurs, depuis la loi du 25 janvier 1873 qui, en réorganisant l'institution de la recommandation, a fait disparaître la distinction, créée par la loi du 4 juin 1859, entre les lettres chargées avec déclaration de valeurs et les lettres chargées simples.

a) *Lettres et objets ordinaires.*

129. — Les valeurs, dont l'insertion est interdite dans les lettres ordinaires, sont énumérées dans les articles 1 et 9 de la loi du 5 juin 1859, ainsi conçus :

« Art. 1^{er}. — L'insertion, dans une lettre, de billets de « banque ou de bons, coupons de dividendes et d'intérêts « payables au porteur est autorisée jusqu'à concurrence de « 2,000 fr. (10,000 fr. depuis la loi du 25 janvier 1873), et « sous la condition d'en faire la déclaration.

« Art. 9. — Est punie d'une amende de 50 à 500 fr. : « 1° l'insertion, dans les lettres, de l'or, ou de l'argent, des « bijoux et autres effets précieux ; 2° l'insertion des valeurs « énumérées dans l'article 1^{er} de la présente loi dans les « lettres non chargées (*non recommandées*) ou non soumises « aux formalités prescrites par les articles 2 et 3¹. »

Quand il s'agit des valeurs indiquées au n° 1 de l'article 9 (or, argent, bijoux, etc.), il ne peut plus y avoir de difficulté sur ce qui constitue la contravention depuis que l'arrêté ministériel du 25 novembre 1893 a décidé (art. 24) qu'on ne devait pas comprendre dans la catégorie des bijoux ou objets précieux, les broderies ou passementeries dites d'or ou d'argent, dont la partie principale est composée d'une chaîne en soie ou en coton, ni les bijoux faux, y compris les bijoux dorés ou argentés ou plaqués d'or ou d'argent, tels que le doublé et le ruolz.

130. — Il est plus difficile de déterminer les valeurs-papiers dont l'insertion est prohibée dans les lettres ordinaires. Ce sont, dit le n° 2 de l'article 9, celles dont l'inser-

1. Ce sont les formalités de la déclaration.

tion est autorisée dans les lettres chargées, à savoir : « les « billets de banque ou bons, coupons de dividendes et d'intérêts payables au porteur ».

Remarquons, d'abord, que cette énumération n'est pas limitative et que l'interdiction s'applique à toutes les valeurs *payables au porteur*. Nous verrons, en effet, que l'article 9, 2°, de la loi du 25 janvier 1873 édicte la même prohibition en se servant simplement des expressions générales « valeurs payables au porteur ». On retrouve les mêmes expressions « valeurs payables au porteur » dans le projet de loi de finances de l'exercice 1899¹.

Dans le langage de la poste, les expressions *valeurs au porteur* et *valeurs payables au porteur* ont donc un sens différent, et il faut rechercher ce qu'a entendu le législateur par *valeurs payables au porteur*, puisque ces dernières seules ne peuvent être insérées dans les lettres ordinaires.

131. — Ce que la loi a voulu prohiber, c'est l'insertion des valeurs faisant office de monnaie, et susceptibles d'être sur l'heure converties en numéraire, sans autre formalité que celle de la présentation. Tels sont les billets de banque, les bons, les coupons de dividendes ou d'intérêts payables au porteur et *arrivés à échéance*. Telles sont également les actions industrielles, dont l'intérêt et le dividende ne se recouvrent pas sur la remise d'un coupon, mais se paient au porteur, moyennant la simple représentation des titres, sur lesquels ce paiement est constaté par l'apposition d'un timbre spécial. Toutefois, l'introduction de ces titres dans les lettres ordinaires n'est interdite qu'autant que l'intérêt ou le dividende qu'ils produisent, sont échus et immédiatement recouvrables. Dans tous les autres cas, les titres au

1. V. n° 131.

porteur, de quelque nature qu'ils soient, même ceux qui contiennent des coupons à échéances ultérieures, peuvent circuler dans les lettres ordinaires.

L'interdiction, ainsi restreinte aux *valeurs immédiatement réalisables*, suffit pour sauvegarder les intérêts de l'administration, mais le public méconnaîtrait les siens s'il n'avait recours, pour le transport des valeurs au porteur, à la formalité de la recommandation. (V. le rapport de M. O'Quin sur la loi du 4 juin 1859, *Moniteur* du 9 avril.)

En fait, d'ailleurs, le public recommande toujours ses envois de valeurs au porteur; le plus souvent même, il en déclare tout ou partie, sans s'apercevoir que pareille déclaration, dans l'état actuel de la législation, ne peut engager la responsabilité pécuniaire de l'administration. Cette responsabilité, en effet, n'existe, aux termes de l'article 3 de la loi du 4 juin 1859, que pour les valeurs « déclarées conformément à l'article 1^{er} », c'est-à-dire pour les valeurs payables au porteur et non pour les valeurs au porteur. Heureusement, la prochaine loi de finances fera, suivant toute probabilité, disparaître, quant aux valeurs qu'on peut *déclarer* à la poste, la distinction, vraiment trop subtile, entre les valeurs *payables au porteur* et les valeurs *au porteur*¹. Mais cette distinction conserve son intérêt, en ce qui concerne les valeurs dont l'*insertion* est interdite dans les lettres ordinaires, c'est-à-dire les valeurs faisant office de monnaie et réalisa-

1. Voici le texte de la disposition dont l'insertion est proposée dans le projet de loi de finances de l'exercice 1899 : « Est étendue aux valeurs-papiers, au porteur et nominatives, l'autorisation, accordée par les articles 1 de la loi du 4 juin 1859 et 10 de la loi du 25 janvier 1873, d'insérer dans une lettre des billets de banque ou bons, coupons de dividende ou d'intérêts payables au porteur, jusqu'à concurrence de 10,000 fr., à la condition d'en faire la déclaration. »

« Les interdictions stipulées par le § 2 de l'article 9 de la loi du 4 juin 1859 et par le § 2 de l'article 9 de la loi du 25 janvier 1873 précitées, ne sont pas applicables aux valeurs-papiers, non payables au porteur. »

bles immédiatement, sans formalités, ni négociations. À cet égard, elle ne peut guère soulever de protestation, puisqu'elle est favorable à la libre circulation des valeurs.

De ce qui précède, il résulte que les mêmes valeurs, par exemple les coupons d'actions ou d'obligations, sont soumises à des règles différentes selon qu'elles sont échues ou qu'elles ne le sont pas. C'est seulement lorsqu'elles sont échues que leur insertion dans des lettres ordinaires constitue une contravention. Il en est de même pour les actions ou obligations au porteur, selon qu'elles sont sorties à un tirage ou arrivées au terme fixé pour leur remboursement, ou qu'elles ne le sont pas. Dans le premier cas seulement, leur insertion dans des lettres ordinaires est prohibée.

132. — Les *timbres-poste* ne sont pas considérés comme des valeurs payables au porteur, attendu qu'ils ne peuvent pas être repris pour leur valeur, une fois qu'ils ont été vendus. Leur introduction dans les lettres de toute nature demeure donc permise.

133. — Pour les *chèques*, dont l'usage ne s'est répandu en France que postérieurement à la loi de 1859, il y a lieu de distinguer entre les chèques *à ordre*, qui sont des titres nominatifs et qui peuvent, par conséquent, circuler librement dans les lettres ordinaires, et les chèques *au porteur*, qui sont de véritables valeurs payables au porteur et qui ne peuvent, dès lors, être insérées dans les lettres ordinaires (I. G., art. 281, et B. P. T. 1873, p. 68).

134. — Pour les *bons de poste*, la loi du 29 juin 1882 a cru devoir s'expliquer spécialement, en disposant dans son article 3 : « Tout bon de poste présenté au paiement devra « porter, inscrits dans les espaces réservés à cet effet, le

« nom et l'adresse de la personne entre les mains de laquelle
« le paiement doit avoir lieu. L'insertion d'un bon de poste
« qui ne porterait pas cette inscription, dans une lettre non
« recommandée, sera punie d'une amende de 50 à 500 fr.,
« conformément à la loi du 4 juin 1859. » Cette disposition n'était peut-être pas absolument nécessaire, car il résulte de l'économie générale de la loi qui a créé les bons de poste de sommes fixes, que ces titres constituent une véritable monnaie courante, tant qu'un nom de bénéficiaire n'y a pas été inscrit. Ils rentraient donc, de plein droit, dans les valeurs payables au porteur visées par les lois de 1859 et de 1873. (V. le rapport de M. Baihaut du 27 mai 1882, *J. O.*, annexe n° 878, p. 1536, et *infra*, n° 174.)

135. — Les lois de 1859 et de 1882 prohibent l'insertion de l'or, de l'argent, des bijoux et autres effets précieux, des bons de poste en blanc, des billets de banque et autres valeurs payables au porteur, seulement dans les lettres ordinaires ou non recommandées; mais il est certain que l'insertion de ces valeurs dans les objets ordinaires affranchis à prix réduit (échantillons, imprimés, journaux, papiers d'affaires, etc.) est également interdite, à supposer que des particuliers soient assez imprudents et assez peu soucieux de leurs intérêts pour en expédier dans de telles conditions. Nous verrons, en effet (*infra*, n°s 137 et 138), que des objets, même recommandés, ne peuvent contenir les valeurs énumérées ci-dessus. C'est donc en vertu d'un argument *a fortiori*, toujours permis en matière pénale, qu'il faut étendre l'interdiction de l'article 9 de la loi de 1859 et de l'article 3 de la loi du 29 juin 1882, aux objets ordinaires affranchis à prix réduit. (Comp. JACCOTTEY, *op. cit.*, p. 382 et 383.)

b) *Lettres chargées.*

136. — Les matières d'or ou d'argent, les bijoux et autres effets précieux sont les seules valeurs dont l'insertion soit prohibée, sous une sanction pénale, dans les lettres chargées portant déclaration de valeurs. Le mot « lettres » du n° 1 de l'article 9 de la loi du 4 juin 1859 a, en effet, une portée générale et comprend les lettres chargées.

De tout temps, d'ailleurs, les objets dont il s'agit n'ont pu être insérés dans des lettres chargées ou non, et la loi de 1859 n'a rien modifié à cet égard (*suprà*, n° 126). Ce cas de contravention est purement théorique, car on n'aperçoit aucune raison d'expédier des valeurs de l'espèce sous cette forme fragile, puisqu'il existe un autre mode d'envoi (boîte avec valeur déclarée) offrant des garanties plus sûres et entraînant une taxe principale moins élevée¹.

Rappelons ici le cas assez fréquent de valeurs non susceptibles de déclaration, par exemple les titres nominatifs, et qui sont cependant expédiées dans des lettres portant déclaration de valeur. Nous avons déjà fait remarquer que pareille déclaration ne saurait, dans l'état actuel de la législation, engager la responsabilité civile de l'administration (*suprà*, n° 131). Mais entraîne-t-elle la responsabilité pénale du déclarant? Autrement dit, les valeurs non payables au porteur sont-elles prohibées dans les lettres chargées? La négative n'est pas douteuse. En effet, puisque ces valeurs peuvent circuler dans des lettres ordinaires, à plus forte raison le peuvent-elles dans des lettres chargées; la déclaration est, en droit, un fait indifférent, voilà tout. Remarquons pourtant, que l'administration n'hésite jamais à rembourser,

1. Tarif des échantillons (loi du 13 avril 1892).

en cas de perte, les valeurs non payables au porteur, déclarées de bonne foi, de telle sorte que la disposition, qu'elle se propose de faire insérer dans la loi de finances de 1899, viendra simplement consacrer législativement un usage depuis longtemps pratiqué et toléré.

c) *Lettres recommandées.*

137. — Les valeurs dont l'insertion est interdite dans les lettres recommandées sont celles qui ne peuvent circuler dans les lettres chargées portant déclaration de valeurs. Elles sont énumérées dans la loi du 25 janvier 1873 (art. 9, 1^o), qui dispose : « Il est interdit, sous les peines « édictées par l'article 9 de la loi du 4 juin 1859 : 1^o d'insérer « dans les lettres et autres objets recommandés des pièces « de monnaie, des matières d'or ou d'argent, des bijoux ou « autres objets précieux. » Ce texte ne comporte aucune observation.

d) *Objets recommandés autres que les lettres.*

138. — Nous nous bornons à reproduire le n^o 2 de l'article 9 de la loi du 25 janvier 1873, qui complète l'énumération des valeurs dont l'insertion est interdite dans les objets recommandés autres que les lettres, en ajoutant aux valeurs comprises sous le n^o 1 du même article « les billets « de banque ou valeurs payables au porteur ».

e) *Chargements en franchise.*

139. — Les valeurs qui ne peuvent être insérées dans les chargements en franchise sont énumérées dans l'arrêté du 6 juillet 1859, relatif à l'exécution de la loi du 4 juin 1859,

qui dispose : « Art. 16. — Il est expressément défendu, sous « les peines portées par l'article 9 de la loi du 4 juin 1859, « d'insérer dans les chargements en franchise, de l'or, de « l'argent, des bijoux ou autres effets précieux, des billets « de banque ou des bons, coupons de dividendes et d'inté- « rêts payables au porteur. » (B. P. T. 1859, p. 266 et s.) Ce sont donc exactement les mêmes valeurs que celles dont l'insertion est interdite dans les lettres ordinaires (*suprà*, n° 129).

La valeur légale de la disposition précitée est fort contestable, en tant qu'elle édicte une peine pour l'insertion de valeurs payables au porteur dans des correspondances soumises à toutes les formalités du chargement, une pénalité ne pouvant être prononcée que par la loi. Tout ce qu'on peut dire c'est que l'article 16 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 1859, interprétant la loi du 4 juin, a, en ce qui concerne les défenses portées par cette loi, assimilé les chargements en franchise aux lettres ordinaires, comme il les y assimilait au point de vue de la responsabilité pécuniaire de l'administration, en disposant *in fine* : « La perte d'un chargement en « franchise ne donne lieu à aucune indemnité. »

L'interdiction d'insérer des matières d'or et d'argent et des valeurs payables au porteur dans les chargements en franchise comporte, du reste, de nombreuses exceptions indiquées aux articles 51 et suivants de l'ordonnance du 17 novembre 1844 et dans des décisions ministérielles ou décrets postérieurs. (V. ces exceptions au *Manuel des franchises*, éd. 1875, p. LV et s.¹.)

1. Ces exceptions se rapportent, notamment, aux décorations et médailles d'honneur accordées par le gouvernement, et aux valeurs expédiées sous le couvert et le contre-seing des trésoriers-payeurs généraux, des receveurs des finances et des percepteurs.

f) *Colis postaux.*

140. — « Les dispositions de l'article 9 de la loi du 4 juin 1859 sont applicables à l'insertion, dans les colis « postaux *sans déclaration de valeurs*, d'espèces monnayées, « de matières d'or ou d'argent, ou d'autres objets précieux. » Ainsi s'exprime l'article 4, 2°, de la loi du 12 avril 1892 concernant le service des colis postaux. Il en résulte que l'insertion d'aucune valeur n'est prohibée dans les colis postaux *portant déclaration de valeurs*.

Quant aux valeurs qui ne peuvent être insérées dans les colis postaux sans déclaration, c'est-à-dire dans les colis postaux ordinaires, ce sont seulement les espèces monnayées, les matières d'or ou d'argent et les objets précieux. L'insertion dans ces colis de billets de banque ou autres valeurs-papiers payables au porteur ou non resterait donc légalement permise.

Cette conséquence, à laquelle conduit nécessairement l'interprétation restrictive qui doit être appliquée au texte précité, comme à toute disposition pénale, est assurément extraordinaire. Le législateur a sans doute pensé que personne ne songerait à expédier des billets de banque ou toutes autres valeurs-papiers dans un colis postal, et la pratique n'a révélé, jusqu'à présent, aucun fait prouvant qu'il se soit trompé.

En tout cas, nous devons constater que la législation pénale postale présente une anomalie choquante, en admettant l'insertion de valeurs payables au porteur dans un colis postal, alors qu'elle la prohibe dans un échantillon, même recommandé, ou dans une lettre. On ne peut guère prétendre, en effet, que les mots « autres objets précieux » qui figurent avec un sens bien déterminé, exclusif des valeurs-papiers, dans la loi de 1873, puissent comprendre, dans l'ar-

ticle 4, 2°, de la loi du 12 avril 1892, les billets de banque et autres valeurs payables au porteur.

B. Caractères de la contravention.

141. — Ainsi que nous l'avons vu (*suprà*, n° 127), les valeurs de toutes espèces peuvent circuler par la poste ; mais l'insertion de certaines valeurs ne peut avoir lieu que dans certains objets et moyennant l'accomplissement de conditions et formalités déterminées : ce sont les espèces monnayées, les matières d'or ou d'argent et autres effets précieux, les billets de banque et les valeurs payables au porteur. Dès que la présence d'une de ces valeurs est constatée, soit dans un objet où cette valeur ne peut jamais être insérée (par exemple, une pièce d'or dans une lettre ordinaire, recommandée ou chargée), soit dans un objet où cette valeur aurait pu être insérée moyennant certaines conditions et formalités qui n'ont pas été observées (par exemple, un billet de banque dans une lettre ordinaire), il y a contravention.

Ainsi, la loi du 4 juin 1859 a permis l'insertion des billets de banque et autres valeurs payables au porteur dans une lettre confiée à la poste, mais « sous condition d'en faire « la déclaration » (art. 1^{er} *in fine*). Ces mots « d'en faire la « déclaration » ne doivent et ne peuvent s'entendre que d'une déclaration qui est *reçue*, et reçue évidemment au bureau de départ, par un agent des postes à qui la lettre est remise et qui en prend charge, de telle sorte que l'administration est, dès lors, responsable de cette lettre, et n'en sera déchargée que par la remise au destinataire contre reçu (art. 3 de la loi ¹). L'article 2 dispose, il est vrai, que « cette

1. « L'administration des postes est responsable jusqu'à concurrence de « 2,000 fr. (10,000 fr. depuis la loi du 25 janvier 1873), et sauf le cas de

« déclaration doit être portée, en toutes lettres, sur la sus-
« cription de l'enveloppe et énoncer, en francs et centimes,
« le montant des valeurs expédiées », mais cette obligation
est complètement distincte et indépendante de celle qu'é-
dicte l'article 1^{er}. Elle a pour but, en effet, en cas de fraude
dans la déclaration, prévue et punie par l'article 5 (*infra*,
n° 154), de permettre à l'administration d'opposer à l'ex-
péditeur la déclaration qu'il a *portée* lui-même sur l'enve-
loppe, et d'éviter ainsi toute contestation sur le montant
des valeurs déclarées. Elle a pour but également, de signa-
ler aux divers agents entre les mains desquels la lettre doit
passer, l'importance de l'envoi, et de stimuler leur surveil-
lance, qui sera nécessairement d'autant plus grande que
leur responsabilité sera plus considérable.

Il résulte de l'ensemble des dispositions de la loi du
4 juin 1859 et de l'arrêté ministériel du 6 juillet suivant,
pris dans le but d'assurer l'exécution de cette loi, que le
législateur a voulu faciliter le transport des valeurs payables
au porteur (art. 1^{er} et 7 de la loi, art. 1^{er} de l'arrêté), enga-
ger la responsabilité de l'administration des postes concer-
nant les lettres renfermant de pareilles valeurs (art. 3 et 7
de la loi, art. 2, 3 et 10 de l'arrêté); mais, d'un autre côté,
prémunir contre leur propre imprudence les expéditeurs
qui jetteraient dans la boîte, au lieu de les remettre à l'agent
de service, des lettres de cette nature, et prémunir aussi
les agents des postes eux-mêmes contre la tentation de dé-
tournement de lettres qu'ils pourraient supposer contenir
des valeurs, dont le dépôt n'aurait pas été constaté, et
dont, par conséquent, l'administration n'aurait que la res-

« perte par force majeure, des valeurs insérées dans les lettres et déclarées
« conformément aux dispositions des articles 1 et 2 de la présente loi. Elle est
« déchargée de cette responsabilité par la remise des lettres dont le destina-
« taire ou son fondé de pouvoir a donné reçu... »

ponsabilité morale (art. 2 et 9 de la loi, art. 4, 5 et 13 de l'arrêté).

Telle a bien été la volonté du législateur, nettement indiquée lors de la discussion de la loi, et spécialement dans le rapport de M. O'Quin, où on lit : « L'article 2 exige l'inscription en toutes lettres des valeurs expédiées, *la lettre devra être présentée fermée à l'employé des postes* et l'administration exigera sans doute, comme elle le fait déjà pour les lettres chargées, que tous les plis en soient scellés de cachets portant une empreinte spéciale. » (*Moniteur* du 9 avril 1859.)

Il ne suffit donc pas de porter sur une lettre chargée la mention : « Valeur déclarée..... francs », de sceller les plis de l'enveloppe par des cachets en cire, et d'apposer sur cette enveloppe des timbres représentant l'affranchissement, le droit fixe de chargement et le droit proportionnel d'assurance; il faut encore présenter cette lettre à l'employé de service au guichet.

142. — En étendant aux lettres recommandées la faculté d'insertion de valeurs payables au porteur, la loi du 25 janvier 1873, loin de supprimer la formalité de dépôt au guichet, l'a, au contraire, expressément édictée dans son article 3, qui dit : « Les objets recommandés sont *déposés* au « guichet des bureaux de poste. » Il ne peut pas y être suppléé par l'inscription sur une lettre jetée à la boîte, de la mention : « Recommandée ».

Qu'il s'agisse donc de lettres chargées ou de lettres recommandées, dès lors que ces lettres renferment des valeurs payables au porteur, leur dépôt au guichet constitue une formalité obligatoire, dont l'inaccomplissement suffit pour entraîner l'application des peines portées à l'article 9 de la loi du 4 juin 1859; et c'est à tort qu'un expéditeur croit

avoir rempli toutes ses obligations par l'apposition des cachets réglementaires et des timbres suffisants, et par l'inscription de la mention de déclaration ou de recommandation, sur une lettre contenant des valeurs de l'espèce. Cet expéditeur n'échapperait pas à une condamnation, même s'il prouvait que la mise à la boîte de sa lettre est le fait d'un commissionnaire imprudent ou d'un domestique négligent, ayant agi au mépris de ses instructions formelles, car en ne surveillant pas l'exécution de son mandat, il engage sa responsabilité personnelle au point de vue pénal. (Conf. Cass., 5 janvier 1865, D. P. 66. 1. 287 ; — Metz, 20 janvier 1864, *ibid.*, note 3, et 11 mai 1864, D. P. 64. 2. 155 ; — Colmar, 17 avril 1866, D. P. 66. 2. 182 ; — Trib. corr. de Bayonne, 19 septembre 1898, *Gaz. des Trib.* du 26 novembre 1898 et les observations.)

Il est d'ailleurs aisé de comprendre que, de toutes les formalités prescrites par la loi pour l'insertion de certaines valeurs dans les objets postaux, la formalité essentielle est la remise au guichet. Une fois la remise opérée, les autres formalités se trouveront nécessairement remplies, puisque, sans cela, le préposé de l'administration refuserait de donner cours à l'objet qui lui est présenté.

§ 3. — CONSTATATION DES INFRACTIONS

A. Vérification.

143. — La constatation des infractions résultant de l'insertion de valeurs prohibées dans les objets circulant par la poste ne peut être faite, en principe, que par les agents de l'administration, à la suite d'une vérification de ces objets. Cette vérification ne présente aucune particularité, quand elle porte, soit sur des objets affranchis à prix réduit

qui ne peuvent être expédiés qu'à la condition d'être facilement vérifiables, soit sur des boîtes de valeurs déclarées dont le contenu peut être constaté en présence du destinataire, toutes les fois que l'administration le juge convenable, soit enfin sur des colis postaux qui circulent dans des conditions spéciales. La situation est, dans tous ces cas, la même que s'il s'agissait de rechercher des infractions pour abus de tarif réduit. (V. *suprà*, n^{os} 122 et s.)

144. — Mais il en est différemment quand il s'agit de lettres. La constatation de la contravention exige alors beaucoup de circonspection, car, à côté de la prohibition qui doit être respectée, subsiste le principe de l'inviolabilité du secret des lettres, qui doit rester sacré pour tous les agents des postes.

C'est dans cet esprit qu'a été conçu l'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 1859, où on lit ce qui suit : « Les lettres non chargées, que des signes extérieurs signaleraient évidemment comme contenant de l'or ou de l'argent, des bijoux et autres effets précieux, des billets de banque ou des bons, coupons de dividendes et d'intérêts payables au porteur, seront adressées, sous chargement d'office, au préposé du bureau de destination. — Le destinataire sera invité à se rendre au bureau pour procéder à l'ouverture de la lettre. S'il résulte de la vérification qu'elle ne contient pas de valeurs prohibées, elle sera immédiatement rendue au destinataire. Dans le cas contraire, procès-verbal sera dressé de la contravention. . . . »

L'article 396 de l'Instruction générale sur le service des postes dispose également : « Lorsqu'il apparaîtra évidemment qu'une lettre non soumise à la formalité de la recommandation, ou un objet quelconque confié au service des postes, renferme des pièces de monnaie, des effets

« précieux, des bons de poste sans nom de destinataire, des « valeurs payables au porteur, etc. »

Ainsi, la vérification des lettres ne peut avoir lieu qu'en présence de *signes extérieurs* démontrant *évidemment* l'insertion de valeurs prohibées, et ce sont les destinataires eux-mêmes qui doivent ouvrir les lettres ; les agents des postes ne peuvent en aucune façon prendre connaissance eux-mêmes du contenu des enveloppes. (V. Cass., 15 juillet 1869, D. P. 70. 1. 137.)

145. — Qu'est-ce donc qu'il faut entendre par signes extérieurs évidents, démontrant la présence de valeurs prohibées dans une lettre ?

Remarquons tout d'abord que pour les lettres remises au guichet la contravention sera rarement constatée. Quand l'agent de service s'aperçoit, en effet, qu'une lettre qu'on lui remet renferme des valeurs dont l'insertion est prohibée, il doit se borner à inviter l'expéditeur à retirer ces valeurs. Ce cas existe notamment lorsqu'une lettre, soumise à la formalité du chargement, renferme une pièce de monnaie dont la présence se révèle au simple toucher.

La question posée n'a donc d'intérêt que pour les lettres jetées à la boîte ; c'est purement une question de fait, qu'il faut laisser à l'appréciation des agents des postes. Pourtant, la contravention ne doit pas être trop facilement présumée. La pratique a démontré, notamment, qu'un affranchissement supérieur à celui d'une lettre ordinaire, que la mention « Recommandée », que l'apposition de plusieurs cachets en cire, ne constituent pas des signes extérieurs évidents d'insertion illicite de valeurs, et qu'il n'y a pas lieu de provoquer la vérification de lettres présentant ces signes. (V. instr. n° 223, B. P. T. 1876, p. 559.)

Il n'y a rien d'anormal, en effet, à ce qu'un particulier

affranchisse une lettre avec des timbres d'une valeur supérieure à la taxe exigible (il peut l'avoir fait par erreur ou dans la pensée que sa lettre, à raison de son poids, comportait l'affranchissement qu'il y a mis), ou la scelle de cachets en cire (c'est une habitude pour certaines personnes). D'autre part, la mention « Recommandée » peut avoir pour but de signaler la lettre qui la porte à l'attention du destinataire ou des personnes appelées à manipuler cette lettre, au même titre que les mentions « Urgent » ou « Personnelle ».

Il en est autrement quand une lettre présente à la fois deux de ces signes (la mention « Recommandée » et plusieurs cachets en cire, par exemple); la présomption d'insertion de valeurs devient alors assez forte pour autoriser la vérification. Il se pourra encore que la lettre vérifiée ne renferme aucune valeur prohibée; mais il faut reconnaître que, dans ce cas, il y a juste sujet de croire le contraire et que l'administration des postes a le devoir d'assurer la remise effective d'un pareil envoi. Car, s'il lui importe de ne pas obliger les destinataires à des déplacements et à des vérifications inutiles, il lui importe également d'assurer l'exécution de la loi et de sauvegarder la moralité de son personnel, comme les intérêts du public, en prévenant les tentatives coupables et les détournements qui pourraient se produire, soit dans son service, soit au domicile même du destinataire.

146. — A côté des signes que nous venons d'indiquer, il en est qui constituent des indices plus probants d'insertion de valeurs. On peut citer l'inscription sur une lettre de la mention : *Valeur déclarée francs*, la transparence ou la déchirure d'une enveloppe permettant d'apercevoir des billets de banque, la trace apparente d'une pièce

de monnaie. La présence d'un seul de ces indices doit être considérée comme permettant la vérification, parce que l'existence de valeurs est évidemment démontrée. (V. instr. n° 392, B. P. T. 1890, p. 427.)

En fait, pourtant, la mention *Valeur déclarée francs* ne prouve pas toujours la contravention, car le public déclare indifféremment les valeurs payables au porteur et les valeurs au porteur. Or, la présence dûment constatée de valeurs au porteur ne constitue pas la contravention, et les modifications projetées à la loi du 4 juin 1859 ne changeront rien à cette situation. (V. *suprà*, n°s 131 et 136.)

Il faut remarquer, au surplus, qu'il ne peut jamais être question de palper les envois, ni de chercher à en voir le contenu, ce qui serait en quelque sorte violer le secret des lettres. C'est seulement lorsque des signes extérieurs, établissant une présomption suffisante d'insertion de valeurs, se manifestent fortuitement dans le travail de manipulation des lettres, qu'une vérification se justifie.

Résumant dans une proposition toutes nos observations sur ce qu'on doit entendre par *signes extérieurs évidents*, nous dirons : les signes extérieurs évidents d'insertion de valeurs prohibées dans les lettres jetées à la boîte sont moins les signes ne permettant pas de douter de la réalité de la contravention, que les signes permettant raisonnablement de la supposer.

B. Cas particulier (poursuites basées sur les déclarations d'expéditeurs ou de destinataires).

147. — Les déclarations de l'expéditeur ou du destinataire d'un objet postal non parvenu, mais ayant contenu des valeurs dont l'insertion était prohibée, peuvent-elles servir de base à une incrimination ?

Voici l'intérêt de la question. Un particulier expédie un *objet précieux* comme échantillon, insère un *billet de banque* ou un *bon de poste en blanc* dans une lettre ordinaire ; l'échantillon ou la lettre ne parvient pas à destination et une réclamation vient faire connaître la nature des valeurs expédiées ; l'administration peut-elle, sur cette réclamation, et alors même que l'objet réclamé n'est pas retrouvé, constater la contravention et déférer l'expéditeur aux tribunaux ?

Nous n'hésitons pas à répondre affirmativement.

Il ne faut pas oublier, en effet, que les contraventions postales existent par le seul fait de la désobéissance aux prescriptions légales ou de la négligence à suivre ces prescriptions, indépendamment de toute intention criminelle, de toute volonté malveillante. La bonne foi de celui qui vient déclarer *proprio motu* avoir expédié un billet de banque, un bon de poste en blanc dans une lettre ordinaire, est évidente, mais nous savons que la bonne foi n'est pas une raison suffisante pour faire disparaître l'incrimination.

Il ne semble pas, non plus, que la répression puisse être subordonnée à la rédaction d'un procès-verbal par un agent ayant constaté lui-même la contravention ; autrement dit, que la présence effective du corps du délit soit une condition nécessaire de la validité du procès-verbal devant servir de base à des poursuites correctionnelles. La répression d'une contravention ne dépend pas de sa constatation *de visu* par l'agent ayant qualité pour verbaliser, et la circonstance que cet agent a rédigé son procès-verbal sur des renseignements à lui fournis par des tiers, ne dispense pas le juge d'examiner la prévention.

Cependant, au point de vue de la force probante du procès-verbal, une distinction doit être faite entre le procès-verbal dressé sur les déclarations d'un expéditeur et celui qui a été rédigé sur les déclarations d'un destinataire.

Dans le premier cas, le procès-verbal fait foi de la contravention jusqu'à preuve contraire, car il constate l'aveu du contrevenant et, en matière de contravention, l'aveu du prévenu suffit pour établir la contravention. « Il est incontestable, dit M. Mangin (*Traité des procès-verbaux*, n° 39), que l'aveu du délit n'est pas le délit lui-même, qu'il n'est pas une circonstance inhérente à ce délit; qu'ainsi il ne peut dispenser les agents qui verbalisent, de reconnaître le délit et de constater les faits qui le constituent. Mais les faits matériels d'un délit ne gisent pas seulement dans les traces qu'il a pu laisser, ils consistent aussi dans les faits qui s'y rattachent et qui sont propres à en faire connaître l'auteur... Comment donc ne pas mettre au nombre des faits matériels servant à la preuve d'un délit régulièrement constaté, l'aveu de celui à qui il est imputé? » M. Faustin Hélie (*Pratique criminelle des cours et tribunaux*, t. I^{er}, n° 307) reconnaît également que, d'après la jurisprudence, « les aveux et déclarations des prévenus doivent être considérés comme des faits matériels et que les procès-verbaux qui les consignent en font foi ». (V. D. Rép., v° *Procès-verbal*, n° 184, et les arrêts cités; — Cass., 20 novembre 1863, D. P. 66. 3. 384; — 4 novembre 1869, D. P. 70. 1. 189 et D. R. supp., v° *Procès-verbal*, n° 56.)

Toutefois, c'est seulement des déclarations recueillies que le procès-verbal fait foi, et il appartient au juge d'examiner si ces déclarations renferment un aveu formel et suffisant de la contravention. (Conf. Cass., 26 janvier 1860, D. P. 64. 5. 393; — 13 avril et 14 novembre 1861, D. P. 61. 1. 235 et 547.) Sous cette réserve, l'aveu lie le juge et l'oblige à condamner tant que la fausseté de cet aveu n'a pas été démontrée.

Dans le second cas (déclarations d'un destinataire), le procès-verbal est dépourvu de toute force probante et ne vaut

que comme simple renseignement. (V. Cass., 5 mars 1870, D. P. 71. 5. 312; — 25 avril 1873, D. P. 73. 1. 314.) On comprend qu'il sera toujours facile à l'expéditeur d'échapper à une condamnation, puisqu'il lui suffira de nier l'insertion de valeurs et même l'envoi tout entier.

148. — Tel est le droit. Mais n'est-ce point ici le cas de dire : *Summum jus, summa injuria* ? Voilà un expéditeur qui a contrevenu, il est vrai, à la loi ; mais il a vraisemblablement agi par ignorance, et il est puni déjà par la perte de ses valeurs. Va-t-il encore se voir poursuivi devant le tribunal correctionnel, et condamné à une amende qui peut aller jusqu'à 500 fr. ? L'administration des postes, obéissant à ces considérations purement morales, n'a jamais, jusqu'à présent du moins, exercé de poursuites, ni même imposé de transaction, pour des contraventions constatées dans de pareilles conditions. Or, remarquons-le, en agissant ainsi, elle va à l'encontre du but que se proposait le législateur de 1859 en sanctionnant pénalement la défense d'insérer certaines valeurs dans des lettres ordinaires. Ce but était, en effet, de décider le public à renoncer à une habitude qui devait avoir, à l'avenir, pour conséquence d'assurer, à son propre préjudice, l'impunité d'agents infidèles, en présence de la « certitude qu'aurait tout expéditeur de ne pouvoir, en cas de perte ou de soustraction d'une lettre renfermant des valeurs prohibées, *former une réclamation sans courir au-devant d'une poursuite* ». (V. rapport de M. O'Quin.)

C. Pénalités.

149. — L'insertion des valeurs respectivement prohibées dans les lettres ordinaires, recommandées ou chargées, dans les objets admis à circuler à tarif réduit, ordinaires

ou recommandés, dans les boîtes de valeurs déclarées et dans les colis postaux, est punie d'une amende de 50 à 500 fr. (lois du 4 juin 1859, art. 9; du 25 janvier 1873, art. 9, et du 12 avril 1892, art. 4).

La disposition du décret du 24 août 1848, article 8, permettant aux tribunaux d'abaisser la peine à 16 fr., n'est pas applicable à cette contravention, car elle ne vise que les infractions punies des peines édictées par l'arrêté du 27 prairial an IX (*suprà*, n° 35).

150. — *Quid* des dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 22 juin 1854, qui prononcent une aggravation de peine, en autorisant les tribunaux à ordonner l'affiche du jugement de condamnation, et en édictant une amende de 300 à 3,000 fr. pour le cas de récidive spéciale qu'elles prévoient?

Il nous semble certain que ces dispositions ne sont pas applicables à l'insertion de valeurs prohibées. La raison de décider ainsi est que les articles 21 et 22 de la loi du 22 juin 1854, édictant des peines, ne peuvent pas être étendus en dehors des cas qu'ils ont pu prévoir. Or, ce serait les étendre arbitrairement, que de les déclarer applicables à une contravention qui n'existait pas à l'époque où ils sont intervenus, en tant du moins que contravention sanctionnée pénalement.

Pour permettre l'application des dispositions aggravantes de la loi de 1854 à une contravention nouvelle (insertion illicite de correspondance dans des objets circulant à prix réduit), les lois de 1856 et de 1873 ont expressément renvoyé à la loi de 1854, ce que ne fait pas la loi de 1859. On ne peut pas mettre sur le compte d'un oubli le silence gardé par cette dernière loi, et on doit en conclure que la contravention résultant de l'insertion de valeurs prohibées

n'entraîne pas les peines de la récidive spéciale prévues par la loi de 1854.

Elle ne peut pas davantage entraîner celles que prévoit le Code pénal, dont les dispositions relatives à l'aggravation des peines, en cas de récidive, ne sont pas plus applicables aux contraventions postales que ne le sont les dispositions du même Code relatives à l'atténuation des peines (Colmar, 17 avril 1866, D. P. 66. 2. 182, et *suprà*, n° 40). Par conséquent, les contraventions pour insertion illicite de valeurs, quelque rapprochées qu'elles soient, n'entraînent jamais qu'une amende de 50 à 500 fr.

151. — L'article 9 de la loi du 4 juin 1859 consacre à nouveau le droit de transaction de l'administration des postes, en disposant *in fine* : « La poursuite est exercée à la requête de l'administration, qui a le droit de transiger. »

L'article 4 de la loi du 12 avril 1892, relative aux colis postaux, contient une disposition semblable.

DEUXIÈME PARTIE

DÉLITS ET CRIMES

GÉNÉRALITÉS

152. — Les infractions qui ont été étudiées précédemment, ont un caractère très particulier et sont soumises à des règles spéciales, que nous avons dû examiner en détail. Pour les infractions qui font l'objet des chapitres suivants, notre travail sera plus restreint, car ces infractions sont purement et exclusivement pénales, et restent entièrement sous l'empire des règles générales du droit criminel. C'est ainsi, notamment, que l'administration se borne à les signaler à la justice répressive, qu'elle reste étrangère à l'avance des frais de justice comme à leur recouvrement, qu'elle n'a pas le droit de transaction et qu'enfin les amendes ne lui sont pas attribuées à titre de réparations pécuniaires. Nous n'avons pas ici, on le comprend, à faire l'étude de ces règles générales, et nous devons nous borner au commentaire des textes qui prévoient et punissent les infractions postales ayant le caractère de délits ou de crimes.

153. — Ont le caractère de délits :

1° La fausse déclaration de valeurs (loi du 4 juin 1859, art. 5 ; — loi du 12 avril 1892, art. 4) ;

2° Toutes les infractions résultant d'atteintes portées aux

timbres-poste (art. 142, § 1 *in fine*, C. pén.; — lois des 16 octobre 1849, 11 juillet 1885, 13 avril 1892, art. 4).

Ont le caractère de crimes les atteintes portées aux bons de poste (loi du 29 juin 1882, art. 7). V. cependant *infra*, n° 181.

CHAPITRE PREMIER

FAUSSE DÉCLARATION DE VALEURS

A. Objets susceptibles de fausse déclaration.

154. — En permettant au public de s'assurer, en cas de perte et à condition d'en déclarer le montant, le remboursement intégral des valeurs qu'il peut insérer dans les lettres, boîtes ou colis postaux, le législateur devait prévoir et réprimer les agissements d'expéditeurs malhonnêtes, qui déclareraient des valeurs supérieures à celles réellement expédiées et tenteraient ainsi une véritable escroquerie au préjudice de l'administration des postes. Tels ont été les motifs et le but de l'article 5 de la loi du 4 juin 1859, qui dispose : « Le fait d'une déclaration frauduleuse de valeurs
« supérieures à la valeur réellement insérée dans une lettre
« est puni d'un emprisonnement d'un mois au moins et
« d'un an au plus, et d'une amende de 16 fr. au moins et
« de 500 fr. au plus. »

La loi du 25 janvier 1873 ne prévoit pas le délit de déclaration frauduleuse pour les boîtes renfermant des valeurs, mais il ne paraît pas douteux que la disposition précitée de la loi du 4 juin 1859 s'applique aussi bien aux boîtes qu'aux lettres. L'article 8 de la loi du 25 janvier 1873 assimile, en effet, aux lettres les boîtes renfermant des valeurs déclarées, quant aux formalités relatives au dépôt, à la *déclaration*, à la remise au destinataire, à la responsabilité de l'adminis-

tration. Cette doctrine est d'ailleurs confirmée par le décret du 29 mars 1889 (*J. O.* du 31 mars), concernant l'échange des boîtes avec valeurs déclarées entre la France et ses colonies, qui porte expressément, dans son article 7, que la loi du 4 juin 1859 est applicable au fait « d'une déclaration supérieure à la valeur réelle de l'envoi », et par le décret du 27 juin 1892 (*J. O.* du 28 juin), promulguant l'arrangement relatif à l'échange des lettres et boîtes avec valeurs déclarées, conclu à Vienne le 4 juillet 1891, qui ne fait aucune distinction entre les boîtes et les lettres au point de vue du délit de déclaration frauduleuse, punissable dans tous les cas « conformément à l'article 5 de la loi du 4 juin 1859¹ ».

Quant aux colis postaux, l'article 4 de la loi du 12 avril 1892 déclare que « les dispositions de l'article 5 de la loi du 4 juin 1859 sont applicables au fait de déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réelle du contenu des colis postaux portant déclaration de valeur ».

B. Caractères du délit.

155. — Pour que la fausse déclaration soit punissable, il faut qu'elle ait été faite *sciemment*, dans le but de tromper l'administration des postes, frauduleusement en un mot. Les termes *déclaration frauduleuse* de l'article 5 de la loi du 4 juin 1859, expriment suffisamment que la peine prononcée par cet article ne s'applique pas à une déclaration seulement inexacte et faite par erreur. Il est nécessaire qu'il y ait en même temps une pensée coupable, la volonté de s'approprier le bien d'autrui. Les tribunaux sont, à cet égard,

1. Le décret du 26 décembre 1898 (*J. O.* du 29) promulguant l'arrangement relatif aux mêmes objets, conclu à Washington le 15 juin 1897, maintient les dispositions du décret du 27 juin 1892 en ce qui concerne les déclarations frauduleuses.

souverains appréciateurs des faits, et le ministère public, seul maître de l'action publique, doit faire la preuve de l'intention frauduleuse, car il ne s'agit plus ici d'une convention, qui consiste dans un fait matériel indépendant de toute intention criminelle, et punissable par cela seul qu'il existe. (V. le rapport de M. O'Quin, précité et la discussion de la loi de 1859, *Moniteur* des 10 et 11 avril.)

La preuve de l'intention frauduleuse réside seulement dans la réclamation faite à l'administration des postes pour obtenir le paiement du montant de la fausse déclaration, tous les actes qui précèdent cette réclamation ne peuvent être considérés que comme des actes purement préparatoires ; ils ont peut-être pour objet de faciliter l'accomplissement d'un projet criminel, mais ils ne constituent ni l'exécution, ni même un commencement d'exécution du délit, ne s'y rattachent pas nécessairement et ne peuvent, par conséquent, servir de base à des poursuites. (Conf. Cass., 15 mars 1894, aff. *Toscane*, *Gaz. des Trib.* du 16 mars.)

Tout ceci est en harmonie parfaite avec le système de la loi de 1859 qui, en obligeant les expéditeurs à sceller eux-mêmes leurs envois et à les remettre scellés aux agents des postes, a limité la responsabilité de l'administration à la remise de ces envois dans un état d'intégrité absolue, sans avoir à se préoccuper si les valeurs accusées par les expéditeurs sont ou non renfermées réellement dans les lettres. (V. Trib. de la Seine, 1^{re} ch., 30 novembre 1894, aff. *de Lestrangé*, *La Loi* du 20 décembre.)

156. — Alors que le fait d'une déclaration frauduleuse de valeurs supérieure aux valeurs réellement insérées dans une lettre, une boîte ou un colis postal, constitue un délit, le fait de déclaration inférieure est parfaitement licite. Dans ce cas, en effet, l'expéditeur ne peut prétendre qu'au rem-

boursement de ce qu'il a déclaré, mais il ne poursuit pas la recherche d'un profit criminel. Et, d'ailleurs, au moins en matière de valeurs payables au porteur, puisqu'il peut envoyer ces valeurs sans rien déclarer (loi du 4 juin 1859, art. 7, et loi du 25 janvier 1873, art. 6), il lui est loisible de n'en déclarer qu'une partie. Il se prive ainsi, à la vérité, d'une garantie, mais il ne cause pas plus de préjudice à l'administration que s'il recommandait simplement son envoi.

On ne doit donc attribuer un caractère délictueux qu'aux déclarations supérieures au montant des valeurs réellement expédiées. Ce n'est que dans ce cas que la fausse déclaration peut constituer véritablement une fraude. La déclaration inférieure, au contraire, ne peut jamais motiver des poursuites, puisque c'est pour le public, non une obligation, mais une faculté de déclarer les valeurs dont il entend s'assurer le remboursement, en cas de perte.

Cette absence de sanction, quant à la déclaration de la totalité des valeurs et la possibilité pour les particuliers d'expédier des valeurs sans aucune déclaration par lettre recommandée, ont provoqué la création de compagnies d'assurances qui, moyennant une prime inférieure au droit proportionnel perçu par la poste, garantissent, en cas de perte, à leurs assurés, le remboursement des valeurs expédiées sans avoir été l'objet d'une déclaration intégrale.

C. Pénalités.

157. — La déclaration frauduleuse de valeurs est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 16 fr. à 500 fr. Les tribunaux sont toutefois investis par le deuxième paragraphe de la loi du 4 juin 1859, du droit de prononcer les circonstances atténuantes, ce qui leur

permet toujours de proportionner la répression du délit à la culpabilité de son auteur.

De plus, mais seulement quand il s'agit de fausse déclaration de valeurs insérées dans les colis postaux, les expéditeurs perdent tout droit à l'indemnité prévue pour perte, avarie ou spoliation (décrets du 27 juin 1892 et du 5 septembre 1897, portant exécution des lois du 12 avril 1892 et du 17 juillet 1897, *J. O.* du 28 juin 1892 et du 17 juillet 1897). Cette aggravation de peine a pour but d'empêcher qu'un expéditeur ne puisse invoquer une estimation exagérée des objets renfermés dans un colis postal perdu, avarié ou spolié, estimation que les agents des compagnies de chemins de fer ou de la poste n'ont pu contrôler au départ. La perte, l'avarie ou la spoliation d'un colis postal portant déclaration de valeur ne donne pas droit, en effet, à une indemnité égale à la déclaration, comme en matière de lettres ou de boîtes chargées, mais à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de l'avarie ou de la spoliation, avec limitation au montant de la déclaration (décrets précités).

158. — Le délit de déclaration frauduleuse de valeurs, restant sous l'empire des règles générales du droit pénal, ne peut faire l'objet d'une transaction de la part de l'administration, qu'il soit commis à l'occasion de lettres et de boîtes de valeurs déclarées, ou à l'occasion de colis postaux. Le dernier paragraphe de l'article 4 de la loi du 12 avril 1892¹, relatif au droit de transaction de l'administration,

1. Loi du 12 avril 1892, article 4 : « Les dispositions de l'article 9 de la loi du 25 juin 1856, de l'article 9 de la loi du 4 juin 1859 et de l'article 9 de la loi du 25 janvier 1873, sont applicables, selon le cas, à l'insertion :

« 1^o Dans les colis postaux, de lettres ou de notes manuscrites ayant le caractère de correspondance personnelle ;

« 2^o Dans les colis postaux, sans déclaration de valeur, d'espèces monnayées, de matières d'or ou d'argent, ou d'autres objets précieux.

« Les dispositions de l'article 5 de la loi du 4 juin 1859 sont applicables au

malgré la place qu'il occupe, ne nous paraît pas devoir concerner le délit de déclaration frauduleuse prévu au paragraphe précédent, mais seulement les infractions prévues aux n^{os} 1 et 2 de l'article (insertion illicite de correspondance ou de valeurs). Il y a, selon nous, dans cet article une erreur évidente de rédaction, qu'il importe de faire remarquer et qu'il ne serait pas inutile de rectifier législativement.

« fait de déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réelle du
« contenu des colis postaux portant déclaration de valeur.

« L'administration des postes et des télégraphes est autorisée à transiger
« avant comme après jugement. »

CHAPITRE II

ATTEINTES PORTÉES AUX TIMBRES-POSTE

159. — Trois délits distincts sont prévus par la loi, en matière de timbres-poste. Ce sont :

1° La contrefaçon de timbres-poste ou l'usage de timbres-poste contrefaits (art. 142, C. pén.);

2° L'usage, la vente ou la tentative de vente de timbres-poste ayant déjà servi (loi du 16 octobre 1849);

3° La fabrication, la vente, la distribution ou le colportage de formules ou imprimés imitant les timbres-poste (loi du 11 juillet 1885).

Nous étudierons ces délits dans trois paragraphes, et nous parlerons dans un quatrième de la contrefaçon des timbres-poste étrangers, que la loi du 13 avril 1892 a assimilée à l'imitation des timbres-poste français.

§ 1^{er}. — TIMBRES-POSTE CONTREFAITS

A. Caractères du délit.

160. — En créant les timbres-poste, le décret du 24 août 1848 ne s'était pas préoccupé des agissements délictueux auxquels ces nouvelles valeurs pouvaient donner et donnèrent immédiatement naissance. Le législateur dut d'abord intervenir pour réprimer l'usage frauduleux de timbres ayant déjà servi; mais la contrefaçon, délit plus grave, ne

fut l'objet d'une disposition pénale que bien plus tard. Ce fut l'œuvre de la loi du 13 mai 1863, portant modification de divers articles du Code pénal, parmi lesquels l'article 142 qui fut complété par la disposition suivante : « Ceux « qui auront contrefait les timbres-poste ou fait usage « sciemment de timbres-poste contrefaits, seront punis d'un « emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au « plus. »

Cette disposition assimile la contrefaçon des timbres-poste à celle des sceaux et timbres de l'État, et met sur la même ligne le contrefacteur et celui qui fait sciemment usage des vignettes contrefaites. L'addition du mot « sciemment », peut-être inutile en présence de la règle générale de l'article 163 du Code pénal, d'après laquelle l'usage d'une pièce fausse n'est punissable que s'il est constaté qu'il a été fait usage de la pièce avec connaissance de la contrefaçon ou de la falsification, démontre clairement qu'en ce qui concerne l'usage de timbres-poste contrefaits, l'erreur commise de bonne foi exclut toute culpabilité.

L'article 142 du Code pénal ne prévoit que l'usage des timbres-poste contrefaits et non la vente. Faut-il en conclure que la vente de timbres-poste contrefaits ne tombe pas sous l'application de la loi pénale ?

Nous ne le pensons pas. L'article 142 du Code pénal, en effet, qui fait partie de la section du *faux*, ne spécifie pas plus que les autres dispositions de cette section relatives à l'usage de pièces fausses, ce qui constitue l'*usage*. L'usage doit donc comprendre tous les modes d'emploi dont les timbres-poste sont susceptibles. Or, si ces vignettes sont destinées, en principe, à l'affranchissement des correspondances postales, il est certain qu'elles peuvent servir et qu'elles servent, en fait, au paiement de sommes minimales, notamment de celles qu'on a à faire parvenir par la poste.

Il y a, par conséquent, usage de faux timbres-poste, rentrant dans les prévisions de l'article 142 du Code pénal, dans le fait de vente de ces timbres ou de leur remise en paiement. (V. Cass., 14 décembre 1871, D. P. 72. 1. 45 et la note.)

161. — La contrefaçon de timbres-poste ou l'usage de timbres-poste contrefaits constituant un délit, la tentative n'en pouvait être incriminée qu'en vertu d'une disposition spéciale (art. 3, C. pén.), qui est inscrite dans l'article 142 *in fine* : « Les dispositions qui précèdent sont applicables « aux tentatives de ces mêmes délits. »

B. Pénalités.

162. — L'article 142 porte contre le contrefacteur et contre celui qui fait usage de timbres-poste contrefaits, une peine d'emprisonnement de deux ans à cinq ans, et une amende de 100 fr. à 3,000 fr. Cette amende peut aller, conformément à l'article 164 du Code pénal, dont les dispositions s'appliquent à tous les crimes ou délits de faux, jusqu'au quart du bénéfice illégitime que la contrefaçon ou l'usage des timbres contrefaits a procuré, ou était destiné à procurer aux auteurs du délit ou à leurs complices.

Les juges sont, en outre, investis de la faculté de frapper les coupables de l'interdiction de tout ou partie des droits mentionnés à l'article 42 du Code pénal, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour de l'expiration de la peine prononcée, et de les placer sous la surveillance de la haute police pendant le même temps (art. 142, 42, 43 et 44 du Code pénal). Enfin l'article 463 du Code pénal, sur les circonstances atténuantes, est applicable au délit de contrefaçon de timbres-poste ou d'usage de timbres contrefaits, comme à tous les délits prévus par le Code pénal,

et permet, dès lors, aux tribunaux d'abaisser la peine jusqu'à 1 fr. Toutefois, l'exemption de peine établie en faveur des révélateurs par l'article 138 du Code pénal ne s'étend pas à ce même délit. (Arg. art. 144, C. pén.)

§ 2. — TIMBRES-POSTE AYANT DÉJÀ SERVI

A. Caractères du délit.

163. — Dès l'introduction en France de l'usage du timbre-poste, l'attention du législateur fut attirée par des manœuvres frauduleuses, qui se manifestèrent immédiatement et qui consistaient à affranchir des lettres avec des timbres ayant déjà servi. L'intérêt du Trésor réclamait impérieusement la répression de faits aussi préjudiciables à l'administration. Ce fut l'objet de la loi du 16 octobre 1849, dont l'article unique est ainsi conçu : « Quiconque aura
« sciemment fait usage d'un timbre-poste ayant déjà servi à
« l'affranchissement d'une lettre, sera puni d'une amende
« de cinquante à mille francs. — En cas de récidive, la
« peine sera d'un emprisonnement de cinq jours à un mois,
« et l'amende sera double. — Sera punie des mêmes peines,
« suivant les distinctions sus-établies, la vente ou la tenta-
« tive de vente d'un timbre-poste ayant déjà servi. — L'ar-
« ticle 463 du Code pénal sera applicable dans les divers
« cas prévus par le présent article de loi. »

Bien que le législateur ait eu principalement en vue des procédés particuliers (grattage, lavage)¹, permettant de rendre à un timbre-poste oblitéré son apparence primitive et de tromper ainsi plus sûrement les agents de l'administration, la loi de 1849 présente un sens clair, précis et non sujet à

1. V. le rapport de M. Dompierre d'Hornoy, du 13 octobre (*Moniteur* du 18).

interprétation, qui ne permet pas de distinguer entre les timbres qui ont subi préalablement à leur réemploi des opérations frauduleuses, et ceux qui laissent voir, soit complètement intactes, soit altérées par le temps ou toute autre cause délétère, des traces d'oblitération.

S'il en était autrement, si la loi ne permettait pas de poursuivre ceux qui, comptant sur l'impossibilité matérielle où sont les agents des postes de vérifier attentivement l'état extérieur de tous les timbres apposés sur les correspondances, se serviraient audacieusement de timbres-poste oblitérés, pour l'affranchissement de leurs lettres, l'administration serait journellement lésée de sommes importantes, et, dans tous les cas, la morale serait profondément blessée. (En ce sens : Agen, 22 décembre 1880 et 21 décembre 1881, D. P., 83. 2. 157-158 et Trib. corr. d'Orthez, 24 octobre 1894, *La Loi* des 25-26 décembre 1894.)

2

164. — La loi du 16 octobre 1849 a donc une portée aussi générale que possible, et ses dispositions atteignent tout fait d'emploi, pour l'affranchissement de correspondances, de timbres-poste ayant déjà opéré un premier affranchissement, quel que soit l'état extérieur de ces figurines. On doit même considérer comme coupable du délit prévu par cette loi, celui qui appose sur une lettre, pour l'affranchir, un timbre ayant déjà servi à un affranchissement, mais que les agents des postes ont omis d'oblitérer. Ce cas est, il est vrai, plutôt théorique que pratique, en raison de la quasi-impossibilité de faire la preuve du délit. (V. cependant Bordeaux, 30 novembre 1882, D. P. 83. 2. 158 et Sir. 83. 2. 94.)

Tous les faits d'emploi d'un timbre-poste ayant déjà servi ne sont punissables qu'autant qu'ils ont été commis *sciemment*. Par là, on doit entendre non seulement l'emploi

fait dans l'intention de causer un préjudice à l'administration, intention qui apparaît clairement quand on se trouve en présence de pratiques essentiellement frauduleuses, comme le lavage ou le grattage des traces d'oblitération, mais encore l'emploi fait avec la simple connaissance que le timbre utilisé a déjà servi à un affranchissement, indépendamment de toute volonté de tromper la poste, car le manque de lumières et l'ignorance de la loi n'excusent point, puisqu'il n'est pas permis d'ignorer la loi.

165. — La vente ou la tentative de vente de timbres-poste ayant déjà servi est punie des mêmes peines que l'emploi de ces timbres dans le but d'opérer un affranchissement. Malgré les termes généraux de la loi, il ne peut évidemment s'agir ici que de timbres oblitérés auxquels on est parvenu à rendre, par un procédé quelconque, leur apparence primitive et qu'on vend comme timbres neufs, pouvant, dès lors, servir à un nouvel affranchissement. Sinon il faudrait considérer comme illicites et tombant sous l'application du dernier paragraphe de la loi de 1849, les transactions bien connues et qui se font au grand jour au Carré Marigny entre philatélistes.

B. Pénalités.

166. — La loi du 16 octobre 1849 punit les faits qu'elle prévoit d'une amende de 50 à 1,000 fr. En cas de récidive, la peine est portée à un emprisonnement de cinq jours à un mois et à une amende « double », c'est-à-dire de 100 à 2,000 fr.

La loi précitée, aggravant ainsi elle-même, en cas de récidive, les peines qu'elle édicte, exclut par suite les peines de droit commun. De plus, cette aggravation exceptionnelle

n'atteint que la récidive consistant dans la réitération d'infractions prévues par la loi de 1849 et ne peut être étendue aux infractions à cette loi, précédées de condamnations pour d'autres faits. Enfin, comme cette récidive spéciale n'est subordonnée à aucune condition de temps, il en résulte que l'aggravation de peine peut frapper l'individu qui, condamné une première fois pour infraction à la loi du 16 octobre 1849, commet une seconde infraction à la même loi, quelle que soit l'époque à laquelle remonte la première condamnation. Toutefois, les circonstances atténuantes étant admissibles pour tous les cas régis par cette loi, les peines dont un récidiviste est passible peuvent être abaissées jusqu'à 1 fr. d'amende, conformément à l'article 463 du Code pénal, aussi bien que les peines encourues par un prévenu primaire. (V. DAL., *C. pén. annoté*, sous l'article 58, n^{os} 138 et s. et notamment n^{os} 172, 182 et 188.)

§ 3. — TIMBRES-POSTE IMITÉS

A. Caractères du délit.

167. — « Sont interdits la fabrication, la vente, le colportage et la distribution de tous imprimés ou formules « obtenus par un procédé quelconque qui, par leur forme « extérieure, présenteraient avec les billets de banque, les « titres de rente, *vignettes et timbres du service des postes* « *et télégraphes*, etc....., une ressemblance de nature à « faciliter l'acceptation desdits imprimés ou formules au « lieu et place des valeurs imitées. » Ainsi s'exprime l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1885.

168. — L'infraction prévue par cette loi est un délit, non pas un délit contraventionnel, mais un délit inten-

tionnel. Quelle est donc l'intention que le législateur a considérée comme essentielle et suffisante pour constituer l'élément nécessaire du délit ?

On lit, à cet égard, dans l'exposé des motifs (*J. O.* du 14 juillet 1885, annexe n° 3,561, p. 271) : « On a souvent introduit dans la circulation, spécialement sous forme de prospectus ou de réclames, des imprimés auxquels on avait *intentionnellement* cherché à donner l'apparence de ces valeurs fiduciaires, par la dimension du papier, la couleur de l'impression, la disposition des caractères, etc. Alors même que les intentions de ceux qui emploient ces moyens de publicité n'avaient rien de suspect, il a été reconnu que la libre circulation des formules de ce genre n'était pas sans danger. En même temps que leur contexture insolite attire l'attention du public, elle invite à des tentatives frauduleuses dont les exemples sont très nombreux et qui, malheureusement, dans bien des cas, ont réussi à abuser de la bonne foi du public. »

Le rapporteur de la loi à la Chambre des députés s'est exprimé en termes non moins clairs, en disant : « Ces imprimés ne sont pas créés dans un but frauduleux, ils sont destinés à forcer l'attention du public. L'élément *intentionnel* constitutif du délit résulte de la ressemblance voulue entre la valeur imitée et l'imprimé mis en circulation. » (*J. O.* du 6 août 1885, annexe n° 3,637, p. 428.) « Ces prospectus ne sont peut-être pas créés dans un but frauduleux », a dit encore le rapporteur de la loi devant le Sénat (*J. O.*, annexe n° 251).

De ce qui précède, il résulte que l'intention punissable dont parle le législateur est, non pas l'intention criminelle de contrefaçon, non pas l'intention frauduleuse de commettre ou de rendre possible une escroquerie, non pas même l'intention suspecte de faire une plaisanterie, mais

l'intention voulue et réfléchie d'imiter une valeur fiduciaire quelconque. On a eu surtout en vue les prospectus et imprimés imitant les billets de banque et les obligations des maisons ou sociétés de crédit, mais tous les motifs invoqués s'appliquent également à l'imitation des timbres-poste que la loi de 1885 comprend expressément dans l'énumération, simplement énonciative, des valeurs fiduciaires qu'elle a voulu protéger.

169. — Mais, quand l'imitation devient-elle punissable en vertu de la loi de 1885 ?

Il ne faut pas, évidemment, que l'imitation soit parfaite, car on se trouve alors en présence d'une contrefaçon punie comme faux. L'imitation qu'a voulue atteindre la loi de 1885, c'est l'imitation, même grossière et lointaine, de nature soit à tromper, non les gens expérimentés et instruits, mais les personnes naïves et ignorantes, soit à mettre des instruments de fraude aux mains de détenteurs malhonnêtes. Il importe donc peu que les imitations présentent, soit par omissions, soit par additions volontaires, des différences considérables avec les timbres-poste, il suffit que la forme saisissante de l'ensemble de ces imitations et leur aspect extérieur rendent possible leur acceptation au lieu et place des valeurs imitées. C'est ainsi que la fabrication, la vente ou la distribution des vignettes dites « timbres volants », que certains commerçants apposent sur leurs correspondances, dans un simple but de réclame et qui ne ressemblent aux timbres-poste que par la forme et la couleur, tombent sous l'application de la loi (Trib. corr. de la Seine, 9^e ch., 20 février 1889, aff. *Richard*; — V. aussi Paris, 13 mai 1891, aff. *Schlumberger*, *Le Droit* du 20 juin).

170. — La loi de 1885 interdit la fabrication, la vente,

etc., d'imprimés ou formules ressemblant aux timbres « du « service des postes et télégraphes ». Interprétant à la lettre ces mots « du service », on soutient que l'imitation, même parfaite, de timbres ou vignettes qui ont cessé d'avoir cours, ne tombe pas sous l'application de la loi de 1885. Dans ce cas, dit-on, on se trouve en présence de timbres qui ne sont plus *en service*, qui n'ont plus ni valeur, ni emploi possible et dont, par conséquent, l'imitation n'est nullement dommageable pour l'administration et ne peut prêter, à son égard, à aucune espèce de fraude. (V. Trib. corr. de la Seine, 30 novembre 1895, D. P. 97. 2. 313, et 11 décembre 1895, D. P. 96. 2. 446.)

C'est là, croyons-nous, une erreur causée par l'oubli d'une considération déterminante, à savoir, qu'il n'existe aucune disposition de loi limitant la durée de validité des timbres-poste, et que tout timbre-poste, quelle que soit l'époque à laquelle il a été émis, peut servir à l'affranchissement des correspondances. Il s'ensuit que la loi du 11 juillet 1885 doit atteindre l'imitation de tous les timbres-poste, sans distinction entre ceux qui sont actuellement en cours et ceux des émissions antérieures.

B. Pénalités.

171. — Elles sont prévues par l'article 2 de la loi du 11 juillet 1885, qui dispose : « Toute infraction à l'article « qui précède sera punie d'un emprisonnement de cinq jours « à six mois et d'une amende de 16 fr. à 2,000 fr. L'article « 463 du Code pénal, sur les circonstances atténuantes, « pourra être appliqué. »

La loi prononce, en outre, dans son article 3, la confiscation des imprimés ou formules imitant les timbres-poste,

ainsi que des planches ou matrices ayant servi à leur confection.

DISPOSITION COMMUNE

172. — Tout ce qui a été dit au sujet des timbres-poste s'applique aux figurines imprimées sur les cartes-lettres, cartes postales et cartes pneumatiques, qui sont de véritables timbres apposés à l'avance sur ces correspondances, et destinés à en opérer l'affranchissement. La contrefaçon, le réemploi et l'imitation de ces figurines tombent donc respectivement sous le coup des dispositions de l'article 142 du Code pénal, de la loi du 16 octobre 1849 et de la loi du 11 juillet 1885.

§ 4. — TIMBRES-POSTE ÉTRANGERS CONTREFAITS OU ALTÉRÉS

173. — L'article 142 du Code pénal et la loi du 11 juillet 1885 ne s'appliquaient qu'aux timbres-poste français. Quant aux timbres-poste étrangers, ils restaient exposés à toutes les manœuvres frauduleuses visées par les textes précités. Pour combler cette lacune et protéger *en France* les vignettes des offices postaux étrangers, le Gouvernement, ainsi qu'il en avait pris l'engagement lors du congrès postal de Vienne (1891), a fait insérer dans la loi du 13 avril 1892, portant approbation des conventions et arrangements issus de ce congrès, une disposition ainsi conçue : « La contrefaçon ou l'altération des vignettes et timbres du service des postes d'un pays étranger, la vente, le colportage ou la distribution desdits timbres ou vignettes contrefaits ou altérés seront poursuivis, soit sur la plainte du Gouvernement de ce pays, soit d'office, par l'autorité judiciaire du lieu où l'infraction a été commise et seront punis des

« peines édictées par les articles 2 et 3 de la loi du 11 juillet 1885. » (Art. 4 *in fine*.)

Il est peut-être permis de s'étonner que le législateur, voulant réprimer la *contrefaçon* des timbres-poste étrangers, ait assimilé ce délit à l'*imitation* des timbres-poste français. Quoi qu'il en soit, l'assimilation est certaine et on n'en saurait douter en présence des termes employés par la loi du 13 avril 1892, qui sont presque identiques à ceux de la loi du 11 juillet 1885. Il faut donc s'inspirer des motifs qui ont guidé le législateur de 1885, pour déterminer les cas où la contrefaçon des timbres étrangers constitue un délit.

Or, nous avons vu que, dans la pensée de la loi de 1885, l'intention punissable est moins l'intention frauduleuse de contrefaçon que la volonté d'imiter les timbres-poste français et autres valeurs fiduciaires. Il doit en être de même quand il s'agit de timbres-poste étrangers. Le délit prévu par la loi du 13 avril 1892 existe évidemment si ces timbres ont été contrefaits ou altérés dans l'intention de frauder les offices étrangers, mais il existe aussi, en l'absence de cette intention frauduleuse, dès que les timbres sont tels qu'ils *puissent* donner lieu à des fraudes préjudiciables aux intérêts des pays étrangers, et sans qu'il soit besoin de rechercher le but poursuivi par celui qui fabrique ou vend des timbres.

C'est ainsi, notamment, que l'individu qui fabrique de faux timbres-poste étrangers, pour les vendre à des collectionneurs, commet le délit prévu par l'article 4 de la loi du 13 avril 1892, alors même qu'il prend la précaution de signaler à ses clients que ces timbres ne sont pas authentiques, ou qu'il ne les livre au public qu'après les avoir oblitérés. En interdisant d'une façon absolue, sans réserve, la contrefaçon et l'altération des timbres-poste étrangers, ainsi que la vente et le colportage de ces timbres contrefaits ou

altérés, le législateur a voulu, en 1892 comme en 1885, empêcher *ab initio* toutes les fraudes possibles. Or, ce n'est pas parce que les timbres faux ne sont pas vendus comme authentiques, qu'ils ne peuvent devenir ultérieurement, entre les mains de tiers, des instruments de fraude, et il n'est nullement impossible que l'oblitération dont ils ont été l'objet ne soit pas détruite par un simple lavage chimique, ce fait se produisant constamment avec les timbres authentiques ayant déjà servi. (Conf. Trib. corr. de la Seine, 11 décembre 1895, D. P. 96. 2. 446.)

Ce que nous avons dit des timbres-poste français des émissions antérieures à l'émission actuelle, est également vrai des timbres-poste étrangers. Malgré les mots « du service des postes d'un pays étranger » employés dans la loi du 13 avril 1892, il n'y a lieu de distinguer entre les timbres actuellement en usage et ceux d'émissions antérieures, qu'autant que ces derniers ont été régulièrement démonétisés et déclarés impropres à opérer l'affranchissement des correspondances¹.

La loi du 13 avril 1892 s'applique aux cartes-lettres, cartes postales et cartes pneumatiques étrangères comme aux timbres-poste (*suprà*, n° 172).

1. De même que la France, la Grande-Bretagne, la plupart des colonies anglaises, les États-Unis d'Amérique, la Belgique (depuis 1865 seulement), admettent que la mise en circulation de nouveaux timbres-poste n'a pas pour résultat de mettre hors d'usage ceux qui appartiennent à des émissions antérieures, et que les anciennes figurines sont indéfiniment valables pour opérer l'affranchissement des correspondances.

Au contraire, en Allemagne, en Autriche, au Brésil, au Danemark, en Égypte, en Italie, au Japon, dans les Pays-Bas, au Pérou, au Portugal, en Roumanie, en Russie, en Suisse, en Turquie et dans l'Uruguay, lorsque de nouveaux timbres-poste sont mis en usage, le public est informé de la date jusqu'à laquelle il peut se servir des anciens timbres ou les échanger contre les figurines nouvelles. A partir de cette date, les anciens timbres ne peuvent plus servir à l'affranchissement des correspondances.

CHAPITRE III

ATTEINTES PORTÉES AUX BONS DE POSTE

NOTIONS GÉNÉRALES

174. — En instituant, sous le nom de *bons de poste*, des mandats d'articles d'argent de sommes fixes, la loi du 29 juin 1882 a eu pour objet de simplifier le travail des agents et de permettre au public, s'il le juge convenable, d'éviter les formalités auxquelles donnent lieu la délivrance et le paiement des mandats ordinaires, ainsi que les délais d'attente aux guichets.

La loi du 29 juin 1882 a créé les coupures de 1, 2, 5, 10 et 20 fr., en réservant à l'administration (art. 2) le droit d'augmenter, par simple décret, le nombre des coupures déjà créées, sans pouvoir, toutefois, dépasser la valeur de 20 fr. Deux décrets sont venus, en conformité de cette disposition, créer les coupures de 3, 4, 6, 7, 8 et 9 fr. (15 mars 1895 et 27 octobre 1896).

Les bons de poste sont délivrés en blanc dans les bureaux de poste, aussi facilement que les timbres-poste, contre paiement d'un droit de 5 centimes pour ceux de 1 à 10 fr. et de 10 centimes pour ceux de 20 fr. On peut les remettre de la main à la main, comme une monnaie courante, et ce n'est que pour les toucher ou les faire toucher qu'il est nécessaire d'y inscrire le nom et l'adresse du bénéficiaire (art. 2 et 3 de la loi du 29 juin 1882 et décrets précités). Jusqu'à ce moment, ils constituent donc de véri-

tables valeurs au porteur, et c'est pour cela qu'ils ne peuvent être insérés dans des lettres ordinaires (art. 3 de la loi et *suprà*, n° 134).

En raison de la facilité avec laquelle les bons de poste sont délivrés, transmis et payés, la loi de 1882 (art. 7) a dû prévoir et réprimer sévèrement la contrefaçon et l'altération de ces valeurs. Nous examinerons ces deux incriminations dans deux paragraphes distincts et nous parlerons aussi de l'imitation des bons de poste.

§ 1^{er}. — BONS DE POSTE CONTREFAITS

A. Caractères de l'infraction.

175. — La ressemblance que présente un bon de poste en blanc avec le billet de banque, ne pouvait échapper au législateur. De même que le billet de banque, en effet, le bon de poste est, dans une certaine mesure, considéré comme monnaie. Il en devient en quelque sorte le supplément et il peut, dans de nombreuses circonstances, en remplir l'office. Aussi, l'article 7 de la loi du 29 juin 1882 assimile-t-il complètement la contrefaçon des bons de poste à la contrefaçon des billets de banque, en disposant : « La contrefaçon d'un bon de poste ou la mise en circulation d'un bon de poste faux rentrera dans la catégorie des faux punis par l'article 139 du Code pénal. »

En se bornant à un simple renvoi, la loi de 1882 a rendu applicable au cas qu'elle prévoit toutes les règles communes aux incriminations énoncées dans l'article 139 du Code pénal. C'est ainsi, notamment, que l'usage résultant de la mise en circulation de bons de poste contrefaits cesse d'être punissable toutes les fois que la contrefaçon n'a pas été connue de celui qui a utilisé les bons de poste faux (art. 163

C. pén.). De même, l'article 135 du Code pénal, relatif à l'excuse tirée de ce que des monnaies fausses ont été reçues comme bonnes, ne s'appliquant pas aux crimes prévus à l'article 139 du Code pénal, ne s'applique pas davantage au crime prévu par l'article 7 de la loi de 1882, et il suffit, pour tomber sous le coup de cette dernière disposition, que celui qui a utilisé un bon de poste contrefait, ait connu le faux au moment de l'usage. De même encore, il y a exemption de peine en faveur des révélateurs (art. 138 et 144, C. pén., *cbn*).

B. Pénalités.

176. — La contrefaçon d'un bon de poste ou l'usage d'un bon de poste contrefait est un crime, puni des travaux forcés à perpétuité (art. 1, 7 et 139, C. pén.). A cette peine vient s'ajouter l'amende édictée par l'article 164 du Code pénal dont les dispositions s'appliquent à tous les individus déclarés coupables de faux. Cette amende est de 100 fr. à 3,000 fr. et peut être portée jusqu'au quart du bénéfice illégitime procuré par la contrefaçon.

La faculté de déclarer les circonstances atténuantes s'applique à ce crime, la loi du 29 juin 1882 ne l'ayant pas écartée, même implicitement, et la règle étant que les circonstances atténuantes sont admissibles en toute matière criminelle régie par le Code pénal ou par une loi spéciale antérieure ou postérieure (art. 463, C. pén., et D. Rép., *v*° *Peine*, n^{os} 535 et 536).

§ 2. — BONS DE POSTE ALTÉRÉS

A. Caractères de l'infraction.

177. — L'altération des bons de poste est prévue par la seconde partie de l'article 7 de la loi du 29 juin 1882,

où on lit : « Sera également poursuivie comme faux, conformément à l'article 147 du Code pénal, toute altération de la valeur ou du nom porté sur le bon de poste, ainsi que toute contrefaçon de la signature du bénéficiaire. »

Cette infraction est donc assimilée au faux en écritures ou faux documentaire, que Blanche définit « l'altération de la vérité dans un écrit, de nature à porter préjudice à autrui et commise dans une intention criminelle ». Elle consiste dans la supposition, la suppression ou l'altération de la vérité au préjudice, soit de l'administration des postes, débitrice de la valeur du bon altéré, soit du propriétaire du bon, créancier de ladite valeur, et elle implique l'existence des trois éléments exigés dans tout faux en écritures, à savoir : un fait matériel, l'intention de nuire, un préjudice ou au moins la possibilité d'un préjudice.

178. — Le faux prévu par la disposition que nous venons de rapporter, existe dans les trois cas suivants :

1° *Altération de la valeur d'un bon de poste*, c'est-à-dire substitution d'une valeur supérieure à la valeur véritable du bon, au moyen de grattage, surcharge ou tout autre procédé. Il paraît bien difficile que ce cas puisse se produire, les bons étant imprimés en couleur, et les indications relatives à la valeur de chaque bon étant répétées plusieurs fois dans le corps du titre.

2° *Altération du nom porté sur un bon de poste*, c'est-à-dire substitution d'un nom à un autre. Si cette substitution est effectuée par le propriétaire même du bon (expéditeur ou destinataire), il est clair qu'il n'y a pas faux, mais seulement un fait de nature à retarder le paiement du bon, que l'administration considère alors comme irrégulier.

3° *Contrefaçon de la signature du bénéficiaire*. Ce faux consiste dans le fait d'imiter, ou de chercher à imiter la

signature du bénéficiaire d'un bon de poste. Il résulte même du fait de signer, dans une intention frauduleuse, du nom du bénéficiaire, sans la moindre prétention d'imiter la signature de ce dernier. La criminalité d'un fait ne saurait, en effet, être subordonnée au plus ou moins d'habileté employée à sa perpétration. (DALLOZ, *C. pén. annoté*, art. 147, n^{os} 21, 27 et 28.)

Constitue également le crime de faux par contrefaçon de signature, le fait d'un individu qui appose son véritable nom sur un bon de poste dérobé par lui à un homonyme. (V. DALLOZ, *op. et loc. cit.*, n^{os} 22 et 23.)

179. — L'individu qui fait revivre un bon de poste payé, prescrit¹ ou annulé, en faisant disparaître par un procédé chimique quelconque, les indications qui constatent le paiement, la date d'émission ou l'annulation, commet-il le faux de l'article 139 ou celui de l'article 147 du Code pénal?

Nous pensons que ce fait doit être considéré comme une altération de bon de poste et assimilé au faux en écritures. C'est, en effet, dans ce sens que la plupart des auteurs tranchent la même question qui se présente en matière de billets de banque retirés de la circulation et marqués d'un timbre portant la mention : *Annulé*. (V. CHAUVEAU et Faustin HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, n^o 607 ; BLANCHE, *Etudes sur le Code pénal*, n^o 82 ; GARRAUD, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, n^o 91 ; BOITARD, *Leçons de droit criminel*, n^o 216. — *Contrà* : Cass., 19 décembre 1807, D. Rép., v^o *Faux*, n^o 75.)

1. Le délai de prescription des bons de poste est fixé à un an, à partir du jour du versement des fonds (loi du 29 juin 1882, art. 2).

B. Pénalités.

180. — La peine encourue pour les faits assimilés par la loi de 1882 au faux en écritures, est celle des travaux forcés à temps, sans préjudice de l'amende prononcée par l'article 164 du Code pénal (*suprà*, n° 176).

La faculté d'atténuation, conformément à l'article 463 du Code pénal, s'applique au crime d'altération comme au crime de contrefaçon des bons de poste (*suprà*, n° 176).

§ 3. — BONS DE POSTE IMITÉS

181. — La fabrication, la vente, le colportage ou la distribution de formules ou imprimés imitant les bons de poste, ne rentrent dans aucun des cas prévus par l'article 7 de la loi du 29 juin 1882. Nous pensons que ces faits sont passibles des peines édictées par la loi du 11 juillet 1885, dont toutes les dispositions s'appliquent aux bons de poste envisagés soit comme « *vignettes du service des postes et télégraphes* », soit comme « *valeurs fiduciaires émises par l'État* ». (V. *suprà*, n°s 167 et 168.)

APPENDICE

INFRACTIONS POSTALES COMMISES PAR DES MILITAIRES

182. — Il faut distinguer selon qu'il s'agit de militaires présents à leur corps, ou de militaires en congé ou hors leur corps.

Pour les militaires présents à leur corps, les tribunaux militaires (conseils de guerre et tribunaux maritimes) sont la juridiction de droit commun. Leur compétence est générale et ne comporte d'autres exceptions que celles qui sont établies par une disposition expresse de la loi ou qui résultent de la nature spéciale de certains délits, à raison de la confusion de l'action publique et de l'action civile, confusion exclusive par elle-même de la juridiction militaire, qui ne peut, en principe, statuer sur des réparations civiles (Code de justice militaire pour l'armée de terre, art. 53 et 54¹ ; Code de justice militaire pour l'armée de mer, art. 74 et 75²).

1. Ces articles disposent : « ART. 53. — Les tribunaux militaires ne statuent que sur l'action publique, sauf les cas prévus par l'article 75 du présent Code. Ils peuvent néanmoins ordonner, au profit des propriétaires, la restitution des objets saisis ou des pièces à conviction, lorsqu'il n'y a pas lieu d'en prononcer la confiscation. — ART. 54. — L'action civile ne peut être poursuivie que devant les tribunaux civils ; l'exercice en est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile. »

2. Même rédaction que celle des articles 53 et 54 du Code de justice militaire pour l'armée de terre, sauf que les mots « tribunaux militaires » sont remplacés par les mots « tribunaux de la marine ».

Par application de cette règle, les infractions pour immixtion dans le service postal, abus de franchise, abus de tarif et insertion de valeurs prohibées, commises par des militaires présents à leur corps, ne sont pas de la compétence des conseils de guerre ou des tribunaux maritimes, et doivent être poursuivies devant les tribunaux répressifs ordinaires. Pour ces infractions, en effet, l'action publique et l'action civile sont inséparables, et les amendes prononcées ont vis-à-vis de l'administration le caractère de réparations pécuniaires. (Comp. Code de justice militaire pour l'armée de terre, art. 273¹, et Code de justice militaire pour l'armée de mer, art. 372².)

Quant aux délits et crimes résultant de fausses déclarations de valeurs et d'atteintes portées aux timbres-poste ou aux bons de poste, les conseils de guerre et les tribunaux maritimes sont seuls compétents pour en connaître à l'égard des militaires présents à leur corps, parce que les lois qui prévoient et répriment ces infractions n'ont apporté aucune dérogation à la compétence générale des tribunaux militaires et ont maintenu aux officiers de l'armée de terre et de mer investis des attributions du ministère public, l'exercice de l'action publique dans toute sa plénitude. (Conf. Cass., 11 juin 1852, D. P. 52. 1. 192.)

183. — A l'égard des militaires en congé ou hors leur corps, les tribunaux militaires sont incompétents pour connaître des infractions postales de toute espèce, sans dis-

1. Cet article est ainsi conçu : « Ne sont pas soumis à la juridiction des conseils de guerre les infractions commises par des militaires aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les contributions indirectes, les octrois, les forêts et la grande voirie. »

2. Même rédaction que celle de l'article 273 du Code de justice militaire pour l'armée de terre, sauf que les mots « conseils de guerre » sont remplacés par les mots « tribunaux de la marine ».

inction entre celles qui présentent le caractère de contraventions et celles qui constituent des délits ou des crimes.

Dans cette position, en effet, les militaires qui enfreignent les lois générales commettent, non « *des délits de militaires* », c'est-à-dire des délits contre leurs lois particulières ou des délits contre les lois générales perpétrés lorsque, se trouvant sous les drapeaux ou à leur corps, ils sont astreints à une discipline et à une surveillance plus sévères, mais « *des délits d'un infracteur aux lois* », quelle que soit sa qualité ou sa profession (avis du Conseil d'État du 7 fructidor an XII, Bull. des lois, IV, 13, n° 198). Ils restent donc justiciables des tribunaux répressifs ordinaires.

Nous avons limité notre étude aux infractions purement postales, c'est-à-dire à celles qui préjudicient directement aux intérêts matériels de la poste et nous avons laissé de côté certains délits pour lesquels la poste n'est qu'un moyen de perpétration, tels que la diffamation et l'injure commises par les correspondances circulant à découvert (loi du 11 juin 1887), ou l'outrage aux bonnes mœurs résultant de la remise à la poste sous bande ou sous enveloppe non fermée d'écrits, d'imprimés, d'affiches, ou de dessins obscènes (loi du 16 mars 1898). Il nous a paru que le fait de se servir de la poste pour l'accomplissement de ces délits, n'ayant aucune influence sur leur nature juridique, il n'y avait pas lieu de les faire figurer dans notre étude.

Nous n'avons pas davantage cru devoir comprendre parmi les infractions purement postales, la violation du secret des lettres (C. pén., art. 187 et 378), ce délit n'étant qu'une espèce particulière de la violation du secret professionnel.

Mais notre étude, réduite aux limites que nous lui avons assignées, présente pourtant, au moins en ce qui concerne les contraventions proprement dites, un intérêt général. Chacun se sert, en effet, presque journellement de la poste et il n'est guère de personne qui n'ait eu, à un moment donné, à réparer une inobservation involontaire des règlements de ce service. Qui n'a pas été convoqué à un bureau de poste pour assister à la vérification d'un objet affranchi au tarif réduit et contenant des notes manuscrites qui ne devaient pas y figurer¹ ? Qui n'a inséré ou n'insérerait, sans penser contrevenir à la loi, un bon de poste en blanc dans une lettre ordinaire ?

En étudiant les textes qui répriment les atteintes de toute sorte qui peuvent être portées aux intérêts de la poste et en délimitant exactement les droits de chacun vis-à-vis d'elle, nous pouvons donc espérer que notre modeste travail n'aura pas été inutile.

1. Il est dressé, chaque année, plus de 30,000 procès-verbaux pour constater des infractions de cette espèce (loi du 25 juin 1856).

VU :

Le Président,

Signé : H. BERTHÉLEMY.

VU PAR LE DOYEN :

Signé : GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Signé : GRÉARD.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Les chiffres **gras** indiquent les numéros. — Les chiffres ordinaires indiquent les pages.

A

Abus de franchise.

Caractères de la contravention	82, 83	83, 84
Les fonctionnaires seuls peuvent commettre la contravention . .	84	85
La contravention ne peut résulter que de faits d'expédition . .	84	85
Procédure spéciale de répression.	87	90
(V. <i>Contre-seing, Franchise postale, Pénalités, Procès-verbaux, Transaction, Vérification.</i>)		

Abus de tarif réduit ou spécial.

Cas où la contravention existe.	91	97
Il est indifférent que la correspondance illicite soit manuscrite ou imprimée.	92	99
La contravention consiste essentiellement dans le fait d'expédition d'une correspondance illicite.	93	100
La contravention existe quel que soit le moyen employé par le contrevenant.	94	101
Objets susceptibles de donner lieu à contravention.	95	102
Lettre expédiée comme papier d'affaire ou comme imprimé . .	96	103
(V. <i>Arrêtés, Assurances, Boîtes de valeurs déclarées, Cartes de visite, Circulaires, Colis postaux, Effets de commerce, Épreuves d'imprimerie, Factures, Imprimés, Journaux et écrits périodiques, Lettres, Papiers de commerce ou d'affaires, Pénalités, Procédure, Tarifs postaux, Transaction, Vérification.</i>)		

Action civile. (V. *Partie civile.*)

Affichage.

Des jugements rendus en matière de contraventions	78	78
Ne peut être requis et prononcé en matière d'insertion illicite de valeurs.	150	162

Agences.

De distribution d'objets non compris dans le monopole de l'État. .	69	69
--	-----------	----

Dites de « poste restante privée » ayant pour but de recevoir ou de réexpédier des correspondances postales pour le compte de tiers	70	71
De traduction	71	72

Amendes.

Les amendes prononcées pour contraventions postales ont un caractère mixte : elles sont à la fois une peine et une répa- ration civile.	35 à 43	30
Conséquences du caractère civil des amendes. (V. <i>Complicité</i> , <i>Concours d'infractions</i> , <i>Responsabilité</i> , <i>Rétroactivité</i> , <i>Sursis</i> .)		
Conséquences du caractère pénal des amendes. (V. <i>Contrainte par corps</i> , <i>Décès</i> , <i>Prescription</i> , <i>Récidive</i> .)		
Répartition de l'amende pour infraction au monopole.	79, 86, 125	note, 79, 89, 137

Angaries.

Mot désignant les postes en Perse	1	2
---	---	---

Arrêtés.

Le ministre peut autoriser par arrêté l'inscription, sur les objets affranchis à prix réduit, de mentions autres que la date et la signature	97, 105	106, 117
Publication et force obligatoire.	98	107
Interprétation restrictive	99	110

Assurances.

Documents des compagnies d'assurances admis à circuler par la poste au tarif réduit	110	122
Propositions d'assurances	111	123
Actes d'adhésion.	112	123

B**Boîtes de commandes.**

Ne peuvent être placées sur la voie publique ni dans les lieux publics	68	68
(V. <i>Lieux publics</i> .)		

Boîtes de valeurs déclarées.

Tarif	90	95
Mentions autorisées	118	131
Objets qui peuvent être insérés	118	131
Fausse déclaration de valeurs	154	167
Vérification	123	135

Bonne foi.

N'est pas une excuse en matière de contraventions	29, 55, 83	22, 50, 85
---	------------	------------

Bons de poste.

Notions générales	174	186
-----------------------------	-----	-----

L'insertion de bons en blanc dans une lettre non recommandée est une contravention.	134	145
La contrefaçon des bons de poste est assimilée à la contrefaçon des billets de banque.	175	187
L'altération des bons de poste est assimilée au faux en écri- tures.	177	189
Cas où il y a altération.	178	189
Le fait de faire revivre un bon de poste prescrit, payé ou an- nulé est une altération.	179	190
Imitation des bons de poste.	181	191
(V. <i>Exemption de peine, Imitation, Pénalités.</i>)		

C

Cartes de visite.

Mentions autorisées sur les cartes de visite	103	115
--	-----	-----

Casier judiciaire.

Les condamnations pour contraventions n'y figurent pas . . .	78	79
--	----	----

Chargement.

Son origine	17	11
Chargement simple, chargement avec déclaration de valeurs. .	127	139
Chargements en franchise (Valeurs dont l'insertion est prohibée dans les)	139	148

Chefs de gare.

Leur responsabilité pour faits d'immixtion dans le service des postes	56	51
Sont-ils responsables des faits des agents placés sous leurs ordres ?	59	55
(V. <i>Chemins de fer.</i>)		

Chemins de fer.

Les compagnies de chemins de fer sont responsables des faits d'immixtion dans le transport des lettres commis par leurs employés ou préposés.	59	54
---	----	----

Chèques.

Les chèques à ordre ne peuvent être insérés dans les lettres et objets ordinaires.	133	145
(V. <i>Valeurs.</i>)		

Circonstances atténuantes.

Conditions spéciales d'application aux infractions postales ayant le caractère de contraventions.	35, 78, 86, 125, 149,	30, 78, 89, 137, 162
Application de l'article 463 du C. pén.	157, 162, 166, 174, 176, 180	170, 175, 179, 182, 188, 191

Circulaires.

Ce qu'on doit entendre par circulaire.	104	116
--	-----	-----

Les réclamations de sommes dues ne sont pas des circulaires .	104	116
Exceptions	105	117
Colis de messagerie.		
Ne peuvent contenir des lettres	55	50
Colis postaux.		
Tarif.	90	95
Mentions autorisées	119	132
Quels objets peuvent être insérés dans les colis postaux . . .	120	133
Conditions de fermeture des colis postaux renfermant des jour- naux ou des imprimés	121	134
Valeurs dont l'insertion est prohibée	140	150
Fausse déclaration de valeurs	154, 157, 158	168, 170, 171
Vérification	124, 143	135, 155
Commerce. (V. Effets de commerce.)		
Complicité.		
Les règles de la complicité ne s'appliquent pas en matière de contraventions	38	32
Concours d'infractions.		
Il doit être prononcé autant d'amendes qu'il y a de contraven- tions. Inapplication de la règle du non-cumul des peines . .	36	31
Conducteur de voiture.		
Ne peut être considéré comme un expès	66	67
Contrainte par corps.		
Peut être prononcée en matière de contraventions	42	35
Contraventions.		
Classification	28	21
Notions générales	29 et s.	22
Constatation. (V. Vérification.)		
(V. Abus de franchise, Abus de tarif, Délits contraven- tionnels, Monopole postal, Valeurs prohibées.)		
Contre-seing.		
Opère la franchise postale	81	82
Course publique (Cursus publicus).		
Désignation de la poste à Rome.	3	2
Fonctionnement.	4	3
D		
Décès.		
Éteint l'action civile en matière de contraventions postales . .	42	35
Déclaration.		
Les valeurs payables au porteur sont seules susceptibles de dé- claration à la poste	127, 131, 136	141, 144, 147

Ce qu'il faut entendre par déclarer des valeurs.	141	151
Fausse déclaration. (V. ce mot.)		
Délits contraventionnels.		
Peuvent-ils comprendre les contraventions postales ?	29	23
Délits et crimes.		
Généralités sur les infractions postales ayant le caractère de délits ou de crimes.	152	165
Classification.	153	165
Destinataire.		
Déclaration du destinataire à qui un objet contenant des valeurs dont l'insertion est prohibée n'est pas parvenu.	147, 148	158

E

Échantillons.		
Ne rentrent pas dans le monopole postal	46	43
Tarif	90	94
Mentions autorisées	117	130
Objets qui peuvent être insérés dans les échantillons	117	130
Valeurs dont l'insertion est prohibée dans les échantillons.	129, 135, 142, 146, 137, 138	148
Vérification	122	135
Effets de commerce.		
Les mentions prévues aux articles 110 et 188 C. com. sont seules autorisées sur les effets affranchis à prix réduit	115	128
Mentions relatives à l'acceptation et à l'aval.	115	128
Mentions relatives au retour sans frais et aux motifs de refus de paiement	115	129
Effets échus.	116	130
Entrepreneurs de voitures.		
Sont responsables des atteintes au monopole commises par leurs employés ou préposés	59	54
Épreuves d'imprimerie.		
Mentions autorisées.	106, 107	118, 120
Exemption de peine.		
Ne s'applique pas aux révélateurs du délit de contrefaçon de timbres-poste	162	176
S'applique aux révélateurs du crime de contrefaçon de bons de poste.	175	188
Expéditeur.		
Les déclarations de l'expéditeur d'un objet non parvenu ayant contenu des valeurs dont l'insertion est prohibée établissent la contravention	147, 148	158

Exprès.

Ce qu'il faut entendre par exprès.	66	65
Le monopole postal ne fait pas obstacle au transport des correspondances par exprès	66	64
(V. <i>Pigeons voyageurs</i> .)		

F

Factures.

Ne peuvent être rédigées en forme de lettres	109	122
Mentions autorisées.	106	119

Fausse déclaration.

Constitue un délit	153	165
Objets qui peuvent y donner lieu.	154	167
N'est punissable que si elle est faite frauduleusement.	155	168
Déclaration inférieure aux valeurs expédiées.	156	169
(V. <i>Boîtes de valeurs déclarées, Colis postaux, Pénalités, Transaction</i> .)		

France (la poste en).

La poste sous Charlemagne et ses successeurs.	5, 6	4
Messagers de l'Université.	7, 8	5
Louis XI crée un service de postes gouvernementales.	9	6
Ordonnance du 19 juin 1464	10	6
Les courriers royaux peuvent se charger officieusement de lettres privées	11	7
Messagers royaux	12	8
La poste sous Henri IV.	13	9
Juridiction du contrôleur général, puis du général des postes	14	9
Sous Louis XIII, la poste est mise officiellement à la disposition du public et réglementée	15	10
Organisation des principales institutions postales (articles d'argent, chargements, valeurs cotées)	16, 17, 18, 19	11, 12
Surintendant général des postes	20	12
Sous Louis XIV la poste est affermée.	21	13
Établissement du monopole postal	21, 22, 44 et s.	14, 15, 16, 37
Organisation de la petite poste.	23	15
Période révolutionnaire.	24	16
Premier Empire	25	16
Du premier Empire à 1878	26	17
De 1878 à nos jours	27	18

Franchise postale.

Définition de la franchise postale.	80	80
A quelles correspondances elle s'applique.	81	81
De quoi elle résulte.	81	81

Conditions auxquelles elle est subordonnée	81	82
Diverses espèces de franchises	81	82
(V. <i>Contre-seing</i> .)		

G

Grèce.

La poste ne paraît pas avoir existé dans l'ancienne Grèce . . .	2	2
---	---	---

Guichet.

Obligation de déposer au guichet les lettres et boîtes de valeurs déclarées, ainsi que les lettres et objets recommandés. . . .	142	153
--	-----	-----

I

Imitation.

L'imitation des vignettes et timbres du service des postes est un délit intentionnel	168, 172	179, 183
Il en est de même de l'imitation des bons de poste.	181	191
Quelle est l'intention punissable ?	168	180
Quelle est l'imitation punissable ?	169	181
Dans quel cas les timbres-poste d'émissions anciennes ne peu- vent être imités.	170, 173	182, 185
L'imitation de la signature du bénéficiaire d'un bon de poste constitue un crime. (V. <i>Bons de poste</i>)	178	189

Imprimés.

Tarif	90	94
Sont exceptés du monopole postal	65	64
Mis sous enveloppes closes, rentrent dans le monopole	57	52
Objets considérés comme imprimés et mentions autorisées . .	102	112
Valeurs qui ne peuvent être insérées dans les imprimés. . . .	129, 135, 142, 146, 137, 138	148
Vérification	122	134

Insertion illicite de valeurs. (V. *Valeurs*.)

J

Journaux et écrits périodiques.

Tarif	90	93
Lieu de publication, lieu d'impression.	90	93 note 3
Mentions autorisées.	101	111
Aucune valeur ne peut être insérée dans les journaux . .	117	130 note 1
Vérification	122	134

L

Lettres.

Ce qu'on doit entendre par lettres	46	42
Lettre concernant les intérêts propres de celui qui la transporte.	50	48
Lettre de recommandation.	50	48
Lettre ouverte transportée par une autre voie que la poste. . .	54	50
Lettre insérée dans un colis de messagerie	55	50
Lettre insérée dans un colis postal	95	102
Lettre originaire d'un pays voisin transportée par une autre voie que la poste.	58	53
Lettre de voiture.	62	61
Lettre de réponse à une lettre reçue par exprès	67	67
Lettres groupées sous une même enveloppe	70	72
Lettre expédiée sous le couvert d'un fonctionnaire	85	88
Lettre expédiée dans la forme et au tarif des papiers d'affaires ou de commerce ou comme imprimé.	96	103
Lettre de date ancienne.	114	127
Lettre ordinaire (Valeurs dont l'insertion est prohibée dans une).	129 à 134	142
Lettre recommandée (Valeurs dont l'insertion est prohibée dans une)	137	148
Lettre chargée (Valeurs dont l'insertion est prohibée dans une).	136	147
Lettre contenant des valeurs payables au porteur jetée à la boîte	144, 145, 146	155

Lieux publics.

Ce qu'on doit entendre par lieux publics.	68	69
---	----	----

M

Militaires.

Infractions postales commises par des militaires présents à leur corps.	182	193
Et par des militaires en congé ou hors leur corps	183	194

Monopole postal.

Base légale	45	37
Objets qu'il comprend	46, 120	41, 133
Étendue (grande poste et petite poste)	47	43
Personnes qui peuvent commettre des atteintes au monopole .	48	45
Les agents des postes peuvent-ils commettre la contravention ?	49	46
Le seul fait d'être porteur d'une lettre ne constitue pas la con- travention.	50	47
L'existence de la contravention n'est pas subordonnée à un pré- judice causé à l'État	51	48

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

205

Un fait accidentel de transport constitue l'immixtion punissable.	52	49
Il n'est pas nécessaire qu'il y ait profit pour que le transport soit illicite.	53	49
Le transport effectué par un homme de l'équipage d'un paquebot est une contravention	58	54
(V. <i>Agences, Chefs de gare, Chemins de fer, Colis de messagerie, Colis postaux, Conducteur de voiture, Entrepreneurs de voitures, Exprès, Imprimés, Journaux et écrits périodiques, Lettres, Navires, Papiers, Paquets, Pénalités, Perquisitions et saisies, Pigeons voyageurs, Procédure, Procès-verbaux, Publications périodiques, Transaction.</i>)		

N

Navires.

Les capitaines de navire sont responsables des faits d'immixtion commis par les matelots et employés de leur bord	59	56
---	----	----

P

Papiers.

Ce qu'il faut entendre par papiers compris dans le monopole. .	46	43
Les paquets de papiers au-dessus d'un kilogramme sont exceptés du monopole	64, 121	62, 134
Les papiers relatifs au service personnel des entrepreneurs sont aussi exceptés du monopole postal	62	60
Objets considérés comme papiers relatifs au service personnel des entrepreneurs	63	61
Doivent être ouverts et non cachetés	45, 62	38, 60

Papiers de commerce ou d'affaires.

Tarif	90	94
Mentions autorisées.	106 et s.	118
Pièces de comptabilité, bordereaux et autres documents de service des compagnies et maisons industrielles et commerciales.	113	126
Conditions auxquelles les papiers de commerce ou d'affaires peuvent être insérés dans des colis postaux	120	133
Épreuves d'imprimerie. (V. ce mot.)		
Pièces de procédure. (V. <i>Procédure</i> .)		
Factures. (V. ce mot.)		
Documents des compagnies ou sociétés d'assurances: (V. <i>Assurances</i> .)		
Lettres de date ancienne. (V. <i>Lettres</i> .)		
Valeurs dont l'insertion est prohibée dans les papiers de commerce ou d'affaires.	129 à 135, 137, 138	142, 148
Vérification	122	134

Paquets.

Ce qu'on entend par paquets en matière de petite poste. . . .	47	44
Paquets de papiers. (V. <i>Papiers</i> .)		

Partie civile.

L'administration est de droit partie civile dans les affaires de contraventions et représentée par le ministère public . . .	31, 32, 33	25
L'action civile est inséparable de l'action publique	32	26
Indépendance du ministère public	33	28
Frais de justice à la charge de l'administration.	34	29
Droit de l'administration d'interjeter appel, de se pourvoir. . .	34	29

Pénalités.

Atteintes au monopole postal	78, 79	78
Abus de franchise	86, 87	89
Abus de tarif réduit ou spécial.	125	137
Insertion illicite de valeurs.	149	161
Fausse déclaration de valeurs	157	170
Contrefaçon de timbres-poste	162	175
Réemploi de timbres-poste.	166	178
Imitation de timbres-poste.	171	182
Contrefaçon de bons de poste	176	188
Altération de bons de poste	180	190
(V. <i>Circonstances atténuantes, Exemption de peine, Réci- dive.</i>)		

Perquisitions et saisies.

Ne peuvent servir de base légale à des poursuites, si elles sont irrégulières	73	74
Agents ayant qualité pour perquisitionner.	74	74
Personnes et objets soumis à des perquisitions.	75	75
Les particuliers et leurs effets n'y sont pas soumis	76	76

Perse.

La poste dans l'ancienne Perse.	1	1
(V. <i>Angaries</i> .)		

Pigeons voyageurs.

Peuvent être employés comme exprès.	72	73
---	----	----

Poste (Histoire de la). (V. *Course publique, France, Grèce, Perse, Rome*.)**Préposé. (V. *Exprès*.)****Prescription.**

L'amende en matière de contraventions postales se prescrit par cinq ans	42	35
--	----	----

Procédure.

En matière de poursuites pour contravention. (V. *Partie civile*.)

Les sacs ou dossiers de procédure sont exceptés du monopole postal.	61	58
Actes extrajudiciaires.	61	59
Lettres ou notes jointes à des pièces de procédure	61	60
Tarif réduit applicable	108	121
Procès-verbaux.		
Force probante des procès-verbaux de contraventions	77	77
Non soumis à la formalité de l'affirmation en justice	77	78
Atteintes au monopole	64, 74, 77	63, 74, 77
Abus de franchise	85	87
Abus de tarif réduit ou spécial.	93	101
Insertion illicite de valeurs.	147	159
Publications périodiques,		
Sont exceptées du monopole postal.	65	64
(V. <i>Journaux et écrits périodiques.</i>)		
R		
Récidive.		
En matière de contraventions postales	42, 78	35, 78
Les peines de la récidive ne s'appliquent pas à l'insertion illicite de valeurs	150	162
En matière d'usage de timbres-poste ayant déjà servi.	166	178
Recommandation.		
A remplacé la formalité du chargement simple.	127	140
Responsabilité.		
Responsabilité civile de l'amende pour contravention	37	32
L'administration n'est responsable que des valeurs déclarées conformément à la loi	131, 136	144, 147
La responsabilité de l'administration cesse par la remise des lettres chargées dans un état absolu d'intégrité	155	169
Rome.		
La poste dans l'ancienne Rome	3	2
(V. <i>Course publique.</i>)		

S

Service.		
Timbres en service	170, 173	182, 185
Signes.		
L'insertion de valeurs dont l'insertion est prohibée dans les lettres ne doit être présumée qu'en présence de signes extérieurs évidents.	145, 146	156

Signes qui ne font présumer la contravention que quand ils sont réunis	145	156
Signes qui font présumer la contravention quand ils sont isolés.	146	157
Sursis.		
Application de la loi de sursis en matière de contraventions postales.	39	32

T

Tarifs postaux.		
Tarif normal.	89	92
Tarifs réduits ou spéciaux.	90	93
Timbres-poste.		
Ne sont pas des valeurs payables au porteur.	132	145
Contrefaçon	160	173
La vente de timbres-poste contrefaits constitue l'usage	160	174
La tentative du délit de contrefaçon est punie comme le délit	161	175
Ayant déjà servi à l'affranchissement.	163	176
— — — — — mais non oblitérés.	164	177
La vente de timbres ayant déjà servi est punie comme l'usage.		
— Exception.	165	178
Imitation. (V. ce mot.)		
La contrefaçon ou l'altération des timbres-poste et vignettes des pays étrangers est punie comme l'imitation des timbres-poste français. (V. <i>Imitation</i>).	173	183
(V. <i>Pénalités</i> .)		
Transaction (Droit de).		
L'administration peut transiger sur toutes les contraventions postales.	30, 151	24, 163
Elle ne peut transiger sur le délit de fausse déclaration de valeurs insérées dans un colis postal	158	171
Ni sur les autres infractions postales ayant le caractère de délits ou de crimes.	152	165
Transport des valeurs.		
Notions générales sur le transport des valeurs par la poste	126	138
Toutes espèces de valeurs peuvent être transportées par la poste.	127	140

V

Valeurs.		
Cotées. (V. <i>Boîtes de valeurs déclarées</i> .)		
Payables au porteur	130, 131	142
Non payables au porteur ou simplement au porteur	130, 131	142
L'interdiction d'insérer des valeurs dans les objets postaux est relative	128	141

Valeurs dont l'insertion est prohibée dans les lettres et objets ordinaires	129	142
Dans les lettres chargées	136	147
Dans les lettres recommandées.	137	148
Dans les objets recommandés admis au tarif réduit.	137, 138	148
Dans les chargements en franchise.	139	148
Dans les colis postaux	140	150
La seule inobservation d'une des formalités prescrites pour l'insertion de valeurs dans les objets postaux constitue la contravention punissable.	141	151
Signes extérieurs démontrant l'insertion de valeurs prohibées dans les lettres.	145, 146	156
La déclaration de l'expéditeur de valeurs dont l'insertion est prohibée suffit pour établir la contravention.	147, 148	158
Quid de la déclaration du destinataire ?	147, 148	159
(V. <i>Bons de poste, Chargement, Chèques, Déclaration, Destinataire, Expéditeur, Guichet, Pénalités, Recommandation, Timbres-poste, Transport, Vérification.</i>)		
Vérification.		
Des dépêches circulant en exemption de la taxe postale.	85	86
Des journaux, imprimés, échantillons et papiers d'affaires ou de commerce.	122, 143	134, 154
Des boîtes de valeurs déclarées	123, 143	134, 154
Des colis postaux	124, 143	135, 155
Des lettres ordinaires	144	155

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

INTRODUCTION

NOTIONS HISTORIQUES SUR LA POSTE

PREMIÈRE PARTIE

CONTRAVENTIONS

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

	Pages.
§ 1. — CLASSIFICATION DES CONTRAVENTIONS	21
§ 2. — NATURE JURIDIQUE DES CONTRAVENTIONS	22
§ 3. — DROIT DE TRANSACTION DE L'ADMINISTRATION	24
§ 4. — QUALITÉ DE PARTIE CIVILE DE L'ADMINISTRATION	25
§ 5. — NATURE DE L'AMENDE.	30
1 ^o <i>Concours d'infractions</i>	31
2 ^o <i>Responsabilité civile</i>	32
3 ^o <i>Complicité</i>	32
4 ^o <i>Sursis</i>	32
5 ^o <i>Application de l'article 463 du Code pénal</i>	34
6 ^o <i>Rétroactivité</i>	34
7 ^o <i>Décès du contrevenant, contrainte par corps, récidive, prescription</i>	35

CHAPITRE II

ATTEINTES AU MONOPOLE POSTAL

§ 1. — BASE, OBJETS ET ÉTENDUE DU MONOPOLE	39
A. <i>Base du monopole</i>	39
B. <i>Objets compris dans le monopole</i>	41
C. <i>Étendue du monopole</i>	43
§ 2. — CONTRAVENTION	45
A. <i>Personnes punissables</i>	45
B. <i>Caractères de la contravention</i>	47
§ 3. — EXCEPTIONS AU MONOPOLE	57
A. <i>1^{re} exception. — Sacs de procédure</i>	58
B. <i>2^e exception. — Papiers relatifs au service personnel des entrepreneurs de voitures</i>	60
C. <i>3^e exception. — Paquets au-dessus du poids d'un kilogramme</i>	62
D. <i>4^e exception. — Publications périodiques et imprimés</i>	64
E. <i>5^e exception. — Exprès</i>	64
F. <i>Cas particuliers</i>	68
a) <i>Boîtes de commandes</i>	68
b) <i>Agences de distribution</i>	69
c) <i>Agences de poste restante privée</i>	71
d) <i>Agences de traduction</i>	72
e) <i>Pigeons voyageurs</i>	73
§ 4. — CONSTATATION DE LA CONTRAVENTION	73
A. <i>Perquisitions et saisies</i>	73
B. <i>Personnes ayant qualité pour perquisitionner</i>	74
C. <i>Personnes et objets soumis à des perquisitions</i>	75
D. <i>Procès-verbaux</i>	77
E. <i>Pénalités</i>	78

CHAPITRE III

ABUS DE FRANCHISE

§ 1. — NOTIONS GÉNÉRALES SUR LA FRANCHISE POSTALE	80
§ 2. — CONTRAVENTION	83
A. <i>Caractères de l'abus de franchise</i>	83
B. <i>Qui peut commettre l'abus de franchise</i>	85
§ 3. — CONSTATATION ET POURSUITES	86
A. <i>Droit de vérification</i>	86
B. <i>Pénalités et poursuites</i>	89

CHAPITRE IV

ABUS D'UN TARIF RÉDUIT OU SPÉCIAL

§ 1. — GÉNÉRALITÉS SUR LES TARIFS POSTAUX.	92
A. <i>Tarif normal</i>	92
B. <i>Tarifs réduits ou spéciaux</i>	93
§ 2. — CONTRAVENTION	97
A. <i>Cas où elle existe</i>	97
B. <i>Caractères de la contravention</i>	99
C. <i>Objets susceptibles de donner lieu à la contravention</i>	102
D. <i>Cas particulier (lettre ordinaire)</i>	103
§ 3. — EXCEPTIONS.	106
A. <i>Généralités</i>	106
B. <i>Journaux et écrits périodiques</i>	111
C. <i>Imprimés non périodiques</i>	112
a) <i>Cartes de visite</i>	115
b) <i>Circulaires</i>	116
D. <i>Épreuves corrigées, papiers de commerce ou d'affaires</i>	118
a) <i>Épreuves d'imprimerie</i>	120
b) <i>Pièces de procédure</i>	121
c) <i>Factures et relevés</i>	122
d) <i>Documents des compagnies d'assurances</i>	122
e) <i>Pièces de comptabilité, bordereaux et autres documents de service des compagnies et maisons industrielles et commerciales</i>	126
f) <i>Lettres de date ancienne</i>	127
g) <i>Effets de commerce</i>	128
E. <i>Échantillons</i>	130
F. <i>Boîtes de valeurs déclarées</i>	131
G. <i>Colis postaux</i>	132
§ 4. — CONSTATATION DE LA CONTRAVENTION	134
A. <i>Droit de vérification</i>	134
B. <i>Pénalités</i>	137

CHAPITRE V

INSERTION DE VALEURS PROHIBÉES

§ 1. — NOTIONS GÉNÉRALES SUR LE TRANSPORT DES VALEURS PAR LA POSTE.	138
§ 2. — CONTRAVENTION	141
A. <i>Cas où elle existe</i>	141
a) <i>Lettres et objets ordinaires</i>	142

	Pages.
b) Lettres chargées	147
c) Lettres recommandées	148
d) Objets recommandés autres que les lettres	148
e) Chargements en franchise	148
f) Colis postaux	150
B. <i>Caractères de la contravention</i>	151
§ 3. — CONSTATATION DE LA CONTRAVENTION	154
A. <i>Vérification</i>	154
B. <i>Cas particulier</i> (poursuites basées sur les déclarations d'expéditeurs ou de destinataires)	158
C. <i>Pénalités</i>	161

DEUXIÈME PARTIE

DÉLITS ET CRIMES

GÉNÉRALITÉS	165
-----------------------	-----

CHAPITRE PREMIER

FAUSSE DÉCLARATION DE VALEURS

A. <i>Objets susceptibles de fausse déclaration</i>	167
B. <i>Caractères du délit</i>	168
C. <i>Pénalités</i>	170

CHAPITRE II

ATTEINTES PORTÉES AUX TIMBRES-POSTE.

§ 1. — TIMBRES-POSTE CONTREFAITS	173
A. <i>Caractères du délit</i>	173
B. <i>Pénalités</i>	175
§ 2. — TIMBRES-POSTE AYANT DÉJÀ SERVI	176
A. <i>Caractères du délit</i>	176
B. <i>Pénalités</i>	178
§ 3. — TIMBRES-POSTE IMITÉS	179
A. <i>Caractères du délit</i>	179
B. <i>Pénalités</i>	182
DISPOSITION COMMUNE	183
§ 4. — TIMBRES-POSTE ÉTRANGERS CONTREFAITS OU ALTÉRÉS	183

CHAPITRE III

ATTEINTES PORTÉES AUX BONS DE POSTE

NOTIONS GÉNÉRALES.	186
§ 1. — BONS DE POSTE CONTREFAITS.	187
A. <i>Caractères du crime</i>	187
B. <i>Pénalités</i>	188
§ 2. — BONS DE POSTE ALTÉRÉS	188
A. <i>Caractères du crime</i>	188
B. <i>Pénalités</i>	190
§ 3. — BONS DE POSTE IMITÉS	191

APPENDICE

INFRACTIONS POSTALES COMMISES PAR DES MILITAIRES	193
--	-----

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES	197
TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES	211

